



La Macédoine : les chances d'une sortie de crise

Echec annoncé ou espoir douloureux. Entre OTAN et UE, la Macédoine a-t-elle encore un avenir dans le grand jeu des Balkans ?

Mémoire de géopolitique

du Chef de Bataillon Stéphane BELLAMY

dans le cadre de l'étude dirigée « Les arcs de crise »

Directeur : Jean-François DAGUZAN

Juin 2004

**La Macédoine : les chances d'une sortie de crise :
Echec annoncé ou espoir douloureux. Entre OTAN et UE, la Macédoine a-t-elle encore
un avenir dans le grand jeu des Balkans ?**

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : LES FACTEURS DE TENSION

Les facteurs géoéconomiques

Les facteurs identitaires

Le facteur religieux

La Macédoine dans le « jeu » des Balkans

DEUXIEME PARTIE : L'EUROPE, UNE RAISON D'ESPERER

L'implication de la communauté internationale dans la prévention du conflit

Les progrès institutionnels et politiques : un début de solution ?

Au-delà des accords d'Ohrid ? Les enjeux sur le long terme

Les adhésions à l'OTAN et à l'UE : réalité ou mirage

INTRODUCTION

Philippe Moreau Defarges nous le dit : « Toute entité politique -Etat, organisation régionale ou mondiale...- se situe dans l'espace ». Il ajoute : « Ces facteurs spatiaux sont fondamentaux, mais ils doivent toujours être complets : certes localisation mais aussi superficies, reliefs et climats, poids des populations, présence ou absence de produits bruts, degré de développement économique, urbanisation... Géographie et histoire ne sauraient être séparées »¹

Nous ne pouvons donc ignorer tout cela si nous voulons tenter d'expliquer la complexité de la situation de ce petit Etat sans nom (comment en effet peut-on être un « ex » quelque chose dans le concert international) qu'est la Macédoine² dans le grand jeu des Balkans. Car elle est un enjeu, certes modeste au regard notamment de ses ressources et de sa superficie, mais essentiel en raison de sa position centrale qui fait d'elle un véritable carrefour géographique entre Asie et Europe balkanique, voire entre Europe et rive septentrionale de la Méditerranée. Menacée de toute part - devrais-je dire dans sa réalité même - par des voisins qui lui déniaient ses frontières, sa culture et son identité, la Macédoine est en phase de convalescence de longue durée après la crise de 2001 dans le prolongement de la guerre du Kosovo. Pour autant, elle ne s'est pas embrasée sinon à la marge de son espace géographique. Elle n'a pas non plus imploré comme nous pouvions le craindre. Au contraire, sous l'action conjointe de la communauté internationale, et en particulier l'Union Européenne, et de ses forces vives, elle s'est progressivement stabilisée au prix d'accords politiques difficiles et de rechutes ponctuelles. S'agit-il pour autant d'un processus inscrit dans le long terme ou plus simplement d'une phase de rémission éphémère avant la dégradation générale ? Y a-t-il un espoir, notamment européen, voire « otanien » pour un règlement définitif de la crise ? Quels sont les domaines qui restent à explorer ? Quels sont les obstacles et les dangers majeurs à ce règlement ?

La Macédoine contemporaine n'a pas connu une histoire tranquille, bien au contraire. Mais elle a défié au cours des deux derniers siècles tous les pronostics qui prédisaient sa disparition. Aujourd'hui encore, les facteurs de tensions internes n'ont pas eu raison de sa

¹ Philippe Moreau Desfarges, L'Union européenne, myope géopolitique, Revue de la Défense Nationale, janvier 2003, p 135.

volonté d'existence, d'abord et avant tout parce que les habitants de la Macédoine n'ont pas voulu qu'il en soit ainsi. Terre de complexes interactions, la Macédoine est engagée irrémédiablement dans un vaste mouvement de réformes difficiles en vue de son intégration à l'Europe à laquelle elle lie désormais son destin. Parce qu'il ne peut en être autrement sous peine d'affronter une nouvelle période de troubles bien plus graves pour la région et pour l'Union tout entière, et parce que la Macédoine détient en son sein les clés de sa réussite - notamment par ses particularités dans la région-, il est de nombreuses raisons d'espérer dans un règlement de la "question de Macédoine".

Après avoir passé en revue les nombreux facteurs de tensions présents dans et autour de la Macédoine, nous nous attacherons à démontrer que le mouvement de réformes entreprises est irréversible et qu'il devrait conduire, malgré peut-être la création de nouveaux éléments de tension, à une normalisation étendue de la situation pour le bénéfice de la région mais également de l'Union européenne dans son ensemble.

² la République de Macédoine n'est en effet reconnu que sous l'appellation d'ex-République Yougoslave de Macédoine (ERYM ou ARYM) ou FYROM en anglais par la communauté internationale.

I° PARTIE

LES FACTEURS DE TENSIONS

1 LES FACTEURS DE TENSION

Si la Macédoine dispose de nombreux atouts -naturels ou culturels-, il est également de nombreux facteurs générateurs de tension qui interagissent sur une situation intérieure ou extérieure difficile. La géographie et l'économie, les identités et la religion, sont autant d'éléments qui compliquent la tâche des politiques et des organisations internationales et qui facilitent l'émergence d'une économie parallèle déstabilisatrice.

1.1 LES FACTEURS GEOECONOMIQUES

1.1.1 Un pays enclavé et marqué par la montagne

Ce qui frappe au premier abord en Macédoine, notamment dans la littérature, c'est l'émotion que manifestent nombre d'auteurs dès la description physique du pays. Le visiteur étranger ne peut-il donc pas rester indifférent à la vue de ce petit, tout petit pays, d'à peine 26 000 km², c'est à dire à peine la taille de la Belgique ou de l'Etat du Vermont suivant que l'on provient de l'un ou l'autre côté de l'Atlantique ?

C'est peut-être parce que comme le dit si bien Paul Garde³, la « Macédoine est un vieux nom qui évoque les royaumes de Philippe et d'Alexandre dans l'Antiquité », n'en déplaise aux Grecs et en dépit du fait que la Macédoine historique n'a pas grand chose à voir avec la Macédoine actuelle. En effet, l'Etat moderne ne couvre qu'environ 40 % de sa surface « historique ». Elle comprenait alors « l'ensemble des plaines et des vallées descendant vers le golfe de Salonique, avec plusieurs grands lacs, deux fleuves coulant nord-sud, le Vardar et la Struma, et autour les plus hauts sommets des Balkans : l'Olympe (grec) au sud, le Pirin (bulgare) à l'est, les montagnes albanaises à l'ouest. »⁴

« Pays de vastes plateaux à l'herbe jaunie, qui rappellent ceux de Haute-Provence »⁵, tourné vers la mer Egée sitôt la chaîne de la Sar Planina franchit lorsque l'on vient du Kosovo, la Macédoine est décrite par Victor Bérard⁶ comme une « région tourmentée, coupée de montagnes et de lacs ». Ce n'est pas « un tout compact ni même un ensemble continu. C'est une juxtaposition de plaines closes, de compartiments voisins et pourtant presque indépendants l'un de l'autre. » C'est particulièrement vrai de la Macédoine moderne, véritablement encagée entre ses quatre voisins modernes que sont l'Albanie, la

³ Paul Garde, Vie et mort de la Yougoslavie, Fayard Nouvelle édition 2002 p 238

⁴ op.cité. p 238

⁵ op.cité p 238

⁶ Victor Bérard, La Macédoine, Armand et Colin, 1900, p 13

Serbie - Monténégro, la Bulgarie et la Grèce. Privée à la fois de débouchés vers la mer Adriatique et vers la mer Egée, le pays est fortement marqué par la montagne, partout présente. C'est encore plus vrai dans l'ouest du pays aux confins de la vallée étroite de Tetovo où elle domine de ses flancs sombres et boisés des champs nombreux et fertiles. Les villages apparaissent comme suspendus, voire inaccessibles si l'on ne distingue pas les mauvaises pistes -surtout en hiver- qui les rejoignent. Seul le lac d'Ohrid, grand comme la moitié du Lemman, vient éclairer cette région austère de ses eaux claires. C'est là, il est vrai, un site exceptionnel, par son dépouillement et sa beauté qui lui valent d'être inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Plus à l'est, en direction de Kocani, on découvre des étendues plus vastes qui ne donnent pas l'impression d'être cultivées. Certaines semblent même abandonnées comme ces rizières, alimentées par un système d'irrigation hors d'âge et qui autrefois produisaient pour toute la Yougoslavie.

Un seul axe majeur traverse véritablement le pays du nord au sud. C'est d'ailleurs une des originalités, dans la région des Balkans, de ce pays que de pouvoir être traversé du Nord au Sud. Il s'agit de l'axe Morava -Vardar qui relie Belgrade à Salonique en passant par Skopje et qui constitue un véritable trait d'union entre l'Europe centrale et les mondes turco - méditerranéens. Mais la Macédoine n'apparaît qu'au 62^{ième} rang mondial en matière de réseau routier, avec 5 540 km de routes bitumées pour 3144 km qui ne le sont pas (chiffres 1999). Plus significatif encore est l'état du réseau ferré qui ne possède que 233 km de voies électrifiées sur les 699 qui couvrent l'ensemble du pays, le mettant ainsi à la 101^{ième} place mondiale (chiffres 2002),⁷ loin de fait derrière la Belgique (49^{ième}), pays de taille comparable. Pourtant, ce réseau est apparu dès les années 1870 comme essentiel dans la région car il reliait Belgrade à Salonique et au-delà Constantinople. Or, cet axe majeur de communication vers les marches de l'Orient est aujourd'hui un peu oublié. Du fait de l'étroitesse géographique du pays, il n'existe également que peu d'aéroports internationaux ; l'un étant situé à Skopje la capitale, l'autre à Ohrid, destination touristique par excellence.

Enclavée donc, sinon encagée, la Macédoine au relief compartimenté ne dispose pas pour le moment d'un réseau de communication satisfaisant. Elle ne profite donc que marginalement de sa position de carrefour des Balkans.

⁷ www.Teachers.infoplease.com et www.nationmaster.com

Pour autant, est-ce que le caractère montagnard de la Macédoine influe sur la structure de la société macédonienne ? Selon Christophe Chiclet et Bernard Lory, il y aurait des Macédoniens d'en haut et d'autres d'en bas⁸. Ces derniers, installés dans la plaine, se sont longtemps trouvés sous le joug ottoman, exploitant les terres des grands seigneurs turcs dans des conditions proches de l'esclavage, tandis que les autres, à l'abri dans la montagne, échappaient davantage à son autorité brutale. Les Turcs ont, en effet, souvent préféré échanger leur tranquillité contre une autonomie de fait des populations montagnardes de l'Empire. Les Macédoniens n'y font pas exception. En même temps, Victor Bérard ajoute : « Pour les nécessités de la défense (depuis dix siècles, comptez les invasions d'armées et les incursions de bandes) et pour la nécessité de la vie quotidienne (chaque année les fonds sont inondés)[...], la population, très peu dense d'ailleurs, a dû se grouper en petites villes sur le pourtour des monts.[...]la situation de chacune de ces villes était déterminée d'avance, par la nature même des lieux, à l'entrée ou en face des cols et des défilés, -les barrant ou leur faisant tête. » La montagne joue donc un rôle non négligeable dans la mesure où elle est le lieu de refuge traditionnel de ceux qui s'opposent au pouvoir central ou qui souhaitent s'en éloigner et parce qu'elle a également conditionné très fortement l'habitat macédonien et sa répartition spatiale.

Cette situation est particulièrement criante dans la vallée de Tetovo. La ville du même nom contrôle un couloir naturel orienté nord – sud dans le prolongement du Kosovo et débouchant sur l'Albanie à laquelle elle est adossée mais elle contrôle également l'axe venant de Skopje. Qui contrôle la ville contrôle en réalité tout l'ouest du pays.

1.1.2 Une situation économique encore très fragile.

Pendant l'ère de la Yougoslavie titiste, la Macédoine était l'une des plus pauvres de ses républiques (voir figure 1). Et cela malgré le fait que la Yougoslavie « est probablement, de tous les pays socialistes d'Europe, celui où le niveau de vie de la population s'est le plus spectaculairement élevé, le seul également dont les infrastructures de base (routes, réseau ferré, complexes industriels) sont restées globalement compétitives après l'effondrement de l'économie dirigée. »⁹C'est ce qui explique aussi en partie l'attachement des populations de la région, des Macédoniens notamment, aux temps bénis de l'ex-Yougoslavie. Ils vivaient petitement peut-être, mais ils vivaient, tandis qu'aujourd'hui ils

⁸Christophe Chiclet et Bernard Lory, *La République de Macédoine*, L'Harmattan, 1998, p 25

⁹ Jean-Arnault Dérens, *Balkans : la crise*, Folio actuel, 2000, p 143

tendent de survivre dans ce que Jean-Arnault Dérens appelle « le tiers monde européen ».¹⁰ Cependant, la Macédoine reste marquée dans ses structures économiques par l'ordre ancien yougoslave.

La dégradation de l'économie macédonienne s'est poursuivie dans les années 90. Le PIB macédonien a ainsi chuté de 40% entre 1990 et 1996, subissant de plein fouet le contrecoup de la dislocation yougoslave et les sanctions imposées à la Yougoslavie. Mais cette dégradation a été sans nul doute aggravée par le blocus imposé par la Grèce. La guerre du Kosovo et l'afflux de réfugiés qui s'en suivit ont un peu plus déstabilisé l'économie du pays, tandis que l'incertitude politique de ces dernières années n'a pas permis une reprise rapide de l'activité économique. Ces difficultés économiques ont eu et ont encore aujourd'hui des incidences sociales très graves, puisque la Macédoine atteint un taux de chômage record dans la région de près de 31 %.¹¹

	1970	1975	1980
Slovénie	193	201	198
Croatie	110	121	122
Voïvodine	125	124	127
Serbie	97	92	97
Bosnie-H.	67	69	66
Monténégro	78	70	80
Macédoine	64	69	66
Kosovo	34	33	31
Yougoslavie	100	100	100

Figure 1 : PNB par habitant selon les entités fédérées
(sur une base Yougoslavie =100)¹²

Pourtant, la situation s'était redressée en 2000 malgré l'incidence de la crise kosovare, et la plupart des observateurs l'estimait même bonne compte tenu d'une croissance soutenue (5,1%), de réserves en devises satisfaisantes, d'une inflation maîtrisée à 5,8% et d'une reprise significative des investissements directs étrangers (IDE). Les indices économiques étaient alors sains, quoique fragiles et dépendants très largement de l'aide internationale.

¹⁰ Jean-Arnault Dérens op.cité p 147 Ce tiers-monde comprendrait également le Kosovo et l'Albanie

¹¹ chiffres 2002, Mission économique de Skopje, Ambassade de France.

¹² Jean-Arnault Dérens op.cité p 148

La crise politique de 2001 a été catastrophique sur le plan économique et a fait chuter la croissance espérée de 2,5 points. Le PIB a ainsi connu une baisse de 4,5% en 2001 et une quasi stagnation en 2002 (-0,3%). Les productions industrielles et agricoles ont même accusé un recul significatif de -31,9% et -13,3%, aggravé pour cette dernière par deux années de sécheresse. Le déficit de la balance commerciale s'est creusé pour atteindre un nouveau record fin 2002 de 849 millions de dollars, soit une chute de 59,5% par rapport à 2001.

Pénalisé par une économie peu diversifiée, comme le montrent les importations macédoniennes qui couvrent pratiquement tous les secteurs, le pays dispose d'un commerce extérieur réduit à des secteurs d'activités étroits et très concurrentés comme le textile, les métaux de base, l'agriculture. Seul l'agroalimentaire disposerait d'un réel potentiel de développement.

De plus, son commerce extérieur est encore peu ouvert. En effet, bien que la Macédoine partage de fait une frontière avec la Grèce, le volume des échanges avec l'Union européenne demeure faible. Il est en tous cas plus faible que celui de la plupart des pays d'Europe centrale et orientale. La cause principale est l'attractivité des autres pays ex-yougoslaves qui représentaient encore en 2002 près de 31% des exportations et près de 20% des importations du pays. Seule l'Allemagne tire son épingle du jeu en ce qui concerne les pays de l'UE. Elle est en effet 2^{ème} client et 1^{er} fournisseur de la République.¹³ Arrive ensuite la Grèce, 3^{ème} client et 2^{ème} fournisseur. La France n'est pas absente mais pointe en 10^{ème} et 13^{ème} position. Elle a cependant augmenté sensiblement sa part de marché ainsi que ses achats, en hausse de 54% par rapport à 2001. Il est également à noter la 5^{ème} place des Etats-Unis en tant que client. Cela est loin d'être neutre, si l'on relie cette présence économique au poids politique des Américains dans la région.

Pour autant, et en dépit du fait que la reprise de la croissance n'a pas été au rendez-vous en 2002 avec seulement 0,7 % au lieu des 4% prévu par le FMI, quelques signes encourageants apparaissent.

En premier lieu, l'inflation semble avoir été stabilisée aux environs de 3% pour 2003 et elle ne devrait pas augmenter en 2004. Ce qui place la Macédoine dans une position enviable par rapport à d'autres pays d'Europe centrale et orientale. En second lieu, les perspectives de relance apportées par le succès de la conférence des donateurs de 2002 sont

¹³ Le commerce extérieur de la Macédoine en 2002. Fiche de synthèse Mission économique de Skopje, Ambassade de France. Mars 2003

réelles compte tenu des sommes engagées ou promises¹⁴. De plus, la Macédoine connaît un net gain d'investissements directs étrangers (IDE) ces dernières années. Elle est ainsi passée de la 24^{ième} à la 19^{ième} place en terme de stock d'IDE entre 1989 et 2001, aidée il est vrai par la vente de sa compagnie de téléphonie à Deutsch Telephon via une société hongroise (Matav). Mais elle se place également en terme d'investissements par tête d'habitant devant des pays comme la Russie, l'Ukraine, la Roumanie ou la RFY.¹⁵ Par ailleurs, elle a stabilisé ses relations avec le Fond Monétaire International suite à l'alternance politique fin 2002. Un accord de « Stand By »¹⁶ de 28 M\$ a ainsi été conclu le 30 avril 2003. Les aides bilatérales et multilatérales ont été également débloquées et laissent à penser que l'avenir à moyen terme est assuré. Cet accord prend en compte les engagements inscrits dans l'accord d'Ohrid (voir 2^o partie, § 2.3). Enfin, après avoir signé de nombreux accords bilatéraux (près de 27) de protection des investissements étrangers, de libre échange avec la plupart de ses voisins¹⁷ ainsi qu'avec l'AELE, elle a également signé un Accord de Stabilisation et d'Association avec l'UE, dont le volet libre échange est d'ores et déjà effectif. C'est donc naturellement que les négociations d'adhésion à l'OMC, engagées depuis 1994, ont trouvé leur épilogue. Le 4 avril 2003, la Macédoine est ainsi devenue officiellement le 146^{ième} pays membre de l'organisation.

1.1.3 Des frontières incertaines

Aymeric Chauprade¹⁸ décrit les frontières non comme un facteur de la géopolitique, mais comme faisant partie intégrante du référentiel, c'est à dire de l'Etat. Elles sont, selon lui, des lignes de champ, résultantes de forces, posées sur la géographie, et non un facteur de puissance. Avant même d'aller plus loin, la définition de ce qu'est une frontière doit être posée avec attention. Ainsi, elle est avant tout ressentie comme une coupure. Elle est souvent considérée comme l'expression d'un repli identitaire par peur de l'autre. Ce

¹⁴ Cette conférence s'est tenue le 12 mars 2002 sous l'égide de la Banque mondiale et de l'UE afin d'appuyer le gouvernement macédonien dans la réalisation des accords politiques d'Ohrid. Elle s'est traduite par l'engagement des pays donateurs à verser 309 M€ dont 173 pour le soutien à la balance des paiements, 86 pour la reconstruction et 50 pour la mise en œuvre de l'Accord d'Ohrid. Par ailleurs, les participants à la conférence ont promis 274 M€ au titre du développement économique. La situation économique de la Macédoine. Fiche de synthèse Mission économique de Skopje, Ambassade de France, juin 2003

¹⁵ Les investissements directs étrangers en Macédoine. Fiche de synthèse Mission économique de Skopje, Ambassade de France, août 2002

¹⁶ « Stand-By arrangement means a decision of the Fund by which a member is assured that it will be able to make purchases from the General Resources Account in accordance with the terms of the decision during a specified period and up to a specified amount ». International Monetary Fund. Articles of agreement of the international Monetary Fund. Article XXX-Explanation of terms.

¹⁷ Slovénie (juillet 1996), Yougoslavie (octobre 1996), Croatie (mai 1997), Turquie (septembre 1999), Bulgarie (octobre 1999), Albanie et BiH (juillet 2002).

¹⁸ Aymeric Chauprade, Géopolitique, Constantes et changements dans l'Histoire. Ellipses 2002, p 18

phénomène est renforcé par le caractère bien souvent arbitraire de la frontière, façonnée par les errements de l'Histoire. Parfois, elle est même totalement artificielle et ne répond pas aux aspirations des peuples. Elle est ce « moment qui cristallise une formule possible de l'identité pour en rejeter toutes les autres virtualités qui font la richesse et la complexité de la région. »¹⁹

Un Etat, selon le Grand Robert de la langue française, est une « autorité souveraine s'exerçant sur l'ensemble d'un peuple et d'un territoire déterminés ».

Pourtant, dans le cas de la Macédoine, ni le peuple ni le territoire ni même les frontières ne sont précisément définis. Au contraire, ces notions sont au cœur d'enjeux politiques exacerbés voire irrationnels. Bernard Lory²⁰ écrit : « les noms géographiques ont leur histoire et les territoires qu'ils désignent varient parfois. Il ne faut pas confondre la Belgique de Jules César avec l'Etat actuel qui porte ce nom ». Comme nombre de pays européens ou balkaniques, la Macédoine moderne n'échappe pas à la règle. Très ancien royaume barbare « à la périphérie du monde grec », la Macédoine n'a pas eu de frontières bien délimitées jusqu'au milieu du XIX^{ème} siècle. Elle est avant tout une référence historique d'érudit et sert à structurer ce qui est appelé alors la Turquie d'Europe. Elle ne prendra forme véritablement qu'avec le travail extrêmement précis de l'ethnographe Ami Boué (1794-1881). A travers deux ouvrages de référence en 1840, la Turquie d'Europe, et en 1854, Recueil d'itinéraires dans la Turquie d'Europe, il s'intéressera tout particulièrement aux frontières de la Serbie, de l'Albanie et de la Bulgarie. Son témoignage est crucial car comme le note P.N Miljukoff, qui devint le premier ministre des affaires étrangères après la révolution et grand connaisseur des Balkans : « ...la carte ethnographique de la péninsule balkanique réalisée par lui [Boué], et imprimée par Berghaus, est d'un grand intérêt car elle est la première carte ethnographique réalisée avant que les querelles tendancieuses des nationalités pour la possession de la Macédoine n'aient pris le dessus. Pour cette raison, cette carte montre seulement ce que l'auteur a vu et entendu sur le terrain sans aucune interprétation. Les habitants slaves de Macédoine sont considérés par A.Boué comme Bulgares, parce qu'ils se nomment eux-mêmes Bugari ».²¹ Dès lors, on comprend mieux l'enjeu que revêtent ces frontières lorsque les intérêts des nationalités vont s'y affronter au milieu du XIX^{ème} siècle.

¹⁹ 21^{ème} université d'été de Transeuropéennes. Résumé des travaux de la session 2002 : Territoires, frontières, coopération.

²⁰ Bernard Lory, Approches d'une identité macédonienne, La République de Macédoine op. cité p15

²¹ traduit du site www.datamap.org

D'autant que ces frontières ne sont pas non plus définies officiellement de façon extrêmement précises. Plusieurs traités permettent cependant de les tracer. Le traité préliminaire de paix entre la Russie et la Turquie signé à San Stefano le 3 mars 1878 créait la principauté de Bulgarie et en définissait les contours par son article 6. Mais comme ce dernier le stipule : « L'étendue de la Principauté de Bulgarie est fixée en traits généraux sur la carte [...] qui devra servir de base à la délimitation définitive. »²² Ce traité d'inspiration russe se vit opposer une contre proposition autrichienne en échange d'une bienveillante neutralité. L'idée du ministre des affaires étrangères autrichien Andrassy était de faire de la Macédoine une province autonome. Sa capitale aurait été Thessalonique. Cette manœuvre visait à éloigner la Macédoine des appétits serbe et bulgare tout en garantissant un accès autrichien à la mer Egée. Le tout s'accompagnait d'échanges de territoires. En réalité, l'Angleterre et l'Empire austro-hongrois manœuvrèrent de concert pour faire pression sur la Russie afin d'obtenir la renégociation d'un traité qui leur sera plus favorable.

Ce traité mort-né est donc suivi le 13 juillet 1878 par celui de Berlin sous les auspices de Bismarck. La Macédoine va changer de mains. Ce traité va alors redessiner les contours de l'Empire Ottoman notamment par ses articles 2 (Principauté de Bulgarie), 14 (Roumélie Orientale), 28 et 29 (Monténégro) , 34 et 36 (Serbie), 43 et 46 (Roumanie), 58 et 60 (villes et territoires cédés à la Russie). Toutes ces désignations et délimitations, par ailleurs assez vagues mais qui sont reportées sur la carte d'état-major autrichienne qui sert de support au traité, permettent cependant de délimiter toutes les autres « provinces », territoires ou possessions qui n'ont pas été déclarés indépendants ou annexés par d'autres Etats indépendants. Benoît Brunswick clôt son chapitre sur les délimitations de l'Empire ainsi : « le Traité de Berlin ne détermine pas autrement les frontières de l'Empire ottoman, de sorte qu'un procédé par inductions, d'ailleurs peu difficile, reste nécessaire et est suffisant pour tracer la carte actuelle des Etats du Sultan [...] »²³

La Macédoine, rendue à la Sublime Porte, n'apparaît pas nommément dans le traité mais elle dispose ainsi de frontières par induction...

Pour autant, c'est cette Macédoine « induite » qui va devenir la Macédoine conventionnelle, même si aucune division administrative ou même politique ne recouvre véritablement cet ensemble. Elle permet seulement d'y regrouper de manière artificielle l'ensemble des populations slaves du centre des Balkans. Malheureusement, convoitée à la

²² Benoît Brunswick, le traité de Berlin, Plon, 1878 p 281

²³ Benoît Brunswick, op. cité p 11

fois par la Bulgarie, grande perdante du traité de Berlin, par la Serbie et par la Grèce, la Macédoine cristallise les rancœurs. D'autant que sur le plan intérieur, les espoirs suscités par l'article 23 du traité ne seront pas suivi d'effets. Au contraire même, ces désillusions vont petit à petit participer au pourrissement de la situation dans cette région et conduire aux guerres balkaniques jusqu'au dépeçage final de 1913 par le Traité de Bucarest. De la Macédoine « conventionnelle », la Grèce reçoit 51,3% du territoire (Macédoine de l'Egée), la Serbie obtient 38,4% (Macédoine du Vardar), la Bulgarie 10,1% (Macédoine du Pirin) et l'Albanie quelques poussières.

Seule la Macédoine du Vardar dans ses frontières de 1913 va connaître un destin national en devenant grâce à Tito (encore une raison de l'attachement des Macédoniens à la période titiste) la République fédérée de Macédoine. Celle-ci est constituée comme république populaire souveraine mais dans le cadre de la fédération yougoslave. Elle dispose dès lors de toutes les caractéristiques d'un Etat : pouvoir souverain, intégrité territoriale, drapeau et blason, langue officielle, la nationalité, etc. C'est sur cette base que la Macédoine moderne va s'ériger en Etat indépendant le 17 septembre 1991.

Pourtant le problème des frontières demeure au cœur des relations entre la Macédoine et ses voisins. Avec la Grèce tout d'abord, qui au-delà des querelles historiques et sémantiques sur l'appellation de l'Etat macédonien, redoute une revendication territoriale sur la partie nord-est (Thessalonique) de son territoire et donc des modifications de frontières. Avec la Serbie - Monténégro ensuite, avec laquelle la Macédoine a conclu un accord le 14 février 2001, reconnu par le Conseil de Sécurité le 7 mars, sur le tracé de la frontière entre ces deux pays.

Malgré des incidents sérieux dès la mi-mars 2001 sur la frontière, une ébauche de solution, pensait-on, voyait ainsi le jour, concrétisée officiellement le 15 juillet 2002 par le début du marquage de la frontière puis à l'automne 2002 par la pose de la première borne frontière par la ministre des Affaires étrangères macédonienne, Mme Mitreva. Cet acte ne faisait en réalité, que rappeler à l'attention de tous que le problème majeur demeurait. En effet, l'Assemblée provisoire du Kosovo avait rejeté dès le 23 mai 2002 cet accord. Malgré la ferme opposition du département d'Etat américain à cette décision²⁴, la « question albanaise » revenait au grand jour.

²⁴ « The United States says the Kosovo Provisional Assembly has no legal basis to reject the border agreement between the Federal Republic of Yugoslavia and the Former Republic Macedonia (FYROM) and gives full endorsement to Special UN envoy Michael Steiner, who declared that an assembly resolution on the agreement was null and void. » Communiqué du State Department du 23 mai 2002. <http://usinfo.state.gov/regional/eur/balkans/border0523.htm>

1.2 Les facteurs identitaires

Y a-t-il un problème identitaire en Macédoine ? Cette question, qui peut paraître simple de prime abord, notamment aux vues de l'actualité récente, doit cependant être confrontée à l'Histoire mais également au sens qui peut être donné aux mots « nation », « peuple », « ethnie » dans les Balkans. Or là est la première difficulté.

La seconde difficulté pourrait résider dans la difficile approche des représentations identitaires et des mythes qui s'y trouvent liés. Pencher pour les uns ou pour les autres, c'est prendre le risque d'apparaître « pro-l'un » ou « pro-l'autre ».

Enfin, la question albanaise ne peut être éludée tant elle est présente dans toute la région et pour une raison simple : les Albanais ne sont pas seulement en Albanie. En réalité, ils y sont même peu nombreux. Ils sont dans tous les Etats bordant l'Albanie. Pour autant, quelle est la justesse de leurs revendications ? Quelles sont-elles réellement ? Y a-t-il un danger de déstabilisation à terme de toute la région si cette question n'est pas traitée et si des solutions équitables ne sont pas trouvées ? Cela menace-t-il l'existence même de la Macédoine comme semblent le croire certains partis nationalistes ?

1.2.1 « Le roman national » ou l'absence d'Etat-nation.

Comme le rappelle Jean François Gossiaux²⁵, « la guerre [en ex-Yougoslavie] apparaît comme le produit de ce qu'on pourrait appeler le second nationalisme de l'Europe de l'Est, un nationalisme directement lié à l'idée (neuve) de « démocratie ». Car cette notion de nation (nacija) se veut celle de l'Occident, cette institution sur laquelle se fonde le contrat démocratique. Elle n'est plus la nation-ethnie de la « question nationale », celle dont la reconnaissance constituait la base de la complexe constitution yougoslave et qui en serbo-croate, est exprimée par le terme « narod » (peuple). Le malheur est venu de ce que, dans les faits, les deux notions se sont confondues. »

Or, il y a peu de correspondance en réalité entre espace (les républiques fédérées) et nations dans l'ex-Yougoslavie. Ce paradoxe conduit les peuples constitutifs de la Macédoine, en particulier les Macédoniens slaves, mais également les Albanais, dans cette recherche de ce que Aymeric Chauprade appelle « le roman national », qu'il caractérise par trois objectifs principaux : la valorisation du groupe national ; la mise à distance des

²⁵ Jean François Gossiaux, Yougoslavie : ethnies ou nationalisme ? in L'éclatement yougoslave – une tragédie européenne, 1994, Edition de l'aube.

groupes voisins et la volonté de s'en différencier ; la légitimation de l'occupation d'un territoire.²⁶

1.2.1.1 l'illusion macédonienne ?

La valorisation du groupe national s'exprime à travers la référence, très controversée, à la Macédoine antique du VI^{ème} siècle av. J.C jusqu'à la chute de l'Empire romain. Le nom de « Macédon » remonte au VIII^{ème} siècle av. J.C et sera à l'origine du mot Macédonien. La Macédoine d'alors s'étend du nord-est de la chaîne du Pinde jusqu'au lac de Prespa. C'est la Macédoine barbare puis hellénisée de Philippe II. Celui-ci soumettra en effet les cités grecques d'Athènes, Thèbes, Corinthe tandis que son fils Alexandre III (Le Grand) ira détruire l'empire perse et étendra son empire jusqu'aux confins de l'Asie centrale. Mais tout comme la France actuelle est assez éloignée de la Gaule de Jules César, la Macédoine antique n'a que très peu de rapports avec la Macédoine moderne, ne serait-ce que dans ses limites géographiques. Il y a bien des traces de cette civilisation disparue, comme en témoigne le musée de Skopje, mais s'agit-il de vestiges purement macédoniens ou d'influence grecque ? Quelle civilisation a pris le pas sur l'autre ? Qui a l'antériorité ? Le fait que Pella, la capitale d'Alexandre, soit si proche de Salonique ne signifie pas pour autant qu'elle soit grecque car à l'époque, la Grèce n'existe pas dans ses frontières actuelles.

Il faudra attendre la seconde moitié du IV^{ème} siècle pour que des tribus slaves, provenant probablement des Carpates,²⁷ s'installent et colonisent les Balkans, assimilant les tribus qui s'y trouvent déjà. Elles sont à l'origine des Macédoniens modernes et mettront près de deux siècles à s'installer définitivement dans la région. Au IX^{ème} siècle, Cyrille et Méthode, ainsi que leurs disciples St. Clément et St. Naum, développeront l'identité culturelle macédonienne par la christianisation et l'éducation des populations. Après une période de développement sous l'égide du Khan bulgare Boris et de son fils Siméon le Grand, qui fondera le premier empire bulgare, la naissance « symbolique » de l'Etat sera réalisée au X^{ème} siècle avec le Tsar Samoïl (Samuel), qui s'appuiera sur Ohrid pour combattre l'envahisseur byzantin. Il conquerra une partie du territoire bulgare ainsi que le nord de l'Albanie et étendra son emprise jusqu'à Thessalonique. Mais il fléchit sous le nombre et s'effondra dans une effroyable tragédie. 14 000 soldats macédoniens furent ainsi

²⁶ Aymeric Chauprade, op.cité, p 237

²⁷ Ernest Weibel, Histoire et géopolitique des Balkans de 1800 à nos jours, Ellipses, 2002 , p 61

rendus aveugles par le vainqueur byzantin qui reconquît les territoires perdus et rétablit l'autorité bulgare. Il accorda cependant l'autocéphalie à l'église macédonienne²⁸.

A l'issue de ces dix siècles d'histoire macédonienne, le pays sombra dans les querelles féodales puis tomba sous le joug ottoman. Il ne fut désormais plus qu'un objet de l'Histoire des Balkans, aiguisant les appétits de ses proches voisins et servant de monnaie d'échange dans le jeu des grandes puissances de l'époque.

La création de l'Etat macédonien ne remonte donc pas à une époque récente. Il existe une histoire de la Macédoine fondatrice de l'identité macédonienne, comme il existe une histoire de la Grèce, très ancienne et fondatrice de l'identité grecque. Cette identité renaît, certes avec force, de ses cendres au cours du XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles, dans les combats nationalistes de l'ORIM²⁹, mais elle puise ses racines dans une réalité humaine, une culture construite en marge des influences bulgare, serbe ou grecque des siècles précédents.

1.2.1.2 La nation macédonienne : une création titiste

Pour autant, la mise à distance des groupes voisins et la volonté de s'en différencier ne s'effectuera que tardivement avec la création officielle par Tito de la République fédérale de Macédoine en 1945. Ce sera avant tout une volonté politique, obéissant à des objectifs politiques qui n'ont rien à voir avec la légitimité des revendications des Macédoniens de l'époque. La république fut créée et obtint un statut dans le cadre de la nouvelle constitution de 1946 uniquement parce qu'elle servait les objectifs de Tito. Cette Constitution contrecarrait ainsi le pan-serbisme en fédéralisant la Yougoslavie. Mais elle reprenait également une vieille exigence de l'Internationale communiste qui avait imposé dès 1924 au PC yougoslave lors du V^{ème} congrès de l'Internationale de séparer la Croatie, la Slovénie et la Macédoine du cadre de la Yougoslavie en les érigeant en républiques indépendantes. L'idée première était de détruire les Etats multinationaux issus de l'ordre de Versailles en constituant des Etats - nation. C'est ce que va réussir à faire Tito à la fois en maintenant le cadre de l'Etat yougoslave tout en permettant à chaque peuple de réaliser ses aspirations nationales.

De fait, la constitution de 1946 fera la distinction entre « peuples » ou « nation » et « nationalités ». Cette distinction sera conservée jusqu'à l'éclatement de la Yougoslavie. Or, il y a là une ambiguïté fondamentale qui sera particulièrement importante en Macédoine et qui entraîne une autre distinction : celle qui existe entre citoyenneté et

²⁸ Georges Castellan, Un pays inconnu la Macédoine. Edition Armeline. 2003. P 20

²⁹ Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne

nationalité. En effet, on est de nationalité albanaise ou macédonienne. Ce n'est pas une notion territoriale mais ethnique. Tandis qu'il n'existe que des citoyens macédoniens, dans l'espace géographique de la Macédoine.³⁰

Tito est à l'origine du renforcement du sentiment national macédonien, car c'est sous son pouvoir que va être réellement codifiée la langue macédonienne, séparée dès lors du bulgare et du serbe.³¹ Il y a là avant tout un objectif politique, car Tito souhaite relancer son projet de fédération balkanique tout en réglant l'épineuse « question de Macédoine ». La reconnaissance de l'identité historique de la Macédoine pouvait contribuer à attirer de nombreux Slaves macédoniens disséminés en Grèce et en Bulgarie. Tito utilise également la Macédoine dans ses objectifs de politique extérieure. L'un de ses buts est d'obtenir un débouché pour la Yougoslavie en mer Egée. Le développement de la Macédoine pourrait la conduire, à terme, à revendiquer son aire historique qui englobe notamment le port de Salonique. Cela fonctionne assez bien dans un premier temps, mais la rupture Staline – Tito de 1948 sonne le glas du rêve titiste et relance finalement la « question de Macédoine », jugée comme une création artificielle par ses plus proches voisins.

Comme le fait remarquer Bernard Lory, la période titiste sera une période faste pour la Macédoine, qui connaîtra un essor économique et culturel considérable. Elle affirme au sein de la Fédération, et grâce aux autres Républiques, son identité politique face à ses voisins, tout en demeurant un enfant sage de l'ensemble yougoslave.³²

1.2.2 L'insoluble problème albanais

1.2.2.1 La sacralisation de l'identité et du territoire

L'analyse du rapport entre l'identité et le territoire, nous dit Aymeric Chauprade,³³ amène à la représentation que les peuples se font du territoire. L'identité sacralise le territoire et le territoire sacralise l'identité. Faisant référence à François Thual, il poursuit en distinguant les utopies - idéologies en dehors de la géopolitique et par définition détachées du rapport au lieu, à la géographie - et les uchronies. Celles-ci sont au contraire en dehors du temps et rivées à la continuité historique qu'impose le terrain géographique. Le grandisme est un type d'uchronie car il est en dehors de la réalité du temps présent.

³⁰ Nation : Groupe humain en tant qu'il forme une communauté politique établie sur un territoire défini ou un ensemble de territoires définis et personnifiés par une autorité souveraine. Source : le Grand Robert de la langue française. Cette notion est confondue en France avec celle de citoyenneté. Il en va tout autrement dans les Balkans.

³¹ Jean Arnault Dérens, op.cité, p56

³² Bernard Lory. Op.cité p28

³³ Aymeric Chauprade. Op. cité p 241

De fait, l'idée de « Grande Albanie » ou de « Grand Kosovo » tétanise la vie politique macédonienne car elle sacralise l'ensemble des territoires comprenant des Albanais, tout en renforçant la perception par les Macédoniens que l'identité albanaise menace l'existence même de ce qui n'est pas albanais, en l'occurrence la Macédoine slave. Elle fait par ailleurs référence à des précédents historiques de sinistre réputation, notamment lors de la seconde guerre mondiale. Or, cette « représentation » est encore curieusement très présente dans l'esprit des jeunes générations. Elle a sans doute été inspirée par une idéologie nationaliste pro – slavo-macédonienne mais cette peur est réelle. L'image des « ballistes » (ces Albanais nationalistes pro-nazis qui s'illustrèrent tragiquement dans la lutte contre les résistants communistes yougoslaves et albanais) est bien présente.

Plus largement, l'idée de "Grande Albanie" conditionne très largement la stabilité de la région toute entière car elle englobe non seulement une partie de la Macédoine, mais également du Monténégro, de la Serbie voire de la Grèce. Cette question du grandisme, quel qu'il soit, ne peut être traité par petits morceaux. Il s'agit d'un tout et le sort des Albanais, leur place dans l'ensemble régional ne peuvent s'affranchir d'une réflexion d'ensemble. Le règlement de la question du Kosovo y occupe, à cet égard, une place centrale.

1.2.2.2 Un peuple, quatre Etats ?

Les Albanais sont un peuple « géographiquement dispersé ». En effet, ils sont environ 3.2 millions en Albanie, 1.5 million au Kosovo, près de 500 000 en Macédoine et en Grèce 100 000 en Serbie et 40 000 au Monténégro. Il existe en outre une importante diaspora aux Etats-Unis, en Suisse, en Allemagne, Italie etc., estimée à près d'1.2 million d'individus. Les revendications principales portent surtout sur la Macédoine, le Kosovo, le Monténégro. Cette dispersion est une réalité historique largement héritée de la création de l'Albanie à la conférence de Londres en mai 1913. L'Empire ottoman regroupait auparavant la grande majorité des Albanais, qu'il sut gérer en leur laissant une large autonomie en échange de leur allégeance et en laissant en particulier les Albanais du Nord de l'Albanie en dehors des structures de la Turquie d'Europe. L'organisation clanique, quasi hermétique, de la société albanaise du Nord n'y est pas étrangère³⁴. Ils furent ainsi les « grands ouvriers » des conversions des populations slaves au XVIII^{ème} siècle,³⁵ après avoir vigoureusement résisté à l'envahisseur turc. Ils se convertirent en masse, davantage par pragmatisme que par

³⁴ Jean-Arnault Dérens. Op. cité p 161

³⁵ Victor Bérard. Op. cité p 20

conviction. Ce qui leur assurait « les choses nécessaires à la vie d'un Albanais, le droit de porter les armes, de se tuer les uns les autres, d'opprimer le voisin slave ou grec, - « de labourer avec la lance », comme chantaient déjà les Doriens, leurs grands-pères, - et le droit aux broderies, aux galons et aux panaches. »³⁶C'est ainsi qu'ils s'étendront presque naturellement en Macédoine du Nord mais aussi au-delà de la chaîne du Pinde, au Kosovo repoussant les frontières albanaises loin des rives de l'Adriatique...

L'Albanie issue du protocole de Florence de décembre 1913 ne regroupe que 800 000 Albanais sur les 1.5 million vivant dans l'Empire à l'époque, d'où les nombreuses frustrations que les nationalistes exprimeront par la suite. Cette volonté d'unification des populations albanophones (plutôt qu'albanaises) reflète mal une réalité faite de diversité culturelle, mais aussi sociale, économique et politique, que l'on retrouve dans l'édification des deux grands projets concurrents : la Grande Albanie ou le Grand Kosovo.

1.2.2.3 Vers la « Grande Albanie » ou le « Grand Kosovo » ?

Il existe en réalité deux projets de « Grande Albanie ». Il y a tout d'abord celui d'une Grande Albanie recouvrant tous les territoires habités par les Albanais, qu'ils soient ou non majoritaires. Cela reviendrait à l'étendre sur la moitié des Balkans. Le second, celui d'une Albanie ethnique, ne viserait à unifier que les territoires où ils sont majoritaires, c'est à dire l'Albanie actuelle augmentée de toute l'aire de peuplement albanais de l'ex-Yougoslavie.

L'autre grand projet, celui de « Grand Kosovo », est la version ethnique de la « Grande Albanie » et vise à l'extension de la province actuelle aux zones macédoniennes peuplées d'Albanais de même souche que ceux du Kosovo.

En effet, les Albanais sont traditionnellement divisés en deux grands ensembles de population : les Tosques au sud et les Guègues au nord. Les clivages politiques sont très largement issus de cette partition. De plus, il existe quatre grands courants nationalistes qui s'entrecroisent, ce qui complexifie un peu plus encore la situation.

Il y a tout d'abord des courants « ultranationalistes » attachés pour l'un au « Balli Kombëtar », parti nationaliste, et aux monarchistes pour l'autre. Il y a ensuite un courant nationaliste religieux mais marginal, tant l'aspect à la fois pluriconfessionnel mais également athée, hérité du régime « envériste », des autres courants nationalistes est important dans la société albanaise. Il y a enfin un courant marxiste-léniniste ou « envériste » très présent dans les rangs de l'ex-UCK voire de l'ex-UCK - M³⁷.

³⁶ Victor Bérard. Op. cité p 21

³⁷ UCK – M : version macédonienne de l'UCK. Elle s'est transformée en partie politique (BDI ou DUI) à l'issue de la signature des accords cadre d'Ohrid.

Il est intéressant de noter que les Albanais de Macédoine sont majoritairement Guègues, comme ceux du Kosovo. Or, la prise en compte de cette partition entre Guègues et Tosques est fondamentale pour comprendre les influences exercées sur l'identité nationale albanaise de Macédoine. Le courant envériste, s'il est représenté, n'y est pas majoritaire et il se crée donc une sorte d'opposition à la fois culturelle et politique entre les Albanais du Kosovo et de Macédoine et ceux d'Albanie.³⁸

A cela s'ajoute une grande diversité confessionnelle. Les Musulmans sont certes très largement représentés (2/3), mais ils sont eux-mêmes divisés entre sunnites et de nombreuses variantes du soufisme. Il existe par ailleurs des minorités albanaises catholiques et orthodoxes présentes en Albanie, mais également en Macédoine.

La diversité économique vient parachever ce tableau complexe d'une population qui est plus diversifiée qu'il n'y paraît. En effet, l'Albanie demeure l'un des pays les plus pauvres d'Europe. En comparaison, le Kosovo fait figure de province riche et la Macédoine de « quasi eldorado ». Les difficultés économiques de l'Albanie ont ainsi entraîné une méfiance réciproque et empêché le développement d'une vraie solidarité transfrontalière.³⁹

C'est sans aucun doute un des facteurs qui a joué un rôle important dans la non-extension du conflit en Macédoine. Cette diversité économique est bien présente à l'intérieure même de la Macédoine. Cantonnée au monde agricole et artisanal, la population albanaise de Macédoine est sous-représentée dans le domaine tertiaire. Elle connaît de plus un taux de chômage record qui touche près de 60% de la population albanaise, soit deux fois la moyenne nationale. Elle n'a eu pendant longtemps qu'un accès limité à l'éducation et ne pouvait espérer poursuivre des études au-delà du secondaire, du moins à partir de 1992 à l'issue de l'indépendance. L'université de Pristina, traditionnel centre universitaire albanais, lui devint moins accessible dès lors que la Macédoine accédait à l'indépendance. Il faudra attendre 2003 pour que l'université de Tetovo soit reconnue comme faisant partie intégrante du système éducatif macédonien et que tombe, de fait, une des revendications majeures de la population albanaise ayant conduit à la crise de 2001.

D'autres aspects politiques seront évoqués plus tard dans cet essai, mais il est d'ores et déjà évident que la grande complexité de « l'ensemble » albanais, pris au sens large, génère de multiples conflits d'intérêts susceptibles d'agiter sinon de déstabiliser la région. La « question albanaise » ne peut donc être éludée dans le cadre du règlement de la crise en Macédoine. Dans le même temps, elle dépasse la simple problématique de la Macédoine.

³⁸ Michel Roux, *Le Kosovo. Dix clés pour comprendre*. Paris, La Découverte, 1999.

³⁹ Jean-Arnault Dérens. Op. cité p 134

Comme le faisait justement remarquer un analyste du Département d'Etat américain : « Dans la prochaine décennie [le principal défi de la politique de l'Occident dans la région] sera le nationalisme albanais ». ⁴⁰

1.3 Le facteur religieux

Il n'est pas absent, loin s'en faut, de la Macédoine, comme en témoigne l'érection à l'automne 2001 d'une immense croix orthodoxe de 86 mètres au sommet du mont Vodno qui domine la ville de Skopje. Celle-ci est de plus orientée face au Kosovo, comme pour marquer l'appartenance au monde orthodoxe du pays. Or, il existe une tradition pluriséculaire d'une certaine tolérance religieuse dans les Balkans. Celle-ci a connu un renouveau à la suite de la recomposition du paysage religieux après l'effondrement généralisé de l'ancien ordre communiste dans toute l'Europe centrale, orientale et balkanique. Mais cette renaissance du phénomène religieux n'est pas sans provoquer divers remous, qu'ils soient inter - religieux ou internes aux religions. Deux religions sont ainsi sur le devant de la scène à des degrés divers mais néanmoins importants quant à leur impact possible sur la stabilité politique et sociale du pays : l'Islam dans sa diversité et l'orthodoxie macédonienne.

1.3.1 La renaissance de l'islam macédonien

La sortie du monde communiste a provoqué d'intenses évolutions dans le champ religieux. Elle s'est traduite essentiellement par une restructuration des hiérarchies officielles et par l'émergence d'une multitude de groupes, de réseaux venus ou influencés par l'extérieur et mêlant actions humanitaires, prosélytisme, voire aide directe bien que limitée aux combats lors de la crise de 1999 – 2001 en Macédoine. ⁴¹

Cependant, l'islam macédonien n'est pas au cœur des conflits et des tensions actuelles. Il est en revanche bien présent dans le jeu politique complexe que se livrent Slavo-Macédoniens et Albanais. Enfin, il est indéniable qu'il est au cœur d'un débat interne à la société albanaise dans son ensemble, sur l'articulation entre l'identité religieuse et l'identité nationale.

⁴⁰ Bozo Nikolic. Monitor du 30 mars 2001.

⁴¹ Une vidéo diffusée dans les médias macédoniens en novembre 2002 montrait en effet la participation d'une « brigade » de moudjahidins dans les combats de la région de Kumanovo. Sources de l'auteur.

1.3.1.1 Quelques caractéristiques

Avec environ 700 000 âmes, la communauté musulmane de Macédoine représente un tiers de la population totale et non la majorité, comme tenteraient de le faire croire, peut-être par habitude de surenchère, les autorités religieuses⁴².

% d'Albanais / population totale	% de musulmans albanais / pop. musulmane totale	% de musulmans bektachis / pop. musulmane totale	% de musulmans / pop. albanaise	% de catholiques / pop.albanaise	% d'orthodoxes / pop.albanaise
Environ 25 %	Environ 70 %	Moins d'1 %	Environ 98 %	Moins d'1 %	Moins d'1 %

Figure 2 : L'Islam en Macédoine⁴³

Cette communauté n'est pas homogène d'un point de vue ethnique, ou nationale comme nous le montre le tableau ci-dessus. Car si les Albanais représentent environ 70 % de l'ensemble des musulmans du pays, il existe également une forte représentation des Turcs (environ 80 000) qui sont un relais important de la politique turque en Macédoine, des Tsiganes (Roms et « Egyptiens » soit environ 50 000), des Torbèches ou Macédoniens musulmans (environ 70 000) et des musulmans serbo-croates ou Bochniaques (environ 20 000). La composition précise de cette communauté est cependant difficile, tant les différents recensements ont donné lieu à de multiples manipulations à des fins d'interprétations politiques partisans.

D'un point de vue géographique, il existe deux grandes aires de peuplement musulmanes. L'une à l'ouest et au nord de la Macédoine est majoritairement composée d'Albanais (plus des Turcs et des Roms). L'autre à l'est et au centre est essentiellement turque. Cet islam est essentiellement sunnite. Cependant, les chi'ites sont représentés par un courant « sectaire », les bektachis, extrêmement minoritaires et très localisés⁴⁴. Ces derniers ont été au centre d'affrontements intra-musulmans qui ont fait craindre que la situation ne dégénère, notamment à l'automne 2002 à Tetovo. Les représentants de la communauté internationale ont dû intervenir en qualité de médiateur dans cette région déjà bien agitée. On remarquera que près de 30 % des musulmans ne sont pas albanais, ce qui fait que l'identification ethnico-nationale au sein de la communauté musulmane est moins stricte.

⁴²Le nouvel islam balkanique. Les musulmans, acteurs du post-communisme 1990-2000. Sous la direction de Xavier Bougarel et Nathalie Clayer. Ed. Maisonneuve et Larose 2001. P 178

⁴³ Nathalie Clayer. Islam et identité nationale dans l'espace albanais (1989-1998). Archives de Sciences Sociales des Religions. Juillet - septembre 2001. p 161 à 182. Chiffres actualisés recensement 2002.

⁴⁴ Jean-Arnault Dérens. Les derviches mystiques au cœur de l'identité albanaise. Le courrier des Balkans. 2002. Les bektachis sont en effet, localisés à Tetovo, Kicevo et Kanotlar uniquement. Ils sont en revanche encore très présents en Albanie jusqu'au sein même du gouvernement albanais.

1.3.1.2 L'islam au centre du champ d'interactions entre politique et religieux

L'islam n'est pas au centre des évolutions récentes de la Macédoine. Il effectue malgré tout un retour significatif dans la sphère publique, où il renforce sa position en tant qu'acteur politico-religieux. Ce retour s'explique par des facteurs externes et internes et provoque un débat au sein de la société albanaise.

La chute de l'ancien ordre communiste a en effet permis l'implantation de réseaux islamistes de nombreux pays (pays arabes, Malaisie, Turquie, Iran), mais également des communautés islamiques officielles (par exemple Diyanet de Turquie, Communauté islamique de Macédoine). Des centres islamiques d'Europe occidentale, des ONG (Islamic Relief de Grande Bretagne, des fondations comme l'organisation al-Harameyn d'Arabie Saoudite), des mouvements et groupes islamiques divers (Jamaat al-Tabligh, Salafis) se sont installés⁴⁵. L'aide apportée par ces mouvements aux Albanais du Kosovo a également été très importante. La Macédoine a ainsi accueilli près de 250 000 réfugiés sur son sol, dont une partie est restée notamment dans l'ouest du pays. Un véritable afflux de missionnaires (de toutes les religions) s'est alors produit et a constitué un moyen non négligeable de pénétration des idées religieuses par le biais de l'aide humanitaire, des aides financières et culturelles. C'est ainsi qu'il peut être observé aujourd'hui dans de nombreux villages albanais la construction de mosquées parfois superbes, alors même que le nombre de pratiquants n'est pas très élevé et que l'état général du village laisse à désirer.

D'autres facteurs, internes cette fois, interviennent également. Il existe en effet un jeu subtil entre le champ politique et le champ religieux en Macédoine, ceci pour différentes raisons :

- l'élite « athéisante » est moins forte qu'au Kosovo car la pratique d'un islam traditionnel perdure, notamment dans les campagnes.
- L'ensemble des musulmans constitue véritablement une minorité face aux slavo-Macédoniens.
- La scène politique macédonienne est complexe car il existe plusieurs partis au sein d'un même groupe ethnico-national. La vie politique y est relativement libre.

Dès lors, les nationalités et les musulmans ont mis en place différentes stratégies pour accéder ou participer au pouvoir, qu'il soit local ou national. Il existe, par ailleurs, un jeu politique d'alternance depuis l'indépendance de 1992, issu de la confrontation entre l'ancien « establishment » ou nomenklatura communiste et ceux qui n'en faisaient pas

⁴⁵ Nathalie Clayer. Op. cité.

partie. Les premiers font figure de modérés (SDSM, LD, PDP⁴⁶), les seconds de radicaux (VMRO, DPA). Le parti d'Ali Ahmeti (BDI ou DUI) est quant à lui un peu à part. L'héritage communiste se retrouve dans les modes d'expression des partis, notamment albanais (mais pas seulement). Leurs principaux chevaux de bataille, nous dit Nathalie Clayer⁴⁷, demeurent « la représentation des minorités dans les principaux organes de l'Etat, les insignes nationaux et la question de l'enseignement, dorénavant présentés en termes de droits de l'homme et de droit des minorités. »

L'islam intervient dans le jeu politique dans le but avoué ou non de contrôler le « bloc » musulman. Il existe ainsi une collaboration des autorités religieuses avec les partis politiques. Mais certains thèmes comme la défense de la religion ou de la culture musulmane sont désormais intégrés dans les programmes des –dits partis.

Le pouvoir macédonien n'est pas non plus étranger à ce jeu subtil et s'emploie surtout à affaiblir la communauté musulmane en la divisant. Il existe par exemple une minorité de Macédoniens musulmans, les Torbèches, qui sont l'objet de toutes les attentions. Ils pourraient éventuellement servir de levier à l'égard des Turcs ou des Bochniaques. Mais le pouvoir peut également intervenir directement dans la nomination de dignitaires religieux (par exemple le chef de la Communauté islamique de Macédoine).

L'islam macédonien, s'il n'a de rôle moteur ni dans les crises et tensions actuelles, ni dans le face à face des minorités ou nations voisines, est cependant très lié, et de plus en plus, à l'idée nationale albanaise. Il est même au cœur de la recomposition de la société albanaise. Il existe à cela plusieurs raisons : il y a tout d'abord la perte de prestige continue de l'identité turco-musulmane depuis la fin des années 50. Celle-ci a été progressivement supplantée par l'identité albano-musulmane, si bien qu'aujourd'hui, de nombreux musulmans non albanais choisissent la nationalité albanaise. Ce qui n'est pas sans conséquences notamment dans les recensements récents. Cela n'est pas non plus sans implication dans les relations intercommunautaires turco-albanaises, qui se tendent. La communauté turque se plaint d'une assimilation forcée par les Albanais.⁴⁸

La société albanaise connaît de plus aujourd'hui un débat interne très profond à propos des relations entre identité religieuse et identité nationale. Cette séparation est même remise en cause, notamment par les oulémas albanais qui tentent d'en faire une synthèse. L'islam constitue donc un nouveau « centre de gravité » de la définition de l'identité nationale au

⁴⁶On se reportera à l'annexe 10 pour la signification des sigles des principaux partis politiques de Macédoine.

⁴⁷Le nouvel islam balkanique. Op. cité p 188-189

⁴⁸ Macedonia : no room for complacency. International Crisis Group. Rapport n°149. octobre 2003

risque d'effacer la pluralité de cet islam, constitué par de nombreux courants très variés jusqu'alors. Cette tendance à l'albanisation⁴⁹ de l'islam macédonien, dû à l'action des responsables religieux, n'est pas sans risques internes. Il place les musulmans non albanais et non turcs, et qui donc ne se reconnaissent pas dans cet islam, dans une position très difficile pouvant les conduire à une radicalisation de leur identité religieuse. Enfin, cette ré-islamisation en douceur, pourrait-on dire, de la société albanaise, si elle participe activement à la recomposition de cette société n'est pas non plus sans risques pour l'avenir en ce qu'elle aura du mal à résister aux offres d'aides venus de courants islamistes extérieurs, dont les objectifs réels vont bien au-delà de la seule solidarité islamique.

L'islam macédonien doit donc veiller à demeurer cet espace de pluralité séculaire. Cette synthèse de courants islamiques divers pourrait être un exemple d'islam à l'européenne dès lors qu'il saura s'affranchir des questions nationales. En revanche, il peut tout aussi bien devenir un facteur supplémentaire de déstabilisation si les tensions intra-islamiques venaient à s'exacerber.

1.3.2 L'église orthodoxe de Macédoine entre non-reconnaissance et scandales

1.3.2.1 Le poids de l'Histoire

L'influence de l'identité religieuse est beaucoup plus importante dans les Balkans que dans le reste de l'Europe. L'identité religieuse orthodoxe n'y fait pas exception. Cette identité religieuse est l'héritière du système des "millets"⁵⁰ ottomans qui imprégnèrent cinq siècles durant la société « balkanique ». L'identité politique était alors conditionnée essentiellement par l'appartenance ou non à un groupe religieux.

Les Orthodoxes de Macédoine étaient ainsi placés traditionnellement sous l'autorité du Patriarcat de Constantinople. Or celui-ci était dans les mains du clergé grec, qui s'en servit pour promouvoir l'hellénisme dans les Balkans.⁵¹ Bien souvent, ce fut au gré de circonstances locales particulières, comme à Skopje dans les années 1830 où les querelles de personnes (entre clergé et croyants) vinrent appuyer des objectifs plus politiques⁵² de conquête du pouvoir religieux sur les communautés slaves. L'opposition à l'hégémonie grecque apparaît dans le milieu du XIX^e siècle, sous l'impulsion notamment de l'Eglise bulgare. L'empire ottoman a créé alors un nouveau millet en 1870: l'Exarchat bulgare. Mais

⁴⁹Le nouvel islam balkanique. Op. cité p 203

⁵⁰Terme désignant une communauté autogérée, ethnique ou religieuse de l'Empire ottoman.

⁵¹ Bernard Lory. Approches de l'identité macédonienne. La République de Macédoine, nouvelle venue dans le concert européen. L'Harmattan. 1998. P 22 -23

⁵² Victor Bérard. Op. cité p 58 à 69

celui-ci est proclamé schismatique par le Patriarcat. Il s'en suit une réelle division au sein des Orthodoxes de Macédoine entre pro-Grecs et pro-Bulgares, dont la raison essentielle est plus politique plus que religieuse.

Au moment du partage de 1913, trois grands courants traversent la Macédoine orthodoxe: le patriarcat grec, le patriarcat bulgare et le patriarcat serbe.

Avec la reconnaissance politique et culturelle de la Macédoine par le pouvoir yougoslave en 1945-1946, se pose ensuite le problème de l'autorité religieuse indépendante. L' Eglise macédonienne est alors sous la coupe de l'Eglise autocéphale serbe. En 1956 débute la campagne pour une église autocéphale macédonienne. Cette campagne est soutenue par le parti communiste au niveau local et national. Les Serbes refusent cette volonté d'indépendance, bien que l'autorité serbe sur la Macédoine n'existe que depuis le partage de 1913.⁵³ De fait, l'Eglise serbe conserve cependant le contrôle de bon nombre de diocèses macédoniens.

L'archevêché d'Ohrid renaît en 1958 par regroupement des trois éparchies (évêchés) de la Macédoine du Vardar puis est promu au rang d'église autocéphale avec un patriarche à sa tête. En 1959, l'Eglise serbe reconnaîtra la continuité de l'église macédonienne par rapport à l'archidiocèse d'Ohrid. Cette décision lui donne droit alors à une autonomie, à une constitution à des synodes, ainsi qu'à la possibilité de disposer de ces trois pouvoirs de manière indépendante⁵⁴. Cette indépendance est très largement soutenue par le parti communiste de l'époque. Il faut peut-être y voir la volonté jamais désarmée de Tito de contrer l'expansionnisme serbe, y compris dans le domaine religieux.

A la fin des années 60, l'église serbe propose un compromis : il s'agit d'accorder une autonomie temporaire à l'église macédonienne. Mais celle-ci refuse. Ne recevant de soutien d'aucune autre église autocéphale orthodoxe, l'Eglise macédonienne est déclarée schismatique par l'Eglise serbe.

1.3.2.2 La fin du statu quo

Le statu quo perdurera finalement jusqu'en 2002. Le 17 juin 2002, un accord est passé à Nis entre l'Eglise serbe et l'Eglise macédonienne. Cet accord abolit le statut indépendant de

⁵³ Zoran Bojarovski. Church deal bishops accused of treason. Institute for War and Peace Reporting. 7 juin 2002.

⁵⁴ Interview de Monseigneur Petar, métropolitain d'Australie, de Nouvelle Zélande et administrateur de l'éparchie de Prespa et de Pélagonie. L'influente Eglise serbe s'interposera t-elle entre les Eglises serbe et macédonienne. Forum. 05 octobre 1998

l'Eglise autocéphale macédonienne et en fait une entité autonome au sein de l'Eglise serbe. L'Eglise macédonienne se divise alors entre les pro-indépendance et les pro-Serbes.

Or, ce processus d'instauration d'une église autonome apparaît logique dès lors que la reconnaissance politique de la Macédoine était garantie par le pouvoir yougoslave. Tous les autres pays de la région ont procédé de la même façon lorsqu'ils se sont séparés du Patriarcat de Constantinople (patriarcat d'Athènes en 1833, de Belgrade en 1920, de Bucarest en 1925, de Sofia en 1953). Car une église indépendante, c'est à dire autocéphale, est vue comme un symbole de l'Etat et de la Nation. Cette indépendance s'inscrit donc dans une logique d'affirmation nationale.

Dans la crise macédonienne, des suspicions de manipulations sont avancées contre les évêques, accusés d'agir en faveur de l'autonomie sous la coupe serbe dans la mesure où ils auraient été formés soit par l'Eglise serbe, soit par l'Eglise grecque (qui ne reconnaissent pas l'indépendance de l'Eglise macédonienne). Les défenseurs de l'autocéphalie avancent même qu'il s'agit là d'une manœuvre de déstabilisation serbe contre la Macédoine. D'autres soupçonnent une manœuvre grecque -plus plausible- destinée à combattre tout ce qui se réclame de la Macédoine (nom que la Grèce refuse à l'Etat macédonien).

Les "traîtres" (tenants de l'autonomie) seront physiquement menacés. Ce qui montre malgré tout la violence des sentiments déclenchés par cette affaire. Il est à noter que le principal "agitateur" est l'évêque de Vélès et Povardarie, zone en limite d'influence serbe. Personnage haut en couleur et controversé, seul à avoir accepté la proposition serbe, réputé pour son dogmatisme, il s'oppose clairement aux intérêts nationaux macédoniens au nom, selon lui, des canons de l'Eglise orthodoxe, déclenchant ainsi l'ire de ses ouailles. Le 25 juin 2002, 3 à 4000 personnes défilèrent dans son diocèse pour s'opposer à lui. Il fut relevé de ses fonctions par le synode de l'Eglise orthodoxe macédonienne le 8 juillet 2002. L'évêque fut même chassé de sa retraite forcée au monastère de Negotino, près de Vélès après avoir été expulsé par la force publique de son diocèse.

Dans un article daté du 24 juillet 2002⁵⁵, la Russie, par la voix du patriarche russe Alexei II soutint le mouvement serbe. L'Eglise russe se refuse en effet à reconnaître l'Eglise autocéphale macédonienne. L'auteur de l'article y voit une manœuvre concertée des Serbes, des Grecs et des Russes. La Bulgarie, quant à elle, joue le jeu inverse et une campagne de presse est même organisée afin que le statut particulier de l'Eglise macédonienne soit enfin

⁵⁵ Zoran Bojarovski. Macedonia: latest developments in orthodox controversy. IPWR. 24 juillet 2002

reconnu. Il s'agit en réalité d'un jeu à quatre variables autour de la Macédoine. La Bulgarie n'est d'ailleurs pas mécontente de voir les relations serbo-macédoniennes se refroidir sensiblement. D'autant que la crise s'accroît encore dès le 24 septembre 2002, lorsque le Saint Synode de l'Eglise serbe nomma l'évêque Jovan (de Vélès) exarque de l'Eglise serbe en Macédoine. Cette décision fut considérée par le gouvernement de Macédoine comme une véritable provocation. Elle entraîna une protestation officielle auprès du gouvernement serbe.

Le gouvernement serbe fut mis, une fois de plus, en porte-à-faux en août 2003, lorsque l'Eglise serbe refusa catégoriquement de réintégrer au sein du monastère de Prohor Pcinjski la tablette historique marquant la création de l'Etat macédonien. Ce refus faisait suite à l'interdiction faite aux prêtres serbes de se rendre en Macédoine et à l'arrestation de courte durée de l'évêque Jovan alors qu'il célébrait un baptême dans une église où il n'aurait pas dû se trouver. Cette nouvelle tension intervint à l'approche des célébrations du centenaire d'Ilinden (l'insurrection du 02 août 1903 marquant la naissance de la première république de Macédoine dit de Krusevo). Une célébration symbolique devait alors avoir lieu dans le monastère de Prohor..

1.3.2.3 La toute puissance de l'Eglise orthodoxe macédonienne et le jeu politique
Mais l'Eglise macédonienne n'est pas non plus exempte de reproches. En effet, la concomitance de l'arrestation de Jovan et de l'interdiction de séjour des prêtres serbes fut ressentie comme une provocation par les Serbes. L'Eglise toute puissante (elle possède 2/3 des établissements religieux) en Macédoine aurait ainsi fait pression sur le gouvernement pour empêcher l'entrée des prêtres en Macédoine et prévenir ainsi le déclenchement d'éventuels troubles ne se produisent...L'évêque fut d'ailleurs de nouveau arrêté début 2004 pour une raison similaire.

L'Eglise orthodoxe de Macédoine a par ailleurs obtenu une subvention de près de 3 millions de marks pour la construction de la fameuse croix du mont Vodno, alors même que l'Etat connaissait de graves difficultés financières et qu'il était confronté à l'épineux problème des réfugiés. Mais elle a également fait pression lors de la promulgation de la nouvelle Constitution dans le cadre des accords d'Ohrid. Elle s'est ainsi violemment opposée à toute modification de la Constitution (article 19) qui aurait permis de mettre à égalité tous les cultes. Elle aurait alors menacé d'excommunication les dirigeants

politiques⁵⁶ soutenant ce changement. Elle parviendra enfin à rassembler pouvoir et opposition (y compris albanaise) autour d'une déclaration commune de soutien à l'Eglise macédonienne en janvier 2004. Le Premier ministre Branko Crvenkovski déclarera même que ce soutien n'avait pas seulement un caractère déclaratoire mais qu'il était également fondamental⁵⁷.

Véritable bras religieux du nationalisme macédonien, l'Eglise résiste farouchement à toute tentative de réduction de son influence. Il est cependant difficile de savoir s'il s'agit véritablement d'une attitude liée aux menaces extérieures qui pèsent sur l'Eglise macédonienne, et donc sur l'existence de la Macédoine, ou tout simplement d'une lutte pour des intérêts qui n'ont rien de religieux, dans la mesure où le désaccord religieux n'implique pas directement les Etats (ici serbe et macédonien). Pour autant, n'y a-t-il pas un double jeu politique des Etats voisins qui chercheraient à instrumentaliser les Eglises orthodoxes tout en se défendant d'intervenir dans le jeu religieux au nom de l'indépendance de ces Eglises par rapport au pouvoir ? En Macédoine, l'Eglise est intimement liée au pouvoir. Elle s'identifie à la Nation et conduit le même combat « nationaliste » que celui mené par le pouvoir. Elle peut donc apparaître, aux yeux des ennemis de la Macédoine, comme un élément à réduire afin de diminuer le sentiment national.

1.4 La Macédoine dans le « jeu » des Balkans

1.4.1 Sur la route du pétrole

La Macédoine serait-elle au centre de la stratégie américaine sur le pétrole ? Serait-elle alors dans cette hypothèse au cœur même de ce que l'on pourrait appeler "le Grand Jeu" des Balkans ? En réalité, la Macédoine se trouve plus à la périphérie de cette stratégie qu'au beau milieu. Cependant, située sur une des voies de débouchés du pétrole moyen-oriental et caucasien, elle est bien partie intégrante de cette stratégie. Aymeric Chauprade⁵⁸ la décrit ainsi :

"La politique étrangère américaine sert une double stratégie de contrôle:

- contrôle des zones pétrolières - logique de la ressource - : retournement de la Russie vers l'Ouest, Golfe avec Irak et Iran [...]

⁵⁶ Gordana Stojanovska Icevska. L'Eglise en guerre contre la nouvelle constitution. Article de Kapital traduit pour le Courrier des Balkans. 31 octobre 2003

⁵⁷ Z.M. Conflits ecclésiastiques : arrestation de l'exarque serbe de Macédoine. Article de Vreme traduit pour le Courrier des Balkans. 22 janvier 2004

⁵⁸ Aymeric Chauprade. Op.cité, p 664

- contrôle des zones de transit des oléoducs pétroliers - logique de la route - : Yougoslavie, Macédoine dans les Balkans, Tchétchènie, Géorgie, Kurdistan, Asie centrale et Afghanistan."

Il poursuit en citant le Général Michael Jackson⁵⁹, commandant la KFOR en Macédoine puis au Kosovo en 1999: "Aujourd'hui, il est absolument nécessaire de garantir la stabilité de la Macédoine et son entrée dans l'OTAN. Mais nous resterons certainement longtemps afin aussi de garantir la sécurité des corridors énergétiques qui traversent ces pays."

La raison en est décrite par C. Saint Prot : " Des intérêts vitaux sont en jeu dans les Balkans, en particulier dans la région du Kosovo et de la Macédoine qui est un endroit névralgique où se croisent les seules voies de communications Nord-Sud et Est-Ouest, où passent les routes de la contrebande internationale de cigarettes, de drogue et d'armes, où se trouve le point de passage de routes et d'infrastructures et, surtout, d'oléoducs, notamment tout près de Tetovo, le projet d'oléoduc entre le port bulgare de Burgas et le port albanais de Vlore, lequel oléoduc pourrait acheminer le brut de la Caspienne que Washington veut détourner du contrôle russe."⁶⁰ Nous sommes bien dans ce "Grand Jeu" qui oppose intérêts américains et intérêts russes dans cette région. C'est dans ce contexte que vient s'inscrire la vente controversée de la seule raffinerie macédonienne à l'été 2001 à une compagnie pétrolière grecque, Hellenic Petroleum. En effet, des capitaux russo-yougoslave pourraient se cacher derrière la compagnie grecque. Ces capitaux auraient, en outre fait l'objet de manipulations frauduleuses à Chypre, au Liechtenstein ou en Iran, le tout sur fond de corruption gouvernementale.⁶¹L'objectif de cette manœuvre est de s'assurer du monopole sur le marché macédonien en vue de la réalisation d'un pipeline Thessalonique-Skopje.

Le projet d'oléoduc trans-balkanique est quant à lui contrôlé par le consortium anglo-américain AMBO (Albania, Macedonia, Bulgaria Oil company). Ce consortium aurait des liens très étroits avec la compagnie Halliburton, dont Dick Cheney fut jusqu'à très récemment le vice-président. Par ailleurs, les études de rentabilité du projet furent réalisées

⁵⁹ Aymeric Chauprade. Op. cité, p 664, Général Michael Jackson, Sole 24 Ore, mars 1999. Le quotidien poursuit : « it is clear that Jackson is referring to the 8th Corridor, the East-West axis which ought to be combined to the pipeline bringing energy resources from Central Asia to terminals in the Black Sea and in the Adriatic, connecting Europe to Central Asia. That explains why the great and medium-sized powers, and first of all Russia, don't want to be excluded from the settling of scores that will take place over the next few months in the Balkans. » Sole 24 Ore, 13 avril 1999.

⁶⁰ Aymeric Chauprade. Op. cité, p 664, C. Saint - Prot, la guerre contre la Serbie et le nouvel ordre mondial, in Guerres dans les Balkans, dir Général Pierre-Marie Gallois, Paris, Ellipses, 2001, p 197.

⁶¹ La vente suspecte de la raffinerie Okta, traduit par Persa Aligrudic pour le Courrier des Balkans, 07 novembre 2001.

par Brown & Root, une filiale britannique de Halliburton. Or, cette compagnie est également très impliquée dans le soutien aux troupes américaines, puisqu'elle a obtenu un juteux contrat pour la construction de la plus grande base américaine dans les Balkans, Camp Bondsteel dans le sud du Kosovo, ainsi que pour le soutien des troupes américaines en Macédoine sur la base de Petrovec. Une "lettre d'intention" signée par les gouvernements de l'Albanie, de la Bulgarie et de la Macédoine accorderait de plus des droits exclusifs au consortium AMBO. Les pays cités abandonneraient ainsi leur souveraineté sur le tracé du pipeline, ainsi que sur les différents corridors de transport et de lignes de communications.⁶²

1.4.2 Les corridors⁶³, l'autre raison stratégique.

Ce projet d'envergure n'est en effet pas le seul dans cette région. Il s'inscrit dans un projet beaucoup plus ambitieux issu des administrations européennes et américaines dans les années 90, baptisé "Corridor ", dans le cadre du Pacte de Stabilité des Balkans. Ce projet prévoit la construction d'infrastructures ferroviaires, routières, électriques et de télécommunications entre la Bulgarie et l'Albanie via la Macédoine, dessinant des corridors orientés Est-Ouest mais également Sud-Nord⁶⁴. Lancé par l'Union Européenne dans les années 90, ces projets sont vitaux pour le développement de l'Europe et l'intégration économique de ses Etats. Ils font l'objet d'une très importante lutte d'influence entre l'Europe et les Etats-Unis pour le contrôle à terme de ces corridors. L'UE prévoit ainsi des investissements colossaux à l'horizon 15 ans, soit près de 90 millions d'euros. Les Etats-Unis auraient offert 100 millions de dollars à la Roumanie pour la réalisation d'une route plus au nord, à travers notamment la Hongrie. Il y a de plus une très forte concurrence entre les sociétés d'ingénierie européennes et américaines, car les intérêts sont très importants en termes financiers. 30 millions de dollars ont ainsi été promis par M.Clinton dès 1998, 20 millions de dollars doivent être investis par la Banque mondiale dans l'agrandissement du port de Durres en Albanie. Celui-ci deviendrait de fait le débouché naturel de la Macédoine en lieu et place de Thessalonique, ce qui explique l'opposition des Grecs au projet.⁶⁵

⁶² Michel Chossudovsky, les Etats-Unis sont en guerre en Macédoine, www.lautjournal.info 2002.

⁶³ Voir annexes 5 et 6

⁶⁴ L'ensemble des projets comprend 18 000 km d'autoroutes , 20 000 km de voies ferrées, 38 aéroports, 13 ports maritimes et 49 ports fluviaux. Toutes ces infrastructures existent ou sont à réaliser...Michel Colon, Caspian Sea's Oil Reserves, www.iacenter.org. 10 juin 2000.

⁶⁵ Arben Kola, Corridor eight : dreams and interests, AIM Tirana, 17 avril 1998.

Tous les pays de la région sont intéressés de près ou de loin par ces projets, pour des raisons économiques, politiques ou stratégiques. L'Albanie espère ainsi 40 millions d'euros de retombées annuelles avec la construction de l'oléoduc trans-balkanique. Pour la Turquie, le corridor 8 signifie une ouverture de ses marchés vers la Mer Adriatique. Pour l'Italie, il s'agit peut-être d'une solution pour désenclaver son Sud en mal de développement. Pour l'Europe et les Etats-Unis, il s'agit de lever l'hypothèque du Bosphore sur les approvisionnements pétroliers du Caucase en le contournant par le Nord.

Il est indéniable que l'envergure du projet aiguise les appétits de nombreux intérêts, le tout dans un contexte régional et international difficile. Cependant, assurer le débouché des 35 millions de tonnes annuelles de pétrole (car c'est bien de cela qu'il s'agit avant tout) en provenance du Caucase, ne sera pas chose facile. Non seulement il reste à construire les 900 kilomètres d'oléoduc (uniquement pour le corridor 8), mais il faut encore trouver qui devra financer près de 1,1 milliard de dollars nécessaire à sa réalisation. Dans ce contexte, la stabilité régionale apparaît pour le moins essentielle.

1.4.3 Au carrefour des grands trafics

Carrefour stratégique, la Macédoine l'est également pour les grands trafics que sont la drogue, les êtres humains, les cigarettes. Le trafic d'armes est sans aucun doute toujours présent, mais il est moins important que dans les années du conflit. Tous ces trafics s'accompagnent de leur lot de violence, règlements de compte, enlèvements, fusillades diverses avec les forces de sécurité mais également de troubles politiques menaçant jusqu'à l'équilibre même de la république. Milieux politiques et mafieux sont intimement liés par le jeu des circonstances, tout d'abord celles de la guerre en ex-Yougoslavie dans les années 90, puis celles du double embargo qui s'en suivit pour la Macédoine. Ils sont également liés par le jeu des rapports de force politiques intra mais aussi interethniques. Une question mérite dès lors d'être posée: au-delà d'antagonismes politiques la guerre de 1999 - 2001 n'aurait-elle pas aussi des racines mafieuses?

1.4.3.1 La drogue: économie de développement

La drogue, en particulier l'opium, n'est pas un phénomène nouveau en Macédoine. En effet, le pays est depuis longtemps producteur de pavot⁶⁶. Ce qui est nouveau en revanche, c'est le développement de ces cultures depuis les années 95-97 en dehors de toute légalité. L'Albanie est, quant à elle, devenue récemment productrice de cannabis, sans aucune

tradition préalable. Production d'Etat strictement contrôlée et réservée à l'industrie pharmaceutique⁶⁷ avant l'indépendance, le pavot et l'opium se sont trouvés d'autres débouchés en Europe, notamment après les mesures drastiques prises par l'UE en 1996-1997, mais également parce que cette industrie était privée de ses débouchés traditionnels vers l'ex-Yougoslavie et certains pays de l'Est. Le principal destinataire semble être aujourd'hui la Turquie. Celle-ci contrôle une grande part du commerce de l'héroïne entre le Proche et Moyen Orient, l'Asie centrale et l'Europe.

Ce regain d'activité a comme corollaire l'augmentation importante de personnes dépendantes. Près de 20000 Macédoniens, soit 1% de la population, seraient héroïnomanes. Le conflit au Kosovo, la crise qui s'en suivit en Macédoine, ne sont pas non plus étrangers à cette envolée de la consommation. A l'exemple de la Bosnie, la Macédoine connaît aujourd'hui l'engrenage infernal : tranquillisants, cocaïne, amphétamines, héroïne.⁶⁸ En février 2003, un quotidien macédonien titrera même : "l'ecstasy inonde les rues et les cafés de Macédoine".⁶⁹ En effet, les drogues de synthèse connaissent un vrai boom, comme dans le reste de l'Europe d'ailleurs...

1.4.3.2 La guerre pour le contrôle des itinéraires de trafics

La guerre est donc une cause du développement de ce trafic mais elle en est aussi une conséquence. Les trafiquants, notamment albanais, ont en effet très vite compris tout le profit qu'ils pouvaient tirer de la situation incertaine régnant aux frontières de la Fédération. De l'autre côté, les "nationalistes" ont utilisé l'importante source de revenus lié à ce trafic pour s'équiper en armes. Et c'est là en réalité où il devient impossible de distinguer si le combat politique est réellement indépendant ou s'il s'agit d'une lutte d'intérêt beaucoup plus prosaïque de trafiquants utilisant le paravent politique.

Il est par exemple de notoriété publique que l'ex-UCK et l'UCK-M et les partis politiques qui en sont issus, ont des liens très étroits avec les plus grands trafiquants de drogue et de cigarettes des Balkans. Certaines analyses évoquent le but de l'internationalisation du conflit à la frontière Kosovo - Macédoine comme un moyen pour les trafiquants de conserver la main sur les zones de passage sans être inquiétés par les forces de sécurité, fussent-elles internationales. Pour aller plus loin encore, point n'aurait été besoin des

⁶⁶ Georges Castellan, Op.cité p 12. Selon une légende macédonienne, le pavot aurait été introduit au cours du XVIIIème ou XVIIIème siècle par une jeune turque d'Anatolie.

⁶⁷ Observatoire Géopolitique des Drogues. Rapport 06. 1997. www.ogd.org

⁶⁸ Michel Koutousis. "Les Balkans étaient autrefois une zone de transit. Ils sont devenus une zone de consommation.". SWAPS N°13. <http://publications.crips.asso.fr/swaps>

⁶⁹ Igor. K.Ilievski. Article paru dans Dnevnik le 04 février 2003. Traduit pour le Courrier des Balkans.

raisons humanitaires ou politiques pour provoquer le conflit au Kosovo ou à la frontière macédonienne. Une lutte de pouvoir engagée pour le contrôle des centres de traitements de l'héroïne entre Serbes et Albanais, ou des routes d'approvisionnement entre l'Europe centrale et la Turquie passant par la Macédoine et le Kosovo, pourrait donner un début d'explication⁷⁰. Alex J. Bellamy fait lui le lien entre criminalité, nationalisme albanais et non-extension contrôlée de la crise en Macédoine : "A borderless criminal network already operates freely in Macedonia, Albania and Kosovo. Keeping Macedonia at risk allows the contraband trade in drugs, weapons, cigarettes and humans to flourish unchecked. A destabilised Macedonia is profitable both for criminals and for those who dream of a pure Albanian section of western Macedonia".⁷¹ Le fait est que c'est l'arrestation de Xhavit Hasani, un mafieux notoire de la région frontalière de Tanusevci, qui a déclenché les troubles d'avril 2000 en Macédoine. En 2001, c'est l'intervention des forces spéciales macédoniennes sur ce même centre de tous les trafics de Tanusevci qui mettra une nouvelle fois le feu aux poudres.⁷² En août 2003, de nouveaux accrochages mettant aux prises l'armée macédonienne et l'AKSh, mouvement radical albanais, se dérouleront à nouveau dans cette zone proche de Kumanovo. Cette fois-ci, il semble que l'origine en soit le contrôle des voies d'acheminement du trafic de cigarettes entre le Kosovo et la Macédoine.

Si les Albanais sont très présents dans le trafic de drogues (ainsi qu'à l'échelle européenne), les Slavo-macédoniens sont eux très présents dans celui des cigarettes de contrebande. Il n'existe toutefois pas forcément de partition ethnique lorsqu'il s'agit de trafic, les rôles étant soigneusement répartis suivant l'endroit où se trouvent les convois de contrebande: aux Slavo-macédoniens le passage de la frontière grecque, aux Albanais celui de la frontière yougoslave. Moins risquées que la drogue, les cigarettes de contrebandes rapportent en revanche davantage. Tout l'environnement politique pourrait être en réalité "contaminé" par ces trafics, comme en témoignent les récentes "révélations" touchant le sommet de l'appareil politique macédonien⁷³.

⁷⁰ Les liaisons dangereuses de la guérilla albanaise. Lettre internationale des drogues. N°1, octobre 2001.

⁷¹ Alex J. Bellamy, *The New Wolves at the Door: Conflict in Macedonia*. Civil Wars, 2002, vol 5 n°1, p 121

⁷² Alex J. Bellamy, *Op cité* p 134

⁷³ Branko Gjorgevski. Les relations troubles du Premier ministre Crvenkovski. Dnevnik. 01 mars 2003 traduit pour le Courrier des Balkans. D'autres sources avancent qu'il aurait pu être en relation indirecte avec le parrain macédonien du trafic de cigarette, Danco Suturkov lors de son précédent mandat et par ailleurs cité dans cet article. Sources de l'auteur.

1.4.3.3 "Le trafic de la douleur"

Enfin, un autre trafic d'envergure touche de plein fouet la Macédoine: celui des êtres humains. Le pays est en effet au centre de ce trafic, d'abord comme centre de transit, semble-t-il, mais également comme véritable acteur (ou consommateur).

200000 femmes, principalement des Moldaves, des Roumaines, des Ukrainiennes et des Russes, mais aussi des Albanaises, seraient victimes, de ce trafic dans tous les Balkans, selon l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE). Ce trafic emprunterait deux itinéraires principaux. L'un traverserait la Hongrie puis bifurquerait au sud-ouest vers la Macédoine puis l'Albanie et l'Italie.⁷⁴ L'autre descendrait plein sud à travers la Bulgarie vers la Grèce. Là également, le trafic transcende les divisions ethniques. La Macédoine ne serait qu'une étape à mi-chemin et bénéficierait de sa situation centrale sur les axes de trafics, ainsi que de la porosité de ses frontières les plus perméables de tous les Balkans. La ville de Kumanovo sert ainsi de relais sur l'axe Belgrade - Thessalonique ou vers les ports de Durrès et Vlore en Albanie. Plusieurs milliers de prostitués travaillent pratiquement au vu et au su de tout le monde sur l'axe routier Tetovo, Gostivar, Debar dans les innombrables cafés et hôtels de la région, sans que l'origine de leur clientèle puisse être déterminée clairement. Il existe de fait un "marché" intérieur.

⁷⁴ Trading in Misery. Institute for War and Peace Reporting. Balkan Crisis Report n°460. 15 septembre 2003. www.iwpr.net

Alex J. Bellamy l'affirme : 40% de l'activité économique en Macédoine est d'origine informelle⁷⁵. Il poursuit: "cela n'implique pas seulement les réseaux albanais opérant en Albanie, au Kosovo, en Macédoine et dans le sud de la Serbie. Cela implique également des réseaux slavo-macédoniens ainsi que des réseaux serbes.⁷⁶[...] Il y a également des preuves que les milieux criminels serbes proche de Milosevic utilisent la Macédoine et la partie nord de Chypre pour y dissimuler leurs activités."

Cette économie parallèle et la corruption des élites politiques qui en découle inévitablement font peser un grave danger sur l'équilibre du pays, voire de la région toute entière. Les pays de l'Union Européenne ont fait de la lutte contre le crime organisé et la corruption une de leurs priorités pour accepter les candidatures des nouveaux membres. Pour autant, cette priorité ne peut être une fin en soi si elle ne s'accompagne pas d'autres solutions pour un pays qui demeure enclavé, fragile économiquement, politiquement et socialement. S'attaquer aux conséquences de tels maux ne sert à rien si dans le même temps les causes ne sont pas sérieusement identifiées et traitées. De même que maintenir la Macédoine sous perfusion d'euros n'est pas non plus une solution s'il s'agit en réalité d'alimenter les caisses personnelles d'une élite corrompue et d'encourager le népotisme sans améliorer la situation du plus grand nombre.

La prévention des crises, l'amélioration de la situation politique interne, l'intégration dans un espace de sécurité stabilisé, l'admission dans l'Europe sont peut-être un ensemble de solutions qui ne peuvent pas être exclusives les unes des autres. Leur mise en œuvre exige un effort politique et économique sans précédent de la part du monde occidental. Pour garantir la paix en Macédoine, l'Ouest doit y investir l'équivalent de ce qu'il a investi dans la guerre au Kosovo.⁷⁷

⁷⁵ Alex J. Bellamy, Op. cité p 126

⁷⁶ En octobre 2002, des membres de la pègre serbe dit de "la main noire" étaient ainsi repérés à Kumanovo en pleine période électorale manifestement avec l'intention de prêter main forte à un candidat local proche du pouvoir en place. Ils semblaient agir dans la mouvance des paramilitaires « Lions » cités dans la deuxième partie de ce mémoire. Leur présence fut révélée par l'OSCE, ce qui provoqua leur départ précipité. Source de l'auteur.

⁷⁷ Alex J. Bellamy, Op. cité p 141

2° PARTIE
L'EUROPE , UNE RAISON
D'ESPERER

2 L'EUROPE, UNE RAISON D'ESPERER.

Les rapports les plus récents des institutions ou organisations internationales, notamment celui de l'International Crisis Group ou de la Commission européenne, indiquent une nette amélioration générale de la situation. Pour autant, de nombreux points noirs demeurent et les réformes attendues sont plus ou moins lentes. La sensibilité de certaines d'entre elles impose à la communauté internationale de rester extrêmement vigilante afin d'éviter un retour en arrière dramatique comme celui survenu au Kosovo au mois de mars dernier. Son implication dans la prévention du conflit, qui fut décisive, doit se poursuivre désormais dans la construction d'une paix civile sur le long terme dans un environnement régional pacifié. Cela passe inévitablement par une intégration dans un système de sécurité européen élargi, qui comprend son adhésion à la fois à l'OTAN et à l'UE dans un avenir qui doit apparaître raisonnable et "atteignable".

2.1 L'implication de la communauté internationale dans la prévention du conflit

Contrairement à la Bosnie ou au Kosovo, la Macédoine n'a pas été entraînée dans un conflit général qui l'eut sans aucun doute désintégré en 2000 –2001 et, en dépit d'une hostilité généralisée de ses voisins depuis son accession à l'indépendance⁷⁸. Les raisons du cantonnement de la crise à l'Ouest du pays sont multiples. Certaines ont été précédemment évoquées, notamment le poids des réseaux criminels qui n'avaient pas intérêt à ce que le pays s'enflamme véritablement. L'insécurité et l'instabilité suffisaient à leur bonheur et à la prospérité de leurs trafics. Il est néanmoins évident que l'implication de l'Union Européenne, et plus généralement de la communauté internationale, a été déterminant pour limiter l'étendue de la crise. La Macédoine est ainsi devenue un élément fondamental de sa capacité à gérer une crise d'ampleur limitée certes, mais complexe. Elle est également déterminante quant aux évolutions possibles de cette politique de gestion de crises.⁷⁹ Là réside l'espoir d'un règlement sur le long terme de la crise « existentielle » de la Macédoine. Mais là résident également les germes du découragement qui pourrait saisir les différents acteurs devant l'impossibilité de résoudre les enjeux et les problèmes du pays.

⁷⁸ « Au début de 1991, la Serbie, la Grèce et la Bulgarie ont émis une déclaration commune affirmant que la Macédoine était peuplée de Serbes, de Grecs et de Bulgares et qu'il n'existait pas de nation macédonienne. » Renéo Lukic. *L'agonie yougoslave (1986-2003)*. Les presses de l'université Laval. 2003, p 379.

⁷⁹ EU Crisis Response Capability : Institutions and Processes for Conflict Prevention and Management. ICG Issues Report n°2, 26 juin 2001, p ii.

2.1.1 Une réponse au risque de conflit très en amont et tous azimuts.

C'est parce qu'elle voulait prévenir un embrasement généralisé des Balkans que la communauté internationale a décidé d'agir en adoptant le 11 décembre 1992 la résolution n°795 du Conseil de sécurité. Par cette résolution, elle autorisait le déploiement d'une force de l'ONU de quelques 1050 hommes à la frontière serbo-macédonienne. Cette force de protection (FORPRONU) puis de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRENU) avait essentiellement pour mission de patrouiller le long de la frontière afin d'empêcher les incursions serbes en territoire macédonien. Elle rejoignait ainsi la mission de l'OSCE (Spillover Monitoring Mission to Skopje), déployée depuis septembre 1992 avec un double mandat civil et militaire, qui repose sur « des tâches de maintien de la paix traditionnelles relatives à la situation sociale et politique, sur la responsabilité d'un représentant spécial des Nations Unies, et sur une fonction d'alerte précoce par le biais de missions d'observation, de rapports d'information et de bons offices » (partie qui sera rajoutée en 1994)⁸⁰.

L'UE n'a qu'un rôle limité à son arrivée, en raison des dissensions internes liées aux reconnaissances des indépendances et n'interviendra massivement qu'à partir de 1996 après l'Accord d'Association. Néanmoins, elle participe de façon très active, par le biais d'un médiateur (Hans Van den Broek) à la tentative de règlement de la question du nom entre la Grèce et la Macédoine. Par ce biais, elle vient renforcer et compléter l'action des Etats-Unis (Matthew Nimetz) et surtout celle de l'ONU⁸¹ (Cyrus Vance puis Lord Owen). Cette complémentarité d'action, si elle n'a pas en définitive porté ses fruits jusqu'à maintenant, illustre cependant la volonté très forte de la communauté internationale de s'impliquer dans la crise. La volonté d'intégration de la Macédoine dans les grandes organisations internationales (Nations Unies en avril 1993, Partenariat pour la Paix et OSCE en 1995 et l'Accord d'association avec l'UE déjà mentionné) a été un signe fort qui a contribué à stabiliser la situation. Certes, les dissensions européennes, concernant notamment l'attitude à adopter à l'égard de la Grèce qui violait alors de nombreuses dispositions de l'Union, ainsi qu'une certaine frilosité à reconnaître la Macédoine comme un partenaire important de l'OTAN dès 1999, ont en quelque sorte freiné les bénéfices attendus de cette implication⁸² et n'ont pu empêcher la résurgence de la crise en 1999.

⁸⁰ Sophia Clément. Op. cité p 26

⁸¹ voir § 2.1.3 les relations gréco-macédoniennes

⁸² Renéo Lukic. Op. cité p 414. Une décision d'adhésion à l'OTAN dès 1999 aurait, selon lui, pu éviter le conflit qui s'en suivit pour un coût modique.

Cependant, une fois encore, la communauté internationale, et en particulier l'Europe, intervint très rapidement. La concomitance de la mise en œuvre de moyens politico-diplomatiques (envoi d'un représentant spécial de l'UE, implication du secrétaire général de l'OTAN et des Etats-Unis par le biais de James Pardew), de moyens militaires limités mais dissuasifs (unités franco-britanniques choisies), de moyens de pressions sur les parties en présence a permis de juguler très rapidement la crise avec des dégâts⁸³ somme toute très limités et d'entrevoir un début de règlement politique par la signature de l'Accord Cadre d'Ohrid.

2.1.2 La permanence des dynamiques internes.

Néanmoins, les facteurs de déstabilisation demeurent. Le premier de ces facteurs réside dans un équilibre interne encore fragile, en raison de l'articulation difficile entre les notions de nationalité et de citoyenneté. Cette définition pose le problème du statut des minorités et de leur autonomie, même si dans le cas présent, la situation des Albanais était bien meilleure en Macédoine que dans le reste des Balkans. La Constitution de 1992 remet cependant en cause les garanties de protection accordées notamment aux Albanais, comme le reconnaissait encore récemment le Premier ministre Crvenkovski.⁸⁴ Cette remise en cause intervint dans un contexte politique et économique difficile de transition. De plus, l'environnement régional était alors pour le moins instable. Avec la fin du conflit bosniaque, les tensions interethniques avaient pris le pas sur les menaces extérieures. L'autre facteur que soulève Sophia Clément⁸⁵ était celui de l'économie. En effet, il existait alors une très forte disparité économique et sociale, sinon politique, dans les deux communautés – disparité qui perdure encore de nos jours. La communauté albanaise s'intégrait mal, les difficultés économiques empêchaient l'édification d'un consensus entre les communautés, les "perceptions mutuelles négatives" se renforçaient. Les Albanais s'estimaient victimes d'un "apartheid fondé sur la nationalité" qui s'exprimait notamment dans le refus des autorités macédoniennes d'accepter le fonctionnement de l'université albanaise de Tetovo, ou de voir le drapeau albanais flotter sur les municipalités albanaises⁸⁶. Parallèlement, les Macédoniens slaves craignaient de perdre leur identité

⁸³ Les pertes civiles et militaires des deux parties confondues avoisineraient les 200 morts. Ce qui doit être comparé, parmi de nombreux exemples, aux milliers de Bosniaques tués à Sebrenica.

⁸⁴ Pan-Albanianism : How Big a Threat to Balkan Stability? ICG Europe Report n° 153, p 17, 25 février 2004.

⁸⁵ Sophia Clément. Op. cité p 17.

⁸⁶ Il y a là une confusion entre le drapeau de l'Etat d'Albanie et le drapeau national albanais. Or l'Albanie s'est arrogée le droit à sa création d'utiliser le drapeau de tous les Albanais comme symbole national. Note de l'auteur.

macédonienne et se méfiaient des structures d'éducation parallèles qui se montaient sans autorisation un peu partout dans l'Ouest du pays.

Le refus d'accorder le statut de nation constitutive aux Albanais déboucha dès 1992 sur la proclamation après un référendum local d'une autonomie territoriale sous la forme d'une "République autonome d'Illirida" regroupant un certain nombre de communes albanaises de l'Ouest. En réalité, on en resta au stade déclaratoire. Il fallut attendre 2002 pour voir resurgir, dans un contexte politique agité (élections législatives entraînant une probable alternance politique), le thème de l'Illirida avec les actions d'un mouvement radical albanais, l'AKSh. Mais là encore, il est bien difficile de distinguer ce qui relève de la revendication politique de ce qui relève d'une lutte pour le contrôle des trafics, notamment de cigarettes. Malgré tout, la simple perspective d'affrontements entre forces de sécurité macédoniennes et un mouvement insurrectionnel se réclamant "d'objectifs" politiques suffit en 2002 puis à l'été 2003 à menacer la stabilité du pays.

L'identification des causes internes du conflit, notamment par l'Union Européenne, qu'elles soient structurelles, politiques, économiques et sociales, voire culturelles mais également une coopération plus étroite⁸⁷ entre les différentes instances européennes, notamment entre Javier Solana (Monsieur PESC), Chris Patten (commissaire européen aux Affaires Etrangères) et la présidence du Conseil, ont permis une meilleure gestion de la crise. Or, comme le démontre Sophia Clément, cette capacité de l'Europe à définir une position commune est indispensable pour asseoir la crédibilité des outils politiques et de sécurité, et est peut-être le véritable enjeu de la crise: " Plus la cohésion est lâche entre les pays européens, plus les pays en crise interprètent leur marge de manœuvre comme étant plus large qu'elle ne l'est en réalité accroissant ainsi les lignes de fracture et l'instabilité générale.

2.1.3 Quelle sécurité pour la Macédoine ? La stratégie de "l'égalité distance".

L'autre dimension de cette gestion de la crise est régionale et impose à la Macédoine de rechercher une approche globale de sa sécurité.

La Macédoine a ainsi intensifié, depuis 1995, ses relations bilatérales avec l'ensemble de ses voisins afin de rompre l'isolement régional qui lui était imposé depuis l'indépendance de 1992. Cette stratégie diplomatique reposait sur la recherche d'un subtil équilibre plaçant

⁸⁷ EU Crisis Response Capability : Institutions and Processes for Conflict Prevention and Management. Op. cité p 40.

chacun des Etats voisins à égale distance de la Macédoine sans que l'un ou l'autre soit privilégié. Les résultats furent mitigés.

Entre 1992 et 1995, les débuts furent extrêmement tendus, en raison notamment d'un contexte politique très délicat qui existait alors au sein même de la Fédération. Milosevic épuisa toutes les combinaisons possibles vis à vis de la Macédoine, jouant par exemple des tensions entre la Grèce et son voisin. L'idée d'une confédération gréco-yougoslave fut même envisagée très sérieusement et seule une opposition très forte du président grec Karamanlis fit capoter le projet de son premier ministre très nationaliste et anti-macédonien Papandreou.⁸⁸ Le rapprochement avec la RFY (République Fédérale de Yougoslavie) fut sensible dès lors que les relations gréco-macédoniennes se normalisèrent dans le cadre de l'accord intérimaire de 1995 et que le contexte politique international imposait à Milosevic de trouver de nouveaux « alliés » dans la région. Un accord de reconnaissance mutuelle fut ainsi signé le 8 avril 1996. Il faudra cependant attendre 2002 pour qu'un nouvel accord permette la délimitation et la démarcation de la frontière. Car Macédoniens et Serbo-Monténégrins ont des points communs: l'inquiétude causée par leurs minorités albanaises, l'agitation aux frontières et les trafics transfrontaliers qui en découlent. La Serbie aidera ainsi militairement la Macédoine lors de la crise de 2001. Cependant les tensions demeurent, notamment parce que la Serbie a vu son accès à la mer Egée repoussé du fait de l'édification d'un Etat indépendant à sa frontière sud. De plus, les querelles religieuses quasi "byzantines" persistent et nuisent durablement à la normalisation des relations politiques entre les deux pays. Le nord de la Macédoine comporte par ailleurs une importante minorité serbe centrée autour de Kumanovo, et les querelles d'influence pour son contrôle ne sont pas non plus absentes.

La Bulgarie a quant à elle une attitude plus ambiguë. Si elle a reconnu dès 1992 la Macédoine en tant qu'Etat souverain dans le respect de ses frontières actuelles, elle ne reconnaît pourtant ni son identité nationale, ni même sa langue qu'elle considère comme un simple dialecte bulgare. Par la voix de son président de l'époque, Jelev, elle arguait que ces questions ne relevaient ni de la compétence de la Bulgarie, ni d'un quelconque autre Etat, mais du peuple macédonien lui-même et de son droit à l'autodétermination⁸⁹. Le problème très sensible de la langue freine de fait les relations économiques et politiques entre les deux Etats et seule une « déclaration mutuelle » de compromis quasi

⁸⁸ Renéo Lukic. Op. cité p 393

⁸⁹ Renéo Lukic. Op. cité p 383

« jésuistique » a permis de trouver une solution temporaire⁹⁰. Même si elle a aidé, elle aussi, militairement la Macédoine lors de la crise de 2001, notamment par la fourniture de munitions, d'équipements et même de personnels qualifiés, elle poursuit malgré tout une politique dangereuse de "bulgarisation"⁹¹ des citoyens macédoniens en échange de passeports qui leur donneront l'accès à l'UE dès 2007.

Trois autres pays ont des relations plus complexes avec la Macédoine.

Pour la Grèce, il a fallu franchir l'obstacle des « trois conditions » préalables à la reconnaissance (Constitution, symbole, frontières). L'épineux problème de l'identité historique (51% de la Macédoine « historique » se trouve en Grèce et 20% en Bulgarie) demeure et empêche le règlement de la question du nom officiel de la Macédoine. Cette dernière a pourtant modifié sa Constitution et réaffirmé à plusieurs reprises qu'il n'y avait aucune volonté d'expansionnisme macédonien à l'égard de la Grèce. "Dans les années 1990, la vieille question macédonienne a déclenché une crise diplomatique avec des résultats consternants tant pour la situation économique et la cohésion sociale en République de Macédoine que pour la qualité de la démocratie en Grèce".⁹² Selon Athéna Skoulariki, la raison profonde de ces relations tendues, au-delà de la polémique politico-historico-sémantique sur le nom officiel de la Macédoine, était la volonté de ne pas reconnaître l'existence de minorités non-grecques. Parce que les Grecs avaient un problème encore plus sérieux en Thrace occidentale avec la minorité musulmane, ils ont nié l'existence d'une minorité slavo-macédonienne, qui ne posait pas par ailleurs de problème particulier. Un simple accord politique avec la Macédoine eût suffi. Les enjeux intérieurs à la Grèce l'ont empêché. Les deux pays ont depuis contracté de solides accords commerciaux, au bénéfice essentiellement de la Grèce sans pour autant que soit tranché le dilemme qui les sépare. Alors que sont maintenant engagées depuis 9 ans des négociations sans fin pour la dénomination officielle de la Macédoine, cette question serait, aux dires de nombreux observateurs, devenue accessoire mais -c'est un paradoxe- politiquement

⁹⁰ Le 22 février 1999, la Bulgarie et la Macédoine ont opté pour une « Déclaration mutuelle » qui stipule que les documents seront désormais rédigés « dans les langues officielles des deux pays, soit en langue macédonienne en accord avec la constitution de la République de Macédoine et en langue bulgare selon la constitution de la Bulgarie. » Renéo Lukic. Op. cité p384.

⁹¹ L'ambassade de Bulgarie à Skopje incite les citoyens macédoniens à se déclarer Bulgares. Ils reçoivent alors un passeport bulgare sans réelle formalité. Sources de l'auteur.

⁹² Athéna Skoulariki, La crise macédonienne (1991-1995) et la question des slavophones en Grèce. *Balkanologie* VII(1), juin 2003, p 147. Cette crise entraîna un embargo catastrophique pour la Macédoine, en violation de toutes les règles européennes. Il faudra attendre 1995 et un accord intérimaire pour voir la Macédoine adhérer AU Conseil de l'Europe, à l'OSCE et au Partenariat Pour la Paix. Cette normalisation s'est faite au prix d'une modification de la Constitution macédonienne, d'un changement d'emblème et d'une désignation provisoire de l'Etat macédonien sous le vocable de FYROM.

insoluble.⁹³ Pour la Grèce, l'ARYM reste le meilleur garde-fou contre la fragmentation de l'environnement régional et contre la création de grands ensembles à ses frontières, en l'occurrence une grande Serbie et surtout une Grande Albanie. Cela explique qu'en dépit de ses nombreuses divergences avec la Macédoine, la Grèce l'a aidée militairement, et de façon conséquente en 2001.

La Macédoine apparaît donc comme un Etat - tampon nécessaire car elle éloigne la Grèce des zones de troubles de la région, dont l'implosion ou le démantèlement pourrait entraîner une recomposition en profondeur du paysage régional, voire un conflit généralisé. Le remède serait alors pire que le mal, car du point de vue grec il conduirait non seulement à l'édification de grands ensembles (Grande Albanie, Grande Bulgarie) menaçant à terme les intérêts grecs dans la région, mais aussi parce qu'il renforcerait considérablement l'influence de son ennemi héréditaire qu'est la Turquie.⁹⁴

La Turquie a reconnu dès 1992 la Macédoine sous son nom constitutionnel. Elle partage de fait avec la Macédoine les mêmes inimitiés régionales, qu'il s'agisse de la Grèce ou de la Serbie.⁹⁵ Soucieuse des intérêts de la minorité turque, par ailleurs bien intégrée en Macédoine, elle soutient l'intégrité territoriale de la Macédoine. Elle a de plus signé en décembre 1993 un accord de coopération militaire. Elle a participé à l'opération Task Force Fox qui a succédé à l'opération Moisson Essentielle en 2001 en Macédoine et a intégré des officiers macédoniens dans son contingent engagé en Afghanistan en 2002-2003. La Macédoine est ainsi devenue le partenaire le plus stable de la Turquie dans les Balkans et apparaît comme une sorte de contrepoids face à la Grèce et à la Serbie en échange de bons procédés⁹⁶. L'aide économique de la Turquie demeure cependant timorée malgré des effets déclaratoires.

L'Albanie a quant à elle un rôle particulier, déjà largement évoqué. Le sort de la minorité albanaise et la politique à son égard sont le baromètre des relations entre les deux pays. Les gouvernements Berisha et Nano ont cependant joué un rôle davantage modérateur dans les relations entre les deux pays, avant tout dans l'intérêt de l'Albanie. Celle-ci recherche

⁹³ "Aujourd'hui la majorité du pays est consciente, comme le montrent les sondages, qu'il faut trouver une solution. Quand on demande aux Grecs s'ils sont favorables à une solution négociée avec Skopje, ils répondent à 80 % oui. Mais quand on leur demande si Skopje peut s'appeler "République de Macédoine", ils répondent à 80 % non. Il faut donc résoudre ce paradoxe." Entretien avec Théodore Pangalos, in "La Grèce et ses conflits en ex-Yougoslavie", Confluences Méditerranée, (14), printemps 1995.

⁹⁴ Aristofle Tziampiris, Greece and FYROM : A Partnership for Stability in Southeastern Europe. Journal of Southeast European and Black Sea Studies. Vol 2, n°1, janvier 2002, p 218

⁹⁵ Xavier Bougarel et Nathalie Clayer. Op. cité p 318

⁹⁶ Skopje a ainsi noué des contacts officiels avec la République turque de Chypre du Nord. Xavier Bougarel et Nathalie Clayer. Op. cité p 319.

d'avantage le soutien occidental car le pays est très dépendant des aides occidentales, notamment américaines. La crise de l'hiver 1997 et des épargnes pyramidales ont en effet considérablement affaibli le principal soutien de la communauté albanaise sur la scène internationale. Par ailleurs, l'Albanie doit faire face à une attitude « agressive » de la part de la Grèce au sujet de la minorité grecque implantée en Epire du Nord, tandis que la Serbie a tenté d'isoler le Kosovo de l'Albanie lors de la crise de 1999. Grèce et Serbie sont perçues par la Macédoine et l'Albanie comme des perturbateurs communs de la stabilité régionale, ce qui explique en partie les relations de bon voisinage entretenues par les deux Etats.

2.2 Les progrès institutionnels et politiques : un début de solution ?

Malgré la tragique disparition du Président Trajkovski⁹⁷, la Macédoine a pu présenter sa candidature auprès de l'UE. Cette démarche va obliger le pays à redoubler d'efforts afin d'engager les indispensables réformes qui mettront le pays en conformité avec le processus de stabilisation et d'association. Néanmoins, comme le note le rapport annuel 2004 de la Commission européenne⁹⁸, de très nombreux travaux ont d'ores et déjà été entrepris, mais avec une détermination inégale, semble-t-il. La marche vers le marché européen et l'intégration ne doit pas faire oublier non plus la nécessaire adéquation « plus de développement – plus de sécurité – plus de représentativité ».

Gouvernement trop centralisé, appareil judiciaire lent et inefficace, corruption généralisée, système économique pauvre, secteur public surdimensionné⁹⁹, les points sont nombreux sur lesquels le gouvernement macédonien se doit encore d'agir pour atteindre ses objectifs dans la perspective d'une intégration OTAN – UE. D'autant plus que l'année électorale à venir s'annonce dense - deux tours de présidentielles, deux tours pour les élections locales. Cela risque de freiner l'élan des réformes, notamment dans le domaine de la décentralisation.

⁹⁷ Le 26 février 2004, l'avion du Président Trajkovski s'est écrasé à proximité de Mostar tuant, outre le Président et l'équipage, une partie de son cabinet qui le suivait dans ce voyage.

⁹⁸ « Alors qu'elle est contrainte par une situation économique et budgétaire difficiles, l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine a fait des efforts pour progresser dans le processus de stabilisation et d'association. Dans de nombreux domaines, le processus de réformes est encore balbutiant et nécessitera des efforts supplémentaires en vue d'apporter des changements concrets et les bénéfices espérés. » Commission Staff Working Paper. Stabilisation and Association Report 2004, p 3.

⁹⁹ Ana Petruseva , Nevena Angelovska. La Macédoine et l'Europe : à quand les indispensables réformes ? IPWR. Traduit par Pierre Dérens pour le Courrier des Balkans. 27 avril 2004.

2.2.1 La situation sécuritaire intérieure : le délicat équilibre.

La perspective d'une adhésion à l'OTAN ne doit pas conduire les autorités à négliger la gestion de la sécurité intérieure et à écarter le recours à une force internationale si nécessaire. Ainsi, depuis la fin de l'année 2002, le gouvernement semble davantage préoccupé par la présence de troupes internationales sur le sol macédonien que par la situation sécuritaire car il craint que cela ne soit interprété comme son incapacité à assurer seul la sécurité de ses citoyens. Pourtant, l'année 2003 a vu une augmentation de près de 30% du nombre d'assassinats par rapport à 2002 et de près de 40% pour la période 2000-2002.¹⁰⁰ Cette augmentation est directement due à l'incapacité de la police à ramener l'ordre dans des zones où les trafiquants règnent en maîtres. L'absence de coordination et de confiance au sein même de l'appareil d'Etat n'est pas non plus étranger à une dégradation d'une telle ampleur car cette cacophonie sape l'action des forces de police. Elle fragilise par ailleurs dangereusement la cohésion gouvernementale en mettant inutilement la pression sur la partie albanaise, accusée d'être traître à sa communauté par une opposition slavo-macédonienne boutefeux. La coopération politique pour les opérations de police sensibles, notamment avec le DUI (BDI), s'avère donc primordiale¹⁰¹. Cette coordination politique est également essentielle dans le désamorçage des crises à connotation identitaire, notamment dans le secteur très sensible de l'éducation.

La stabilisation de la situation sécuritaire intérieure apparaît donc comme un défi majeur pour le gouvernement. Pour l'UE et l'OTAN, il doit être clair que l'attitude de la Macédoine est plus importante -au moins dans un premier temps- que les résultats qu'elle obtient. Ceci afin d'une part qu'elle ne soit pas tentée de dépeindre une situation embellie qui ne correspondrait pas à la réalité par peur d'être « disqualifiée » par l'OTAN et l'UE. D'autre part parce qu'une présence internationale, y compris armée (militaire ou policière) sera sans doute nécessaire quelques temps encore afin de combattre efficacement les grands trafics transfrontaliers et les menaces criminelles. Ceux-ci apparaissent comme la menace majeure contre la stabilité et la sécurité de la Macédoine. Plus grave encore, ces trafics en tous genre innervent une part importante de la société, jusqu'à l'administration et au gouvernement.¹⁰²

¹⁰⁰ No Room for Complacency. ICG Europe Report n°149, 23 octobre 2003, p 2.

¹⁰¹ Deux opérations de police réalisées fin août 2003 à Vaksince et début septembre 2003 à Brest (frontière du Kosovo) pour mettre fin aux agissements de deux « terroristes » (Avdi Jakupi et Hamdi Bajrami) ont été des fiascos sanglants par manque de dialogue, notamment, avec le parti albanaise au pouvoir.

¹⁰² Moving Macedonia Towards Self-Sufficiency : A New Security Approach for NATO and EU. ICG Balkans Report n°135, 15 septembre 2002, p 4.

En réalité, l'action à mener repose sur un renforcement important de l'Etat de droit. Elle doit être conduite à l'échelle régionale par des moyens internationaux, ne serait-ce que parce que cela évitera à la Macédoine d'être prise entre le marteau et l'enclume et d'adopter des positions internationales contraires à l'esprit de ses demandes d'adhésion, notamment à l'UE¹⁰³.

2.2.2 Renforcer l'Etat de droit :

Renforcer l'Etat de droit en Macédoine signifie quelques fois améliorer et adapter -la police et les forces armées- parfois construire -un vrai système judiciaire- souvent combattre -la corruption endémique.

2.2.2.1 La réforme de la Police et des armées

La pérennité d'une stabilisation certaine de la situation repose désormais sur l'implication plus importante de l'opération de police européenne « Proxima », en liaison avec l'OSCE qui met en œuvre son propre plan de réforme de la police¹⁰⁴. Succédant à l'opération européenne Concordia, mission militaire reprenant peu ou prou celle de l'OTAN début 2003, cette mission a pour objectif principal l'assistance aux autorités macédoniennes dans le développement des forces de police nationales pour les rendre conformes aux normes européennes et internationales au moyen d'activités de suivi, de tutorat et d'inspection de la gestion et des opérations de police¹⁰⁵. Les policiers internationaux qui y participent ne sont pas armés et la responsabilité sur le terrain revient aux policiers locaux.

Cette réforme passe par une décentralisation du commandement, mais également par un entraînement plus efficace, car les performances d'une police réellement « mixte », c'est à dire comportant des policiers albanais et macédoniens, demeurent pour le moment décevantes. De plus, comme le fait remarquer le rapport de l'ICG, une meilleure représentativité des différentes communautés est nécessaire. Les Albanais ne représentent par exemple que 7,5% des policiers, malgré les efforts entrepris dans le recrutement¹⁰⁶. Un rééquilibrage entraînerait d'une part une meilleure efficacité de l'action policière dans les

¹⁰³ La Macédoine a ainsi signé le 30 septembre 2002 un accord bilatéral d'immunité avec le Etats-Unis à propos de la Cour Internationale de Justice.

¹⁰⁴ Ce plan comporte 9 points : décentralisation du commandement, mise en place de groupes de discussion citoyens-police, remplacement des treillis camouflés par des équipements standards police, remplacement des personnels réservistes par des cadres professionnels, retour progressif à un niveau d'activités satisfaisant dans l'ex-zone de crise, amélioration du dispositif de dépôt de plainte à tous niveaux, identification, réhabilitation ou ouverture de postes de police, mise en œuvre d'une stratégie de média - communication, incluant la nomination d'officier communication, suppression des points de contrôle fixes.

¹⁰⁵ Council Joint Action 2003/681/CFSP du 29 septembre 2003 EUPOL PROXIMA. Art. 3

¹⁰⁶ No Room for Complacency. Op. cité p 5

zones à majorité albanaise. Il instillerait d'autre part progressivement la confiance dans l'appareil sécuritaire macédonien, confiance qui fait encore défaut aujourd'hui.

Certes, de gros efforts ont été réalisés. L'un des principaux a été la dissolution des « Lions », ces paramilitaires très controversés au service du gouvernement précédent, même si les conditions de cette dissolution demeurent discutables. Le gouvernement a en effet conservé les éléments les moins fiables (peut-être pour mieux les contrôler) en les reversant dans les forces armées et la police. Une réforme des services spéciaux est également nécessaire dans cette même perspective. Les relations entre police et forces armées doivent également être clarifiées, ce qui passe par une redéfinition du modèle d'armées nécessaire à la sécurité de la Macédoine.

Cette réforme est cependant largement entamée. Grâce à un accord politique avec le DUI (BDI), les armées ont vu leur champ d'action étendu à l'ensemble du pays courant octobre 2003, dans le cadre de la lutte antiterroriste qu'elles mènent en liaison avec la police. D'importantes réformes structurelles sont également en cours afin de réduire de manière drastique les effectifs à 12 000 hommes pour l'armée de terre et 60 000 toutes armées confondues et réorienter les capacités vers la lutte anti-guérilla. Il sera donc nécessaire de remplacer les équipements lourds type T55 et SU 25 par l'acquisition d'hélicoptères de transport et/ou d'attaque à la place. Cette réforme de fond s'accompagnera nécessairement d'une réduction des officiers généraux et supérieurs et donc d'une restructuration du commandement. Un fait majeur est à relever : l'abandon de la charge de la surveillance de la frontière par la "Border Brigade"¹⁰⁷ au bénéfice du ministère de l'Intérieur dès 2005¹⁰⁸ et donc à terme une transformation ou une disparition de cette unité héritée de l'époque communiste. Le ministère de la défense dispose d'un appui très marqué de la part de l'OTAN pour mener à bien ces réformes dans le cadre du « Military Action Plan » (MAP). Un officier général britannique est ainsi en place au sein du ministère pour apporter son expertise dans ce domaine.

2.2.2.2 La difficile réforme de la justice macédonienne.

Il s'agit probablement là de la réforme clé. Cette réforme est un des éléments les plus importants de la lutte anti-corruption engagée par le gouvernement Crvenkovski dès 2002. En Avril 2003, le gouvernement a ainsi publié un document intitulé « Stratégie pour combattre la corruption », qui fut repris dès juin de la même année par la commission anti-

¹⁰⁷ Il s'agit du nom désignant la brigade de gardes frontières.

¹⁰⁸ La frontière grecque sera ainsi confiée à la police dès mai 2004, tandis que la frontière bulgare le sera à la fin de l'année. Southeast European Times. www.balkantimes.com, 23 janvier 2004

corruption. Celle-ci fit des recommandations dans six domaines importants : la politique, l'administration publique, la justice, les instances de lutte contre la criminalité et la corruption, les instances économiques et financières, la société civile et les organisations internationales. Paradoxe significatif, la corruption apparaît comme la préoccupation majeure de la population albanaise et macédonienne.¹⁰⁹

Priorité des priorités, la réforme -la construction devrait-on peut-être dire- d'un appareil judiciaire nécessitera non seulement une réelle volonté politique macédonienne, mais également un soutien sans faille de la communauté internationale, tant le chantier est vaste : pauvreté des ressources, infrastructures faibles, carence en personnels spécialisés, absence d'indépendance de la justice, défiance de la population. Les réformes imposeraient, selon Slogana Taseva, de revoir ou d'adopter 40 lois, voire d'amender la Constitution¹¹⁰. Le financement des partis, l'instauration d'un Conseil d'Etat de la Justice (State Council of Justice), la nomination des juges, leur formation, l'établissement de procédures équitables et respectueuses du droit, tout ou presque doit être revu ou construit tout simplement. Il en va de même pour le système carcéral. Or il semble qu'il ne s'agisse pas là de la priorité actuelle du gouvernement malgré ce qui est affiché par les politiques et en dépit des recommandations faites notamment par la Commission européenne¹¹¹.

Par ailleurs, il semble que le soutien et la coordination internationales fassent défaut, malgré l'investissement de sommes considérables -près de 22 millions d'euros en 2003 de la part des Etats-Unis et de l'UE- et l'action de multiples organisations telles l'OSCE, la Banque Mondiale et même l'OTAN.

Il est pourtant impératif que ces réformes aient lieu car elles conditionnent, selon de nombreux observateurs, l'établissement d'un meilleur climat économique.

2.2.2.3 Le défi de la corruption :

Le dernier rapport de la Commission européenne note ainsi : « le niveau élevé de la corruption et la méfiance envers les institutions qu'elle entraîne sont des facteurs contraires à la croissance et à l'investissement et, de surcroît, à la réussite de beaucoup de réformes mises en place pour accélérer la transition du pays vers une démocratie et une économie

¹⁰⁹ Un sondage réalisé par l'Institut pour la Démocratie, la Solidarité et la Société Civile en janvier 2003 montre que 82% de la population soutient la campagne anti-corruption.

¹¹⁰ No Room for Complacency. Op. cité p 15.

¹¹¹ Commission Staff Working Paper. Op. cité p 8 et 32

modernes. »¹¹² Comme le note l'ICG¹¹³, le gouvernement Crvenkovski s'est notamment attaqué à l'ancien système, incarné par le VMRO-DPMNE (parti nationaliste macédonien) mais également le DPA (parti nationaliste albanais), dont 23 membres ont été poursuivis par la Justice, parfois arrêtés et souvent relâchés sans réelles poursuites. L'ex-présidente de la commission anti-corruption, Slagana Taseva, déclare : « Dans beaucoup de cas, la police joue son rôle, qui est alors stoppé par l'accusation ou bien par les tribunaux, la plupart du temps en raisons d'interventions politiques »¹¹⁴. Pour autant, le gouvernement dément qu'un pacte de « non-agression » ait été passé avec l'opposition. Le gouvernement actuel n'est pas non plus à l'abri de telles accusations comme en témoigne l'article déjà cité du journal Dnevnik¹¹⁵ du 1^{er} mars 2003 mettant en cause le Premier ministre lui-même à l'occasion de l'arrestation d'un homme d'affaire albanais douteux à Debar. L'opposition accuse par ailleurs des cadres du gouvernement en place d'être impliqués dans un trafic de pétrole et de détourner directement 45 millions d'euros par an des caisses de l'Etat.¹¹⁶ Vraies ou fausses, ces allégations montrent, en tout état de cause, l'imbrication très étroite de l'économie et du politique, directement issue de la période d'embargo et de blocus¹¹⁷.

Un changement de mentalité s'impose cependant parmi les élites, ainsi qu'une volonté politique à toute épreuve, car il s'agit de lutter en parallèle contre le crime organisé, autre mal endémique qui frappe la Macédoine et qui a déjà été exposé en première partie de ce mémoire. Certains observateurs n'hésitent pas à déclarer que cette lutte est un vœu pieux, car « le crime organisé est devenu la seule source économique viable pour les sociétés balkaniques exténuées par les plans de restructuration économiques imposés par le FMI. Au point que l'on peut parler aujourd'hui de société « escobarisées »¹¹⁸.

2.2.3 Economie : l'espoir européen

La Macédoine figure parmi les pays les plus pauvres d'Europe. Selon les Nations Unies, elle se situait en 2002 à la 65^{ième} position en terme d'indicateur de développement humain,

¹¹² Commission Staff Working Paper. Stabilisation and Association Report 2004, p 9.

¹¹³ No Room for Complacency. Op. cité p14

¹¹⁴ Ana Petruseva, Nevena Angelovska. Op. cité.

¹¹⁵ Branko Gjorgevski. Macédoine : les relations troubles du Premier ministre Crvenkovski. Op.cité

¹¹⁶ Macédoine : l'opposition accuse le gouvernement d'être impliqué dans les trafics de pétrole. Traduit par Julia Jovcevska pour le Courrier des Balkans. Dnevnik, 12 janvier 2004

¹¹⁷ La guerre en ex-Yougoslavie a été l'occasion de l'institutionnalisation de la contrebande d'Etat par de nombreux gouvernements privés de ressources par l'embargo qui les frappaient alors. Les réseaux de contrebandes, contrôlés au départ conjointement par les services spéciaux et les mafias ont parfois échappé à leurs créateurs ou servent directement des intérêts politiques particuliers.

ce qui la plaçait en queue du peloton des pays de l'UE (y compris les nouveaux entrants de 2004 et ceux qui la rejoindront en 2007). Son taux de chômage demeure préoccupant, tandis que son système législatif dissuade les investissements étrangers, de même que son administration publique pléthorique. Les réformes économiques sont donc devenues urgentes. Elles constituent à la fois un appel d'air pour des investissements étrangers indispensables à la reprise de l'économie mais également un geste de bonne volonté adressé à l'égard de l'Union européenne, dans la perspective d'une adhésion à l'horizon encore incertain.

2.2.3.1 Les réformes économiques :

La croissance semble avoir repris après le coup d'arrêt de 2001 (- 4,5%) survenu suite à la crise. Respectivement de + 0,7% en 2002 et de + 3 % en 2003, elle s'avère cependant insuffisante pour réduire le chômage, qui culmine à 37 % en 2003 (+ 5 points par rapport à 2002) et pour élever le niveau de vie. Pour autant, les indicateurs économiques, comme la production industrielle, augmentent (+ 7% au premier trimestre 2003). La principale préoccupation est donc selon la Commission européenne le chômage, non seulement parce qu'il y a peu de créations d'emplois, mais aussi parce que les restructurations dans le secteur public impliquent une réduction drastique des effectifs et surtout parce que l'économie souterraine perdure. Là également, il sera difficile de changer un comportement de survie, largement hérité du temps de l'ex-Yougoslavie, encourageant travail au noir et petits trafics.

Quelques signes positifs apparaissent malgré tout. L'inflation est demeurée bien en deçà des prévisions (1,2% en moyenne pour 2003 au lieu de 3%). Surtout, la politique budgétaire très stricte du gouvernement commence à porter ses fruits et assainit les comptes de l'Etat.¹¹⁹

Le frémissement entrevu en 2002 en matière d'investissement directs étrangers semble se poursuivre, puisqu'ils sont passés de 75 millions d'euros en 2002 à 100 millions en 2003. Néanmoins, le FMI note dans son dernier rapport sur la Macédoine que le pays peine à attirer les capitaux étrangers et locaux à cause d'un environnement général défavorable. « En conséquence, l'économie macédonienne reste à mi-chemin entre l'économie de

¹¹⁸ Genç Burimi, Le vœu pieux du combat contre le crime organisé dans les Balkans. www.colisee.org. 27 juin 2003.

¹¹⁹ Commission Staff Working Paper. Op. cité p 16.

transition et celle orientée vers un marché stable. »¹²⁰ La conjonction de la corruption et d'un système législatif indigent, évoqué plus haut, a entraîné, toujours selon le FMI, un effet négatif sur le développement du secteur bancaire et des investissements. Des efforts très importants ont été entrepris pour restaurer la confiance, à la fois de la population et des investisseurs. La privatisation des principales banques macédoniennes, l'arrivée d'investisseurs stratégiques étrangers sont des éléments significatifs dans ce domaine. Cependant, les procédures administratives dans le domaine de la création d'entreprises doivent être rénovées et allégées. De même, les investisseurs doivent être garantis par un champ législatif adapté.

2.2.3.2 la réforme de l'administration publique

Enfin, l'administration publique doit être réformée en profondeur. En effet, près de 45% de la population active appartiendrait au secteur public.¹²¹ Cette administration est elle aussi héritée du passé yougoslave. Elle n'a pas connu de réforme sérieuse depuis 15 ans. En même temps, elle a sans aucun doute évité la paupérisation d'une part encore plus grande de la population dans les années difficiles de l'accession à l'indépendance. Le gouvernement se trouve en réalité pris entre la nécessité de réduire de 4% par an le nombre de fonctionnaires, comme il s'y est engagé et parallèlement de respecter les engagements de l'Accord Cadre d'Ohrid qui lui impose d'engager davantage de personnes issues des minorités nationales. Les chiffres 2003 indiquent de fait une augmentation des effectifs de la Fonction Publique qui n'est pas sans poser une difficile équation, pour le moment impossible à résoudre.

2.3 Au-delà de la poursuite des accords d'Ohrid ? Les enjeux sur le long terme

Près de trois ans après leur signature, les Accords d'Ohrid (ou Accord Cadre d'Ohrid) prouvent, s'il en était encore besoin, qu'une solution politique est possible dès lors qu'il existe une réelle volonté politique. Certes, tout n'est pas achevé, mais la paix domine, malgré ici où là des incidents à caractère plus mafieux que politiques. De nombreux projets ont avancé et la situation, difficile encore sur de nombreux plans, s'améliore lentement. D'importants enjeux demeurent cependant en suspens et conditionnent les chances réelles de réussite du pays. La décentralisation, l'autre projet clé des réformes en cours,

¹²⁰ Former Yugoslav Republic of Macedonia : Financial System Stability Assessment. IMF Country Report n°03/374. Novembre 2003, p 5.

¹²¹ On peut rapprocher ce chiffre du poids estimé – entre 21 et 27 % - de la fonction publique en France. Chiffres 1998. www.ifrap.org

l'éducation, les mesures de confiance, les adhésions à l'OTAN et à l'UE sont autant de grands projets qu'il faudra mener à bien pour pérenniser le retour à la paix et un vrai développement de la Macédoine.

2.3.1 Un bref rappel sur l'Accord Cadre d'Ohrid

L'Accord Cadre d'Ohrid¹²², signé le 13 août 2001, mettait fin à la crise albanomacédonienne, sous la pression de la communauté internationale. Il imposait aux parties en présence, les différentes communautés « ethniques », une redéfinition en profondeur de leurs relations et des bouleversements très importants pour la société macédonienne. C'est ainsi que, la Constitution, notamment son préambule, dut être amendé afin de faire de la Macédoine l'Etat de tous les citoyens macédoniens, et non pas seulement du peuple et des minorités associées. De nouvelles dispositions furent édictées en ce qui concerne l'emploi de la langue albanaise et plus généralement des autres langues (turque, valach, rom, etc.), de nouvelles procédures parlementaires furent établies, garantissant une meilleure représentation des différentes composantes ethniques de la société macédonienne et de leurs aspirations (culturelles, sociales, politiques...). Enfin, ce principe d'une meilleure représentation fut étendu à la fonction publique, ainsi qu'à l'organisation territoriale du pays à travers le projet d'une décentralisation étendue.

De fait, la représentativité, entendue au sens large, progresse : adoption de nouveaux papiers d'identité et de passeports écrits en plusieurs langues, mise en place d'outils de traduction au sein du Parlement, recrutement de personnels issus des minorités dans la fonction publique, dont la police et les forces armées, etc.

Des lois importantes ont été adoptées par le Parlement, sans provoquer de réel drame, hors du jeu politicien : loi sur la nationalité, légalisation de l'Université de Tetovo, entre autres. Le retard de la signature présidentielle peut être vu comme une péripétie électorale et rien de plus.

Pour autant, d'autres grands chantiers sont à la traîne. La loi sur la décentralisation en est un exemple.

2.3.2 La décentralisation

Il s'agit bien là pourtant, avec la refonte de l'appareil judiciaire, de l'autre réforme clé de la candidature européenne de la Macédoine. Comme le fait remarquer Ana Petrusheva, cette

¹²² la version complète de l'Accord cadre peut être consultée sur le site de la présidence macédonienne : www.president.gov.mk

réforme est la seule qui représente des avancées réelles pour les deux communautés principales du pays¹²³. En effet, cette loi devrait donner aux autorités locales davantage de pouvoirs dans la gestion de l'économie locale, du plan d'occupation des sols et des infrastructures communales ainsi que dans le financement des écoles primaires et secondaires et dans le fonctionnement des infrastructures de santé. Par ailleurs, le nombre de municipalités devrait être réduit de 123 à 62, de façon à garantir leur viabilité.

Un des enjeux de cette réforme est lié au processus de la décentralisation fiscale et au renforcement de la capacité des municipalités à gérer leurs dépenses et surtout la collecte des taxes, notamment dans la perspective des élections locales de l'automne 2004. L'autre a trait au re-découpage des municipalités.

Pour autant, elle ne connaît que de faibles progrès et inquiète notamment les Macédoniens slaves. En effet, beaucoup y voient les prémices d'une fédéralisation. Cependant, il est à noter que ce sentiment, même s'il est ¹²⁴toujours présent dans la population macédonienne, tend à diminuer légèrement. Paradoxalement, le soutien populaire serait plus important lorsque le contexte de l'Accord cadre n'est pas mis en avant et que la réforme apparaît comme un acte majeur de changement dans la politique gouvernementale, et non comme une concession faite à la minorité albanaise sous la pression internationale. Ce qui signifie qu'il est peut-être nécessaire de dépasser l'esprit de l'Accord cadre afin qu'il soit mieux accepté par la population macédonienne slave, tout en en conservant la lettre pour la population albanaise.

Néanmoins, les objectifs n'ont pas été atteints pour le moment et le calendrier d'application de l'Accord a pris du retard dans les domaines cités ci-dessus. Les causes sont multiples. La première, et non des moindres, serait l'absence claire de volonté politique. D'une part le gouvernement macédonien réclame plus de temps, compte tenu de la complexité et de la sensibilité du sujet. D'autre part, le partenaire albanaise du gouvernement (le DUI), semble mettre peu d'enthousiasme à affronter les maires qui appartiennent pour beaucoup au DPA, son principal rival dans la communauté. Les arrières pensées politiciennes ne sont donc pas absentes du débat, loin s'en faut. Les difficultés rencontrées tiennent également à l'absence de volonté de la communauté internationale, notamment du FMI, qui voit poindre là une réforme dispendieuse et dangereuse pour le budget de l'Etat.

¹²³ Ana Petrusheva. Macédoine : une paix toujours fragile deux ans après les accords d'Ohrid. Traduit par Pierre Dérens pour le Courrier des Balkans. IPWR. 20 août 2003.

L'ICG¹²⁵ fait cependant remarquer que des mesures limitées mais concrètes pour rapprocher le pouvoir de la population peuvent néanmoins être prises. Autrement dit, un certain nombre de transferts pourraient être effectués, notamment ceux qui s'avèrent peu coûteux. Cela aurait le mérite de lancer réellement le processus de la décentralisation tout en conservant une marge de manœuvre en terme de délai pour mener à bien les chantiers les plus complexes. Par ailleurs, cela répondrait tout à fait au souhait de la population de voir se développer une démocratie locale plus participative, comme le montre le succès croissant des « Citizen Advisory Group ». Cette procédure de rencontre et de discussions mise en place au départ entre la police et la population sous l'égide de l'OSCE a démarré lentement à l'été 2002. Pour autant, son succès ne s'est pas démenti depuis, car de nombreux problèmes ayant trait davantage à la vie locale ont pu y être abordés. Ce qui a contribué à la retombée de la tension intercommunautaire et alimenté de fait le processus de décentralisation. La dernière cause qui doit être prise en compte est l'effet « pervers » des élections présidentielles et locales. De nombreux observateurs craignent, en effet, qu'elles retardent l'élaboration des décisions politiques et des lois nécessaires.¹²⁶ D'une part, l'élection de Branko Crvenkovski au poste de Président de la République a décapité le gouvernement et la présidence du SDSM (le parti de centre gauche du candidat). D'autre part, la désignation d'un nouveau gouvernement et donc la re-définition de l'attribution des postes clés entre les partis au pouvoir risquent de durer des semaines, voire des mois pour certains¹²⁷. Bref, cette année est, semble-t-il, politiquement perdue et risque de retarder les réformes, même si l'UE, par la voie de sa porte-parole à Skopje, fait pression sur les autorités pour maintenir l'effort : « On ne peut pas suspendre le processus des réformes pour cause de campagne électorale, mais étant donné le moment mal choisi, les élections vont influencer. Une suspension totale n'est pas un bon choix. Il faut maintenir le mouvement des réformes parce que respecter les termes de l'accord d'Ohrid est le seul chemin vers l'intégration européenne.¹²⁸»

La communauté internationale ne doit donc pas être absente durant cette période. Au contraire, elle doit même accroître sa coordination interne par la voix notamment de ces deux personnages emblématiques que sont le représentant spécial de l'UE et l'ambassadeur

¹²⁴ Dans un sondage Gallup, réalisé localement par l'agence Brima, ce sentiment serait passé de 64% en 2001 à 48% en 2002. Macedonia : No Room for Complacency. Op. cité p 16.

¹²⁵ No Room for Complacency. Op. cité p 18

¹²⁶ Le Point. Laser Monde. 8 avril 2004

¹²⁷ Ana Petrusheva. La campagne présidentielle menace de paralyser la Macédoine. Traduit par Pierre Dérens pour le Courrier des Balkans. IPWR. 26 avril 2004.

des Etats-Unis, tout en maintenant la pression sur les partenaires politiques : le gouvernement en pleine transition, le Parlement qui pour une fois devra peut-être travailler au mois d'août¹²⁹ pour mener la réforme de la décentralisation à son « terme » avant les élections de l'automne, sans oublier l'opposition qui devra rester tranquille.

2.3.3 L'éducation

Il ne s'agit pas seulement là d'une réforme indispensable au bon fonctionnement de la société macédonienne, mais également d'un enjeu fondamental pour l'avenir de cette même société. De nombreuses crises ont eu lieu dans le domaine de l'éducation depuis 1992 et ont parfois menacé gravement la paix entre les communautés¹³⁰. La revendication par la communauté albanaise d'une université faisait partie intégrante de ses exigences dans le cadre de l'Accord d'Ohrid.

Dans ce domaine en effet, les Albanais réclament une sorte « d'égalité des chances ». S'ils ont obtenu satisfaction assez rapidement dans l'éducation primaire et secondaire dès 1996, comme le rappelle Georges Castellan¹³¹, il en fut tout autrement dans l'éducation supérieure. Faisant face à d'importantes difficultés dans les examens d'entrée à l'université pour cause d'insuffisance linguistique en langue macédonienne, les Albanais réclamèrent une université en langue albanaise. Le gouvernement du président Gligorov refusa tout d'abord, craignant sans aucun doute de favoriser ainsi le nationalisme et le séparatisme albanais, à l'image de ce qui s'était passé au Kosovo. Il consentit néanmoins à ouvrir des cours en albanais à la faculté de Skopje. Mais cela fut jugé insuffisant par la communauté albanaise, qui continua contre la volonté du gouvernement à fréquenter l'université désormais illégale de Tetovo, malgré la création d'une autre université –l'université du Sud Est- à Tetovo avec l'appui de l'Union européenne et du DPA. A cela s'ajoute en réalité une vraie lutte d'influence entre les deux principaux partis albanais –le DUI et le DPA- pour le contrôle de l'éducation de la jeunesse albanaise. Ces dissensions expliquent le blocage de la situation pendant de très nombreux mois, le recteur actuel de l'université de Tetovo faisant partie de la mouvance du DUI.

¹²⁸ Sheena Thompson in La campagne présidentielle risque de paralyser la Macédoine. Ana Petrusseva. Op. cité.

¹²⁹ Traditionnellement, le Parlement ne travaille pas en Août.

¹³⁰ En 1994-1996, crise de l'université de Tetovo qui fit un mort ; en 2002, crise des noms des écoles qui provoque de grosses tensions dans la région de Tetovo entre Macédoniens et Albanais en pleine transition politique ; en 2003, incidents de Kumanovo, les Macédoniens refusant l'entrée d'étudiants albanais.

¹³¹ Georges Castellan. Op. cité p 101-102

Le 21 janvier 2004, la légalisation de l'université fut cependant votée par de nombreux députés, ceux des partis nationaliste et libéral macédoniens exceptés.¹³² L'opposition macédonienne, conduite par le VMRO-DPMNE, refusa cette légalisation au prétexte qu'elle favorisait la partition ethnique. Le président Trajkovski a tergiversé devant les pressions de son parti et n'a pas souhaité signer la loi sans obtenir l'assurance préalable qu'il serait soutenu par le principal parti albanais lors de la prochaine présidentielle¹³³. Sa mort prématurée en mars a de facto mis un terme aux tractations politiques.

Cette crise, qui influença considérablement les rapports interethniques en Macédoine, est peut-être en train de toucher à sa fin; et la légalisation de l'Université de Tetovo permettra l'édification d'un troisième pôle d'éducation supérieur en Macédoine. Il n'est pas pour autant question de fusionner les Universités de Tetovo et du Sud Est, comme l'annoncent un peu prématurément certains médias¹³⁴. D'autant qu'il s'agit d'un côté d'une institution publique et de l'autre d'une institution privée. Ce pôle permettra peut-être d'attirer les femmes albanaises dans l'éducation supérieure, alors qu'elles y sont sous-représentées. En tout état de cause, des progrès substantiels ont été réalisés dans ce domaine puisque les étudiants albanais représentent aujourd'hui dans l'éducation supérieure près de 14% des étudiants macédoniens.¹³⁵

Hors du champ de l'éducation supérieure, il convient de trouver également des solutions afin de « re-socialiser » les jeunes Albanais qui ont prématurément quitté le système éducatif et qui aujourd'hui sans qualification, sont tentés par les multiples petits « boulots », notamment ceux liés aux trafics en tous genres. Il s'agit donc de faire un effort substantiel dans le domaine de l'éducation technique et de l'apprentissage, domaines qui ont souffert des multiples réformes sans réelle continuité des gouvernements successifs.

Plus préoccupante est la politisation croissante de l'éducation de ces dernières années, qui montre s'il était encore besoin qu'il s'agit là d'un champ de force, sinon d'affrontement, des différentes communautés. La communauté turque revendique par exemple par l'intermédiaire de son parti, le TDP – Türk Demokratik Partisi- un enseignement en turc dans les régions où elle est fortement implantée.¹³⁶ Couplée à un risque accru de fracture ethnique si les écoles ethniques se développaient, la politisation de l'éducation est un

¹³² Katica Cangova. Reconnaissance officielle de l'université de Tetovo. Utrinski Vesnik. 22 janvier 2004. Traduit par Ivana Dimitrovska pour le Courrier des Balkans.

¹³³ Xhelal Neziri. Marchandage politiques autour de l'Université de Tetovo. Lobi. 2 février 2004. Traduit par Arben Fetaj pour le Courrier des Balkans.

¹³⁴ Zaklina Gjorgevik. L'Université de Tetovo va trouver sa place. Utrinski Vesnik. 3 février 2004. Traduit par Julia Jovcevska pour le Courrier des Balkans.

¹³⁵ Ils représentaient 4,8% en 2000/2001. Commission Staff Working Paper. Op. cité p 12

danger majeur pour le processus de normalisation en Macédoine. Le sujet doit donc être pris très au sérieux par les autorités. Bien sûr, il en va de l'avenir de la jeunesse du pays, qui doit être assurée de disposer d'un système éducatif performant et répondant aux aspirations de tous. Mais c'est également par cette voie que la connaissance de l'autre, puis la confiance mutuelle pourront être édifiées.

2.3.4 Les mesures de confiance interethniques :

30% de la population, toutes origines confondues – la proportion est la même quelle que soit l'origine ethnique- mettent au premier rang de leurs préoccupations les relations interethniques.¹³⁷

Il apparaît en effet que la volonté de vivre ensemble des Albanais et des Macédoniens s'est dégradée depuis 2001. Le conflit a inévitablement poussé les communautés à se replier sur elles-même¹³⁸, mais il s'agit plus, comme le montrent les sondages effectués par l'ONU en Macédoine, d'une méfiance qui a du mal à se dissiper même deux ans après la crise de 2001. En effet, en janvier 2003, les Albanais étaient encore 38% à être favorables à une Macédoine pluriethnique, alors qu'ils étaient près de 62% côté Macédoniens¹³⁹. De plus, si environ un quart de la population perçoit une évolution positive de la situation, près de 60% des Macédoniens et 54% des Albanais –mais également 55% des autres communautés- n'en perçoivent aucune. La restauration de la confiance entre communautés est donc primordiale pour la poursuite du processus d'édification de l'Etat de Macédoine. Elle passe par la nécessité de solder le conflit de 2001 dans les trois domaines suivants : le problèmes des personnes disparues, les crimes de guerre et la reconstruction des édifices religieux détruits durant le conflit.

Le problème des personnes disparues pourrait presque apparaître anecdotique au regard du nombre : 20 personnes sont en effet portées disparues en Macédoine –13 Macédoniens, 6 Albanais et 1 citoyen bulgare- alors qu'elles sont près de 4000 au Kosovo et près de 30000 en Bosnie. Cependant, l'absence de résolution des cas de disparition, l'impact politique de certains¹⁴⁰ cas , la présence en Macédoine de personnes impliquées directement ou

¹³⁶ Nathalie Clayer. L'islam, facteur des recompositions internes en Macédoine et au Kosovo. Op. cité p 190

¹³⁷ Early Warning Report, FYR Macedonia, No1, 2003, p 41. United Nations Development Programme.

¹³⁸ En mai 2001, 71% des Albanais étaient favorables à une Macédoine mixte. En octobre de la même année, ils n'étaient plus que 61% et en juin 2002, 39%. Tim Judah. « Greater Albania » Gathers Support. Balkan Crisis Report No 341, juin 2002. www.ipwr.net

¹³⁹ Early Warning Report . Op. cité p 42

¹⁴⁰ Une des personnes disparues est en effet liée à la famille d'Ali Ahmeti, chef du DUI, parti albanais. Cette disparition met par ailleurs directement en cause le ministre de l'Intérieur du gouvernement précédent, Ljube Boskovski qui détiendrait des informations.

indirectement dans ces disparitions¹⁴¹, la méfiance des uns et des autres vis à vis de la communauté internationale accusée de partialité ne contribuent pas à apaiser ce douloureux problème.

Le bras de fer entre Carla Del Ponte, qui souhaitait pouvoir se saisir de tous les cas de crimes de guerre à venir, et le gouvernement macédonien a pris fin le 04 octobre 2002, lorsque le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie s'est enfin prononcé pour la saisie des cinq cas de crimes de guerre avérés¹⁴². Tous les autres crimes qui pourraient avoir eu lieu et qui seraient révélés ultérieurement seront à la charge des juridictions locales, qui devront néanmoins tenir compte de la loi d'amnistie¹⁴³ concernant les ex-commandants de l'UCK M. La Justice et la Police macédoniennes n'ont pas toujours tenu compte de cette loi d'amnistie durant les années 2002-2003, ce qui a parfois entraîné de fortes tensions politiques et interethniques, mais les choses semblent désormais s'améliorer sensiblement.

Enfin, la reconstruction des édifices religieux est sans aucun doute un domaine à explorer, car il pourrait contribuer à rapprocher les communautés au travers de projets culturels communs. Une douzaine d'édifices religieux orthodoxes ou musulmans ont été endommagés voire détruits lors de la crise de 2001, suite à des opérations militaires ou à des sabotages. La mosquée de Slupcane, au Nord-Est de Skopje avait ainsi été détruite par des bombardements lors de combats. Le monastère de Lesok, dans la région de Tetovo, a lui été plastiqué et miné alors même que l'Accord d'Ohrid venait d'être signé. Ce dernier fait l'objet d'un programme de reconstruction de la part de l'Agence européenne pour la Reconstruction ? qui devrait s'élever à au moins 400 000 €, que les travaux ont effectivement commencé en juillet 2003. Il en va tout autrement à Prilep et Bitola, où des mosquées n'ont toujours pas été réhabilitées. Or il s'agit pourtant là du patrimoine culturel et religieux « macédonien », dont la diversité et la beauté ne sont pas à négliger dans la prise de conscience de l'existence d'un bien commun.

¹⁴¹ Côté Albanais, un ancien commandant de l'ex-UCK M, Daut Rexhepi – alias Commandant Leka-détiendrait des informations sur les disparitions de Macédoniens dans la région de Tetovo. Il est actuellement libre de ses mouvements et « règne » sur une partie de Tetovo. Sources de l'auteur.

¹⁴² In Re : The Republic of Macedonia – case No. IT-02-55-MISC.6, « Decision on the Prosecutor's Request for Deferral and Motion for Order to the Former Yugoslav Republic of Macedonia », 4 octobre 2002, <http://www.un.org/icty/Supplement/supp37-e/misc.htm>

¹⁴³ L'Accord d'Ohrid prévoit que les ex-guérilleros de l'UCK-M non suspectés de « crimes de guerre » et non passibles de poursuites par le TPIY soient amnistiés.

2.4 Les adhésions à l'OTAN et à l'UE

En définitive, le plus important espoir de normalisation réside peut-être dans le geste significatif qui vient d'être fait en direction de la Macédoine par l'OTAN et l'UE.

En effet, la perspective d'une adhésion à l'OTAN dès 2007 et celle d'une adhésion à l'UE à l'horizon 2010-2012 ne sont plus simplement du domaine du rêve

Paradoxalement, il ne faudrait pas distiller la fausse impression dans l'esprit des Macédoniens que ces gestes n'ont été possibles que parce qu'il n'y avait plus de troupes étrangères sur le sol macédonien. En réalité, ce n'est qu'à moitié vrai, puisque la mission PROXIMA se poursuit, même s'il ne s'agit plus d'une mission militaire. Cependant, il s'agit bien d'une mission d'assistance ayant trait à la sécurité même du pays. De plus, la problématique sécuritaire de la Macédoine, déjà évoquée à plusieurs reprises dans cet essai, ne peut être résolue et prise en charge uniquement par la Macédoine seule. Enfin, si l'entrée dans l'OTAN apparaît de plus en plus proche, le chemin qui mènera la Macédoine dans l'UE est encore pavé d'embûches, malgré les investissements très importants consentis par l'Union. La perspective d'une amélioration sensible de la situation est donc bien réelle, mais dans le moyen terme seulement.

2.4.1 Une adhésion annoncée.

La Macédoine se rapproche de plus en plus de l'OTAN, malgré l'échec du sommet de Prague en novembre 2002 durant lequel elle espérait bien être invitée à rentrer dans le club des nouveaux adhérents. Elle a ainsi entrepris des réformes très importantes, et déjà évoquées, de son appareil de défense, ce qui l'a considérablement rapprochée des standards occidentaux. De plus, elle est engagée dans le Partenariat pour la Paix depuis novembre 1995. Elle participe, en outre, aux opérations en Afghanistan et en Irak, certes modestement, démontrant ainsi qu'elle est un allié sur lequel les Etats-Unis peuvent désormais compter. Rappelons tout de même, qu'en 1999 la Macédoine a accueilli sur son sol les forces de l'OTAN s'apprêtant à envahir le Kosovo, tandis que la Grèce, pour ne citer qu'elle, refusait le survol de son territoire par les avions de l'Alliance...

Réduisant drastiquement ses effectifs, elle a également publié une nouvelle « directive » de défense stratégique –Stategic Defense Review- qui situe précisément le rôle de la Macédoine dans son environnement régional. Elle inscrit son action dans une perspective de coopération régionale et de stabilisation accrue de la région¹⁴⁴. Elle réaffirme notamment les engagements pris lors de la signature de la Charte de l'Adriatique avec les

Etats-Unis en 2003¹⁴⁵. Il est donc légitime que le pays place beaucoup d'espoirs dans le sommet d'Istanbul. Robert Simons, le chef de la délégation d'inspection de l'OTAN en Macédoine –pour l'accession- a, en outre, déclaré qu'il était très optimiste quant à la teneur du communiqué du sommet en juin prochain.¹⁴⁶ Il est vrai que les Etats-Unis n'ont pas ménagé les signes d'encouragement à l'égard de la Macédoine.

2.4.2 La Macédoine à la porte de l'Union européenne.

Si l'adhésion à l'OTAN semble quasiment acquise – au moins dans l'esprit des Macédoniens – il n'en va pas de même pour l'accession à l'UE qui demeure encore lointaine et imprécise. Cependant, la Macédoine a déposé officiellement fin mars sa candidature à l'accession. Symboliquement, il s'agissait de la même lettre, signée par le Président Trajkovski, qui devait être déposée le 26 février lorsque son avion s'est écrasé en Bosnie. Le défi est très important pour la Macédoine, comme l'a fait remarqué à juste titre le Premier ministre Crvenkovski à cette occasion.¹⁴⁷ Il n'y a en effet aucune alternative à ce choix ; et si la Macédoine semble décidée à faire face à ses obligations en accélérant notamment les réformes envisagées dans le cadre du Processus d'Association et de Stabilisation, l'UE, par la voix de la Commission, demeure réservée sur les capacités réelles de la Macédoine. D'autant que « le facteur temps » ne semble pas pris en compte quant à l'évolution des réformes qu'impose au préalable la mise en œuvre de l'Accord d'Association et de Stabilisation qui est entré en vigueur le 1^{er} avril 2004.

En effet, de nombreuses réformes n'en sont encore qu'à leur stade initial ; et les perspectives budgétaires, ainsi que les capacités de l'administration locale, ne semblent pas inciter à l'optimisme.¹⁴⁸ La Commission note par ailleurs que les conditions pour maximiser l'impact de l'Accord sont les suivantes : améliorer la coordination et rationaliser les efforts en matière de réformes à court et moyen termes, renforcer les institutions, mettre sur pied une capacité qui permette d'assurer le respect du nouveau cadre légal. Autant dire, qu'il s'agit d'abord de mener à terme les réformes évoquées dans la deuxième partie de cet essai. L'exigence de telles conditions pourraient, néanmoins,

¹⁴⁴ Macedonia's Road to NATO. Why Macedonia in NATO ? 10 octobre 2002. www.president.gov.mk

¹⁴⁵ La Charte de l'Adriatique fut signée le 02 mai 2003 à Tirana en présence des ministres des Affaires Etrangères des Etats-Unis, de l'Albanie, de la Croatie et de la Macédoine. Les contractants s'engagent à développer leurs relations en matière de défense, d'économie mais également à poursuivre leurs réformes internes en vue d'améliorer la sécurité régionale. Ce document réaffirme clairement l'objectif de l'entrée dans l'OTAN.

¹⁴⁶ Macedonian Information Center. 06 février 2004.

¹⁴⁷ Macedonian Information Center. 23 mars 2004.

¹⁴⁸ Commission Staff Working Paper. Op. cité p 23

apparaître comme une mesure de défiance à l'égard des pays candidats. Comme le fait remarquer Dimitrios Triantaphyllou¹⁴⁹, les pays des Balkans occidentaux ont déjà l'impression d'être tenus à distance.

Le processus de stabilisation et d'adhésion a pour but d'encourager et de soutenir les réformes internes. Mais en dehors de ses exigences - les réformes portent sur des secteurs clé comme l'ouverture des marchés, le commerce, les politiques sectorielles, la Justice et les affaires intérieures - il ne définit pas précisément l'engagement de l'UE à intégrer le pays "contractant", si bien que ce processus pourrait durer des années. Il est donc nécessaire que l'UE confirme de façon formelle son "choix des Balkans"¹⁵⁰, donc celui de la Macédoine. Donato Chiarini, l'ambassadeur de l'UE en Macédoine, a bien réaffirmé que la question n'était plus de savoir si la Macédoine devait être ou non admise au sein de l'UE, mais quand et de quelle manière¹⁵¹. L'incertitude demeure donc.

Néanmoins, la Macédoine continue de recevoir une aide considérable de l'UE. De 1992 à 2003, cette aide s'est ainsi élevée à environ 677 millions d'euros dont 43,5 millions uniquement pour 2003 au travers du programme CARDS¹⁵² - Community Assistance for Reconstruction, Development and Stabilization. Ce programme remplace les programmes PHARE -développement économique- et OBNOVA -reconstruction- et touche tous les domaines clé de la vie économique et politique de la Macédoine. Il a vu son montant augmenté de près de 13% en 2004 -soit 5,5 millions d'euros supplémentaires- afin d'accroître le soutien apporté à l'Accord cadre d'Ohrid pour améliorer la représentativité des communautés dans l'administration dans la perspective de la décentralisation.

D'un côté, il existe donc une réelle volonté de progresser vers l'intégration européenne. De l'autre, de nombreux signes d'encouragement sont donnés par l'Europe sous des formes diverses, dont les investissements financiers ne sont pas les moindres. Il convient donc désormais de sortir de ce "brouillard d'incertitudes"¹⁵³ et d'affirmer clairement la volonté européenne d'intégrer la Macédoine en son sein à une date qui doit être précisément fixée. Il ne s'agirait pas de décourager, comme le craignent Dimitrios Triantaphyllou et Georges-Marie Chenu¹⁵⁴, les réformateurs et de faire ainsi le jeu de la corruption et du crime

¹⁴⁹ Dimitrios Triantaphyllou. Les Balkans entre stabilisation et adhésion. Cahier de Chaillot No 64, septembre 2003, p 62.

¹⁵⁰ Ravier Solana. Le choix des Balkans. Le Figaro. 8 mai 2002

¹⁵¹ Macedonian Information Center. 06 avril 2004.

¹⁵² CARDS Assistance Program. Former Yugoslav Republic of Macedonia 2002-2006. Commission européenne. Décembre 2001. <http://europa.eu.int>

¹⁵³ Dimitrios Triantaphyllou. Op. cité p 77

¹⁵⁴ Georges-Marie Chenu. Les élections de 2002 EN ex-Yougoslavie: un sérieux avertissement pour l'Occident. <http://www.diploweb.com>

organisé que paradoxalement l'Union tente de combattre. Le défi demeure d'importance, non seulement pour la Macédoine, mais également pour l'Europe. Si les doutes de Triantaphyllou sur la volonté de l'Europe à intégrer les pays des Balkans occidentaux ne peuvent être partagés - d'une manière globale- ils mettent cependant en exergue les liens très étroits qui unissent désormais la sécurité de l'Union et ces pays. Comme le déclare Javier Solana : "la réunification de l'Europe et l'adhésion de nouveaux Etats vont renforcer notre sécurité mais également rapprocher l'Europe de régions à risques. Notre mission est de promouvoir une ceinture de pays bien gouvernés à l'est de l'Union européenne et sur les frontières de la Méditerranée, avec laquelle nous bénéficierons d'étroites relations de coopération. L'importance de cette tâche s'illustre parfaitement dans les Balkans, où l'Union européenne, avec l'OTAN et d'autres partenaires, s'est engagée à instaurer la stabilité, une bonne gouvernance et une intégration aussi étroite que possible de la région à l'Europe. Cet effort doit être soutenu pendant plusieurs années."¹⁵⁵ Gageons que la Macédoine ne restera pas sur le seuil de l'Europe.

¹⁵⁵ Javier Solana. A Secure Europe in a Better World. Document présenté au Conseil européen de Thessalonique, 20 juin 2003. <http://ue.eu.int/pressdata/EN/reports/76255.pdf>

Conclusion

Y a-t-il en définitive des raisons d'être résolument optimiste quant à l'issue de la crise macédonienne? Le conflit de 2001 rappelait à l'Europe les heures sombres du XIX^{ème} siècle durant lesquelles les grandes puissances s'affrontaient dans les Balkans pour le contrôle des richesses et des voies commerciales, conduisant irrémédiablement aux deux grands conflits mondiales du XX^{ème} siècle. De nos jours, les choses ont changé puisqu'il ne s'agit pas d'un affrontement direct ou indirect entre grandes puissances. Bien au contraire, elles sont unies, au travers des organisations internationales, dans la recherche d'une solution définitive afin d'instaurer la paix dans cette région. Les conditions du règlement ont changé également, puisque l'Accord cadre d'Ohrid n'a pas été signé par des ministres étrangers, ignorant tout de la situation locale, mais par des acteurs locaux porteurs des espoirs de la population. Certes les acteurs extérieurs ne sont pas loin, mais ils agissent désormais davantage en "tuteurs" des accords. Ils apportent également la garantie d'une aide et d'un engagement importants de la communauté internationale dans la mise en œuvre des accords.

Le défi est immense. Les réformes nécessaires à la normalisation demanderont encore des efforts. Les foyers de tensions demeurent. Mais il n'y a pas de fatalité en Histoire, même si des tendances lourdes existent en Macédoine comme dans la plupart des pays de la région. L'irrationalité de la menace externe en est une mais elle n'a pas de fondements dans la perspective d'une Europe élargie. L'amélioration générale des relations de la Macédoine avec ses voisins démontre de fait que les dirigeants en ont désormais conscience. En revanche, la menace interne est toujours présente dans les esprits. "Les politiques des Etats sont plus déterminées par la perception qu'ils ont de leur propre vulnérabilité et des menaces extérieures que par leur réalité objective. Cet adage est d'autant plus vrai dans les Balkans que la composition ethnique de cette région est fort complexe et que ses peuples se sont violemment opposés dans le passé. Les minorités, et plus particulièrement les minorités religieuses, sont perçues comme porteuses de projets irrédentistes. Et l'Etat voisin, quand il n'est pas soupçonné de nourrir quelques machiavéliques projets de conquête, souffre d'une image entachée de nombreux stéréotypes. Peurs irrationnelles, sentiments de menace, complexe d'encerclement et besoin de définir les ennemis de la nation sont, aujourd'hui encore, le lot quotidien des peuples balkaniques."¹⁵⁶

¹⁵⁶ Sylvie Gangloff, in Xavier Bougarel. Op. cité. La politique balkanique de la Turquie et le poids du passé ottoman, p354.

Cesser de considérer son voisin comme un ennemi potentiel sera une étape importante dans le processus. Or, malgré les difficultés, il est étonnant de voir que les populations (toutes origines confondues) partagent déjà les mêmes inquiétudes et qu'elles ont globalement les mêmes attentes. Il est indéniable qu'il faudra beaucoup de temps, des conditions économiques favorables et une réelle volonté de part et d'autre de vivre ensemble pour dépasser ce que l'Histoire tend à faire passer pour une incompatibilité fondamentale. Il est donc indispensable de démontrer aux populations vivant en Macédoine qu'il n'y a pas d'alternative possible à un Etat des citoyens macédoniens, qu'ils soient d'origine slave, albanaise, turque, valach, rom, serbe, grecque ou bulgare. Un autre adage dit que les peuples qui sont sans mémoire, sont sans avenir. A l'heure où la Macédoine s'engage résolument dans la voie de l'intégration européenne, il est peut-être temps de dépassionner le débat historique tout en réaffirmant l'existence des Etats de la région dans leurs frontières actuelles. De plus, la richesse culturelle de la Macédoine devrait faciliter, plutôt que l'empêcher, l'édification d'une image historique commune où chaque composante de la société macédonienne a sa place. Le règlement de l'épineuse question de l'enseignement supérieur et de la création de l'université de Tetovo peut à cet égard jouer un rôle important, car c'est autour de l'éducation de la jeunesse macédonienne que doit être édifié un projet d'avenir en commun.

La réalisation de ce projet nécessite cependant un fort investissement des volontés locales, une prise de position nette des représentants albanais à l'égard de l'Etat macédonien -bien qu'Ali Ahmeti et son parti ont réaffirmé à plusieurs reprises leur attachement à un Etat macédonien unique- et un soutien très actif de la communauté internationale. Il s'agit également de décourager toute tentative d'agitation nationaliste de quelque bord que ce soit. A cet égard, la publication d'une liste noire des adversaires des Accords d'Ohrid par l'Union européenne constitue un pas significatif en ce sens.

"La République de Macédoine [...] a encore besoin d'être stimulée dans son développement pour parvenir à la prospérité. La solution des problèmes politiques et sociaux n'est pas l'objectif ultime. L'action à cette fin n'est raisonnable que s'il existe des bases requises pour améliorer le bien-être des habitants et il appartient aux dirigeants d'en assumer la responsabilité et de créer la prospérité."¹⁵⁷ En déclarant cela, le Président macédonien, décédé en mars dernier, pointe du doigt l'impérieuse nécessité qu'il y a à améliorer la vie des Macédoniens en parallèle d'un règlement politique devenu

¹⁵⁷ Boris Trajkovski. Discours devant l'assemblée parlementaire de l'Europe. 27 juin 2002. <http://www.coe.int>

indispensable mais non exclusif. Curieusement, il démontre de ce fait que le "fait économique" est peut-être plus important que le "fait ethnique" en Macédoine, ce qui pourrait expliquer bien des particularités de la question macédonienne tout au long de l'Histoire.¹⁵⁸

Là encore, la communauté internationale, et tout particulièrement l'Europe, a un rôle très important à jouer, en ce qu'elle doit assurer une cohérence sur les court, moyen et long termes de ses actions et non se contenter de perfuser la Macédoine par pur acharnement thérapeutique. Un but doit être assigné à cette aide massive tant pour les Macédoniens comme pour les Européens (au sens de ceux qui sont déjà dans l'Union).

" J'ai consacré beaucoup de temps et d'énergie aux Balkans et cela en valait la peine. C'est "notre pré carré", notre voisinage. Le passage de la guerre et du désordre à la paix et la stabilité dans les Balkans a un impact direct et immédiat sur la vie des citoyens de l'Union.¹⁵⁹

Les événements des Balkans ont une incidence directe sur la sécurité de l'ensemble de l'Europe. Et l'Union européenne a un intérêt immédiat dans cette région : ce sont des voisins avec lesquels elle a beaucoup en commun. [...] Notre approche se fonde sur un engagement à long terme, tant au niveau politique, militaire que financier. L'autre option, que représenterait un conflit interminable et violent, est finalement bien plus coûteuse¹⁶⁰.

[L'Union européenne] n'a pas une stratégie "de sortie" mais une stratégie "d'entrée", avec la perspective de devenir membre. Néanmoins, la situation actuelle demeure fragile et nous devons rester attentifs à consolider les tendances positives qui sont apparues [récemment].¹⁶¹"

C'est ce qui pourrait être appelé un optimisme raisonnable.

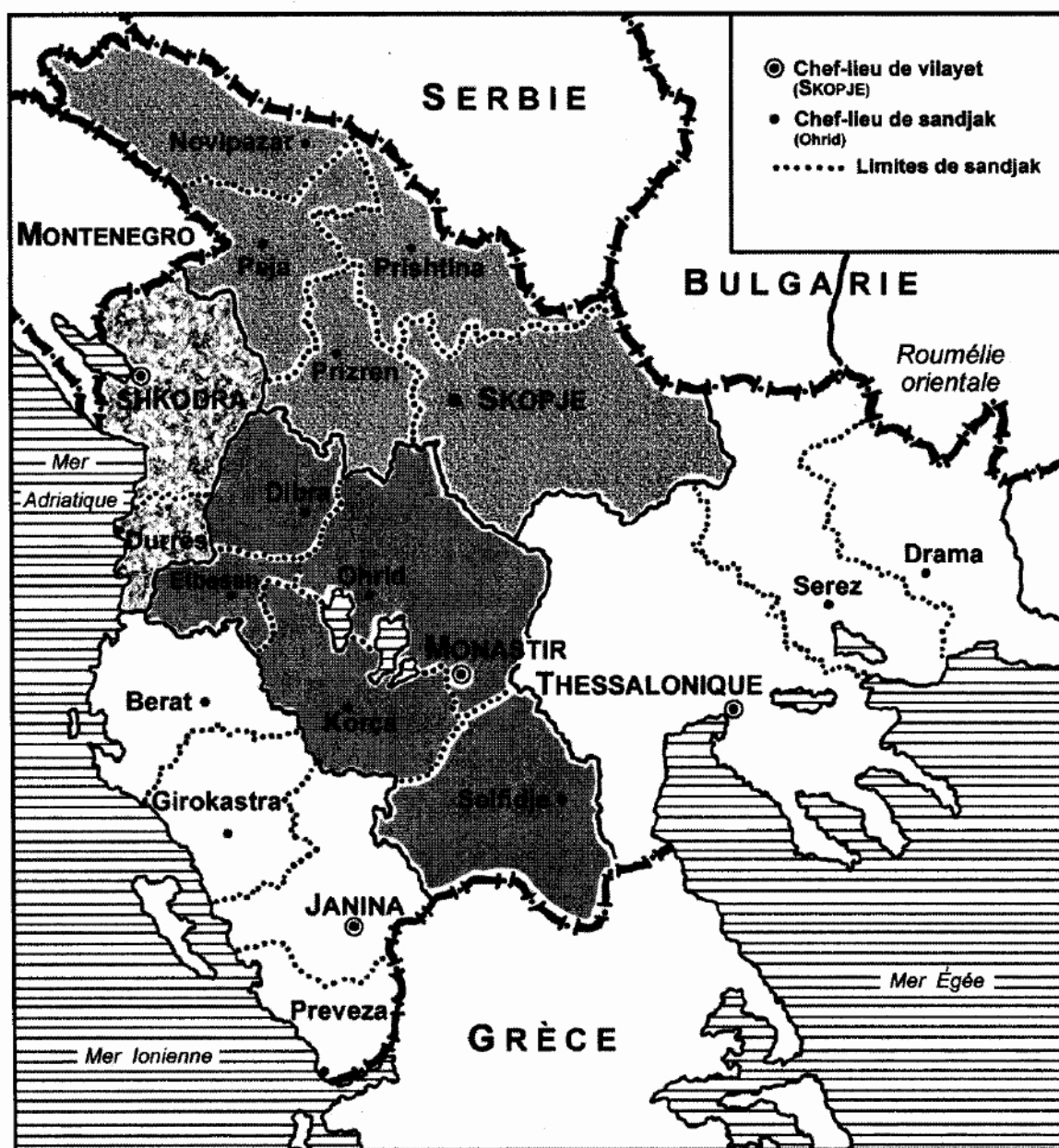
¹⁵⁸ Basil C.Gounaris. Macedonian Questions. Southern European and Black Sea Studies, Vol. 2, No 3, septembre 2002, pp. 63-94. L'auteur démontre dans cet article que le partage équitable des ressources (qui peuvent être étendues au-delà des terres, des matières premières à l'emploi) serait une des clés de la normalisation de la situation en Macédoine au regard de l'Histoire, davantage que le "prétexte" ethnique.

¹⁵⁹ Javier Solana, discours au Groupe de travail de l'Action externe de la Convention, Bruxelles, 15 octobre 2002.

¹⁶⁰ Javier Solana, "Europe: Security in the Twenty-First Century", The Olof Palme Memorial Lecture, Stockholm, 20 juin 2001.

¹⁶¹ Javier Solana, intervention sur "The EU's Role in the Balkans", réunion informelle des ministres européens de la Défense, Rethymnon, 5 octobre 2002.

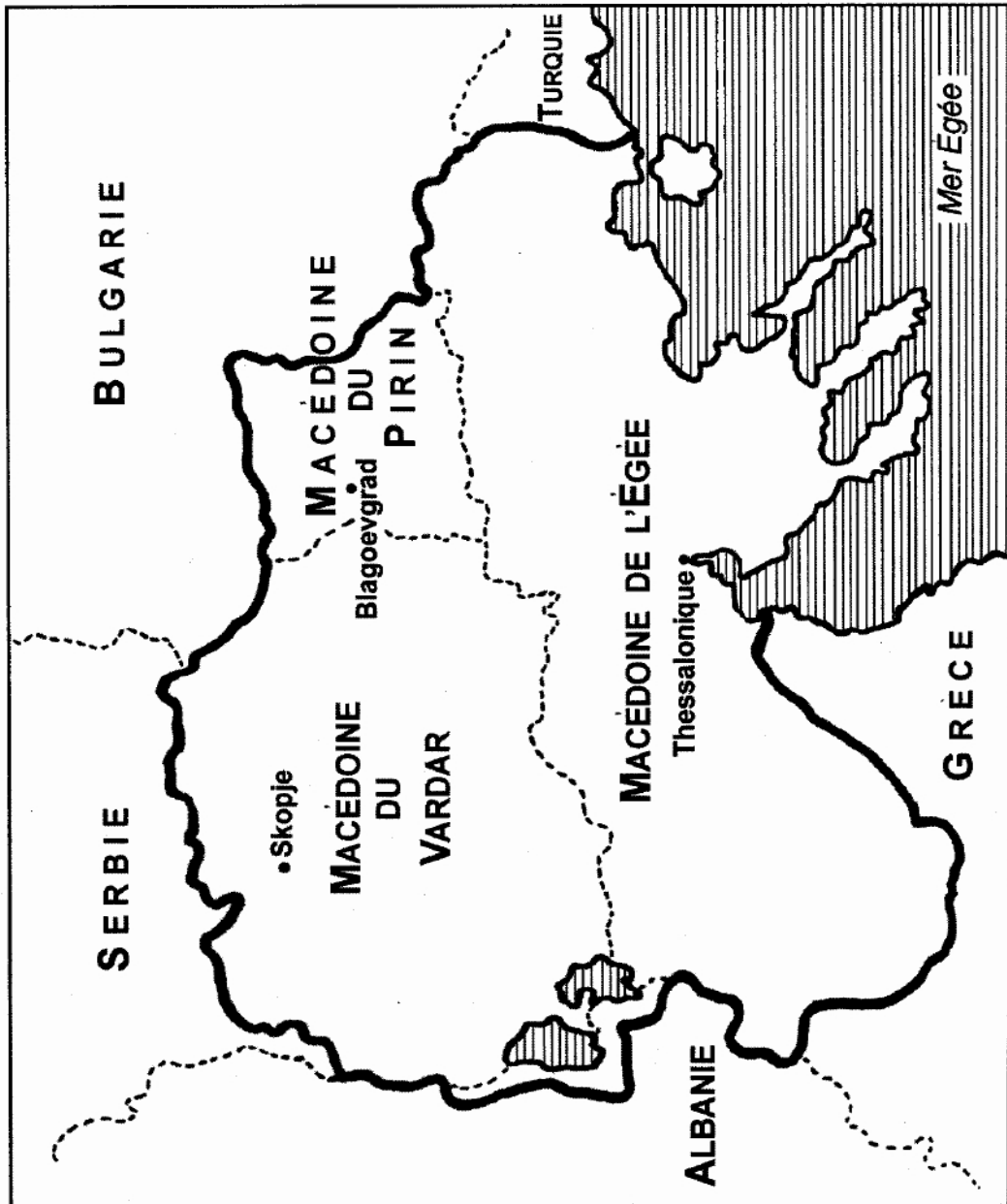
LA MACÉDOINE DANS L'EMPIRE OTTOMAN



Vilayets et sandjaks en Macédoine et dans les Balkans en 1881

Source : Georges Castellan, Un pays inconnu, la Macédoine. Editions ARMELINE. 2003

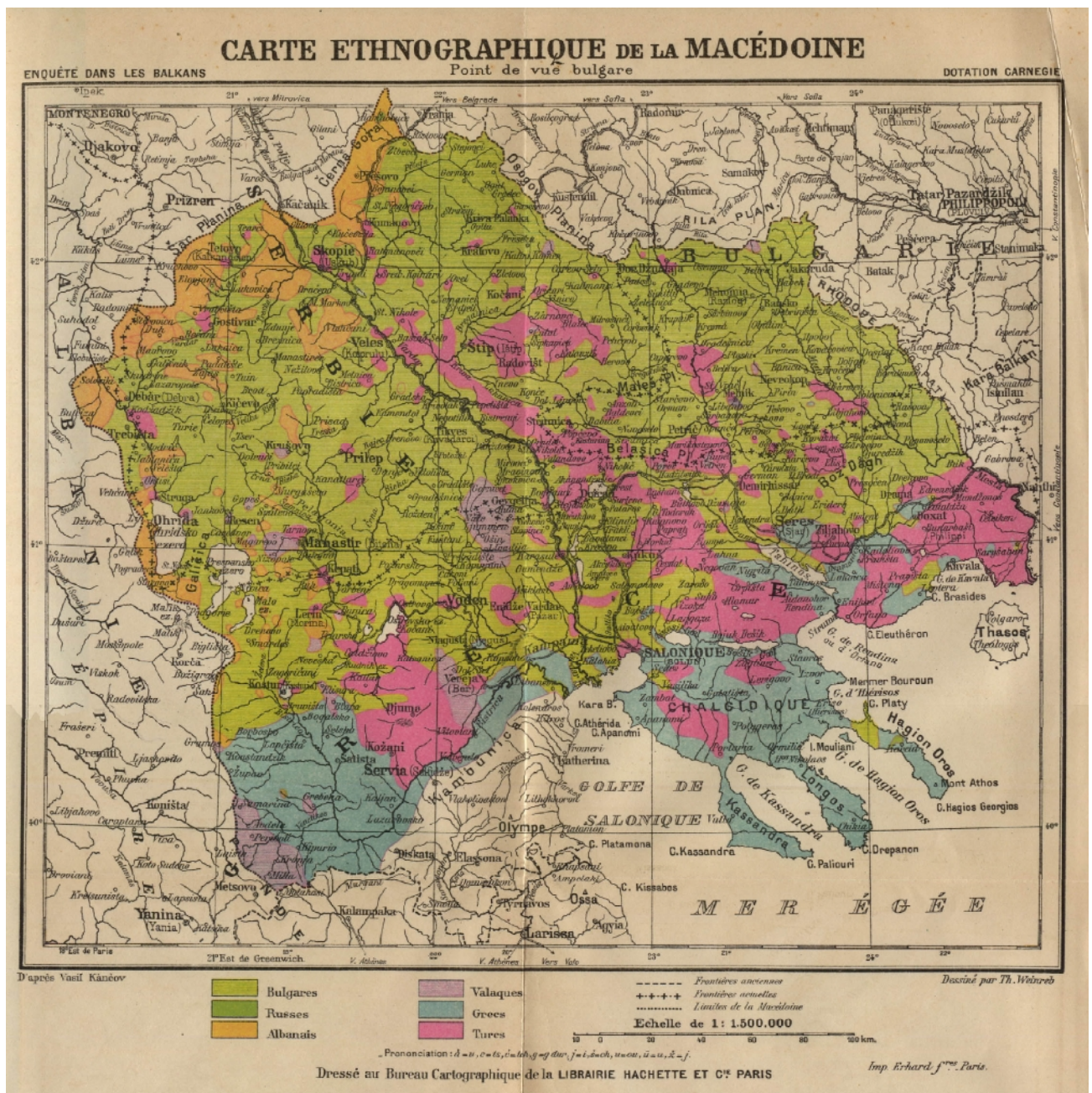
LA MACÉDOINE EN 1913



Le partage de la Macédoine historique au traité de Bucarest
(10 août 1913)

Source : Georges Castellan, Un pays inconnu, la Macédoine. Editions ARMELINE. 2003

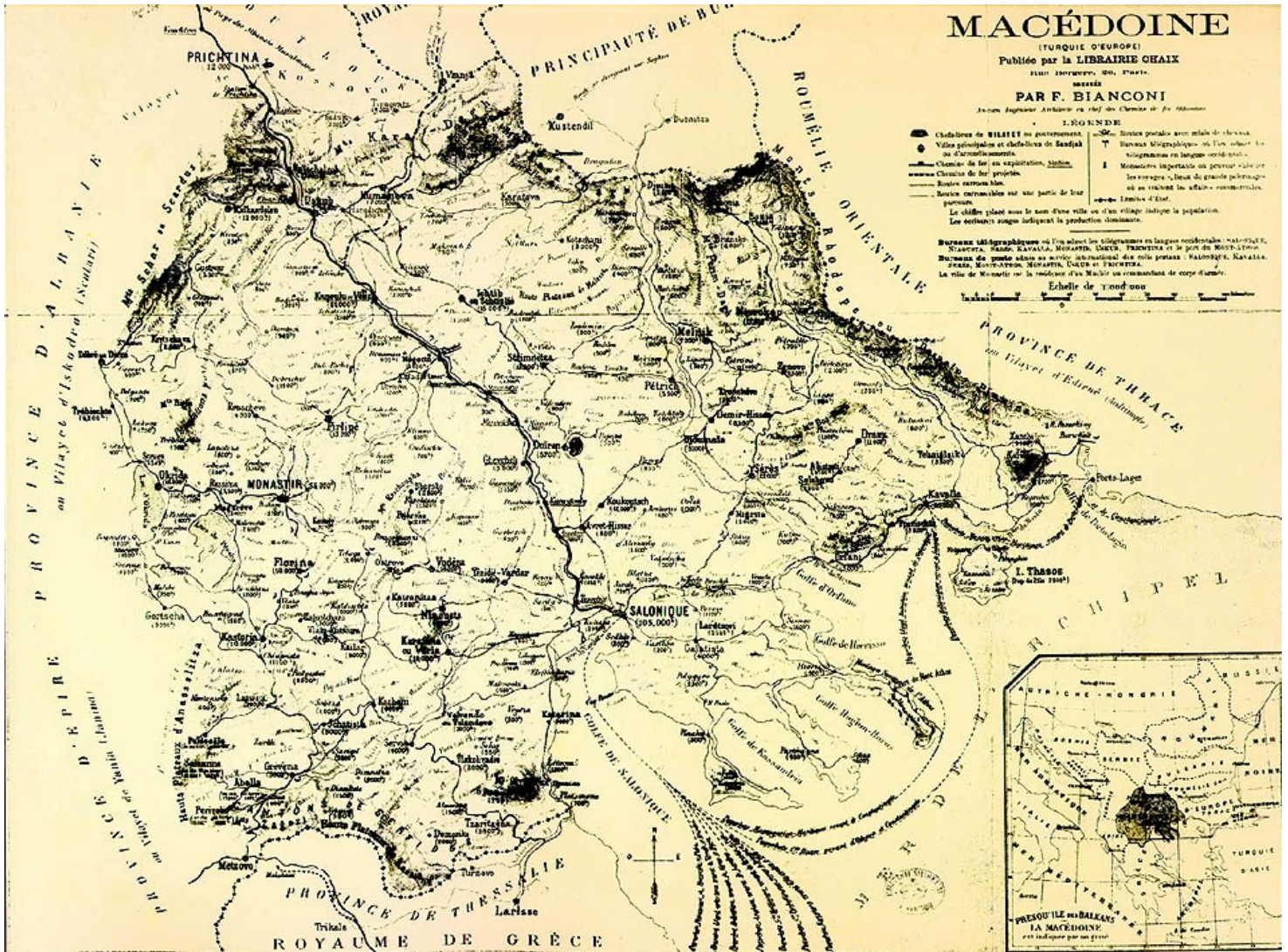
Annexe 2 bis : La Macédoine, le point de vue bulgare



Source: [Ethnographic map of Macedonia from the point of view of the Bulgarians]. Map from "Report of the International Commission To Inquire into the Causes and Conduct of the Balkan Wars" 1914.

<http://www.luptravel.com/worldmaps/balkans21.html>

Annexe 2 ter: Carte commerciale de la province de Macédoine, 1885



Source : F. Bianconi: Carte commerciale de la province de Macedoine, 1:1,000,000, 48x37 cm. Paris, 1885
The British Library (BL-MR 43.315.35), London

Annexe 3 : La Macédoine actuelle



Source : Université Laval (Canada)

<http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/macedoinecarte.htm>

Annexe 4 : Données économiques de la Macédoine

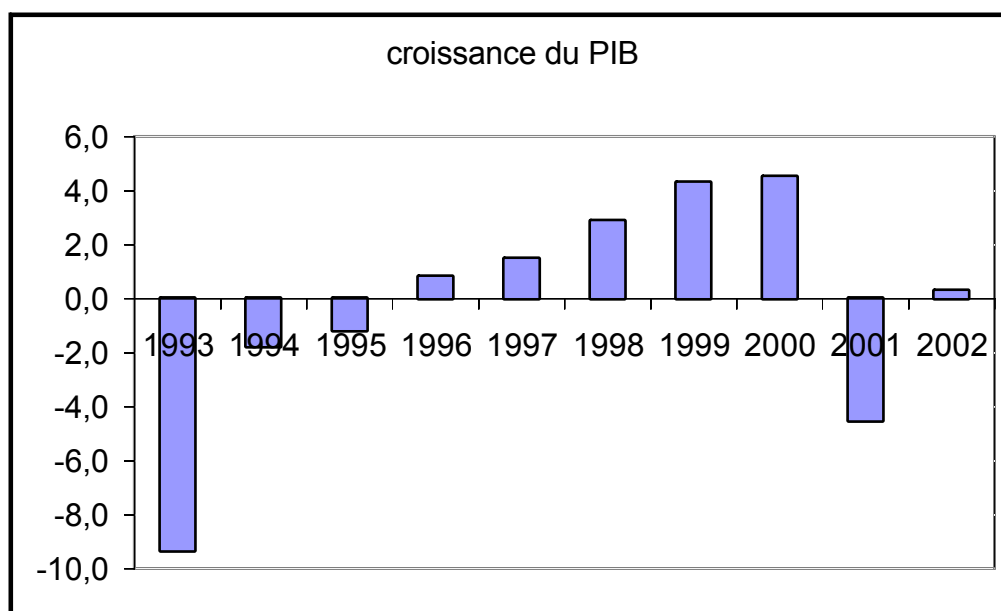
Indicateurs économiques de la Macédoine		1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
PIB (\$ ajusté 94, méth.UN PARE	Mld US\$	nd	nd	3,35	3,39	3,43	3,54	3,63	3,70	3,50	3,5*
PIB par habitant	US\$	nd	nd	1705	1709	1722	1763	1196	1850	1750	1750
Croissance du PIB	%	-9,3	-1,8	-1,2	0,8	1,5	2,9	4,3	4,5	-4,5	0,3
Inflation moyenne annuelle	%	349,8	122,0	15,9	3,0	4,4	0,8	-1,1	5,8	5,5	3,0
Inflation (fin d'année)	%	229,6	55,4	9,2	0,2	4,5	-1,0	2,3	6,1	3,7	2,5
Déficit/excédent budgétaire	% PIB	-13,4	-2,9	-1,2	-0,5	-0,4	-1,7	0,0	2,5	-5,7	-4,7
Taux de change, moyenne/an	DEN/US\$	23,6	43,2	38,0	40,0	49,8	54,5	56,9	65,9	68,1	nd
Taux de change, fin d'année	DEN/US\$	44,6	40,6	38,0	41,4	55,4	51,8	60,3	65,3	69,2	nd
Exportation (CIF)	Mld US\$	1,06	1,08	1,20	1,15	1,20	1,32	1,20	1,32	1,16	1,11
Importations (FOB)	Mld US\$	1,01	1,27	1,42	1,46	1,59	1,71	1,61	2,08	1,68	1,96
Balance commerciale	Mld US\$	0,05	-0,19	-0,22	-0,31	-0,39	-0,39	-0,41	-0,76	-0,53	-0,85
Balance comptes courants**	Mld US\$	0,02	-0,16	-0,22	-0,28	-0,27	-0,29	-0,14	-0,11	-0,35	-0,31
En % du PIB	%	0,6	-4,7	-5,0	-6,3	-7,2	-8,7	-3,0	-3,0	-10,0	-8,6
Réserves de change	Mld US\$	0,12	0,16	0,27	0,27	0,28	0,34	0,46	0,73	0,79	0,73
Couverture des importations	mois	1,4	1,6	2,3	2,2	2,1	2,3	3,1	4,1	4,9	4,4
Total dette extérieure	Mld US\$	1,14	1,26	1,43	1,17	1,13	1,44	1,49	1,49	1,44	1,51

* estimations

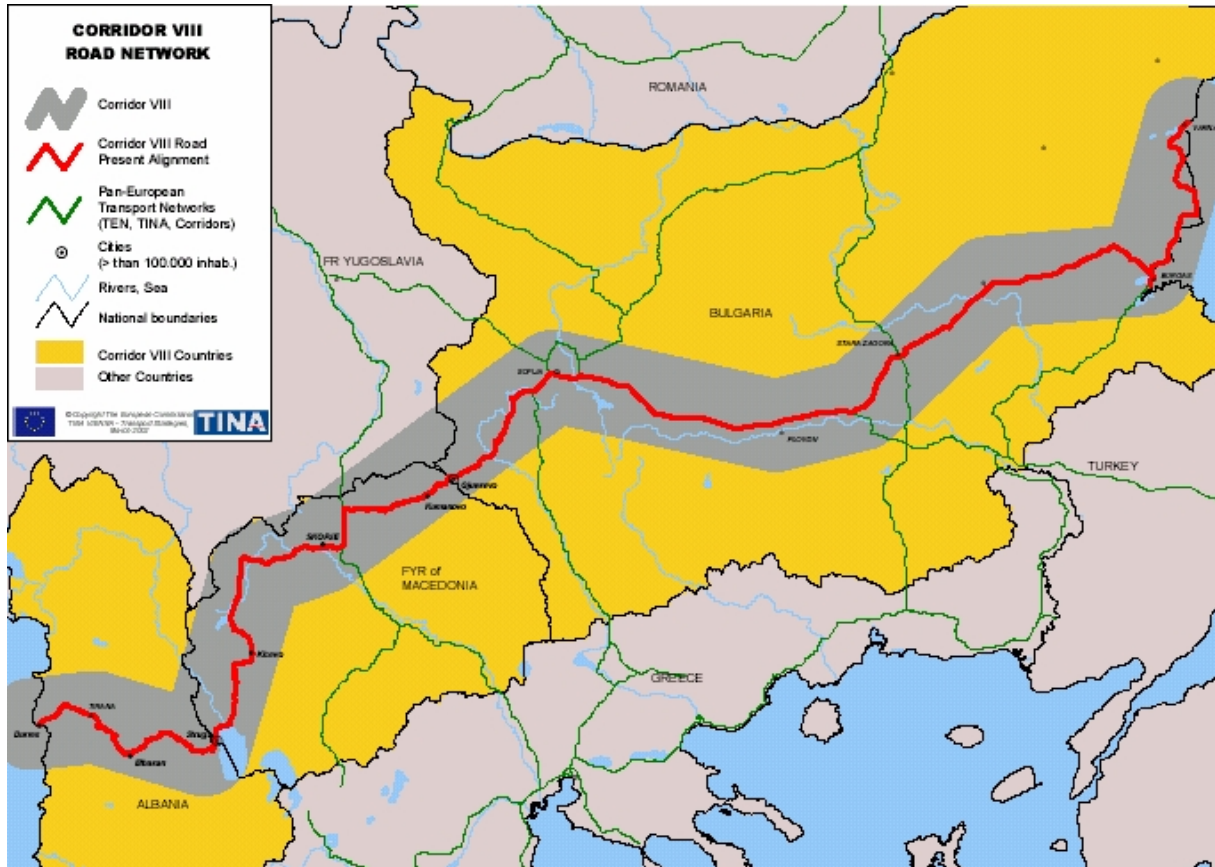
Sources: Ministère des Finances, FMI, Bureau des Statistiques de

Macédoine

** y compris dons



Annexe 5 : Tracé du Corridor VIII



Source : European Conference of Minister of Transport. Transport Infrastructure Development for a Wider Europe. Séminaire, Paris. 27, 28 novembre 2003.

<http://www1.oecd.org>

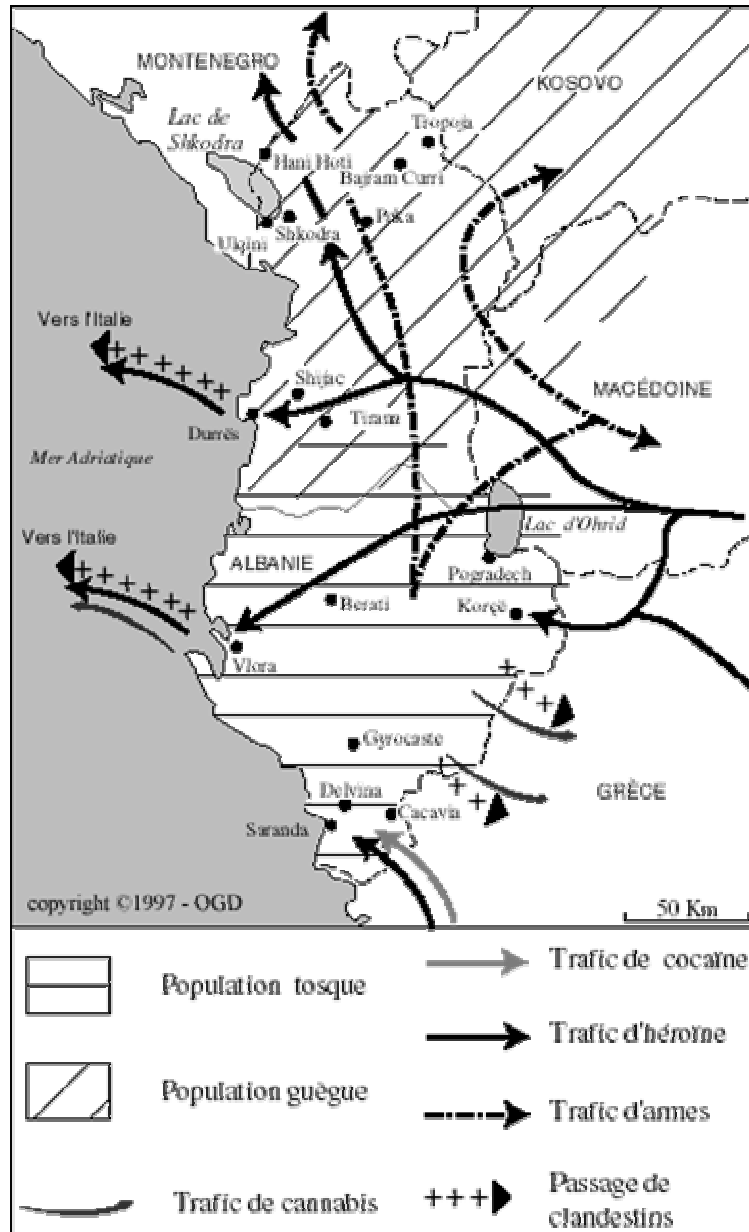
Annexe 6 : Tracé du Corridor X



Source : European Conference of Minister of Transport. Transport Infrastructure Development for a Wider Europe. Séminaire, Paris. 27, 28 novembre 2003.

<http://www1.oecd.org>

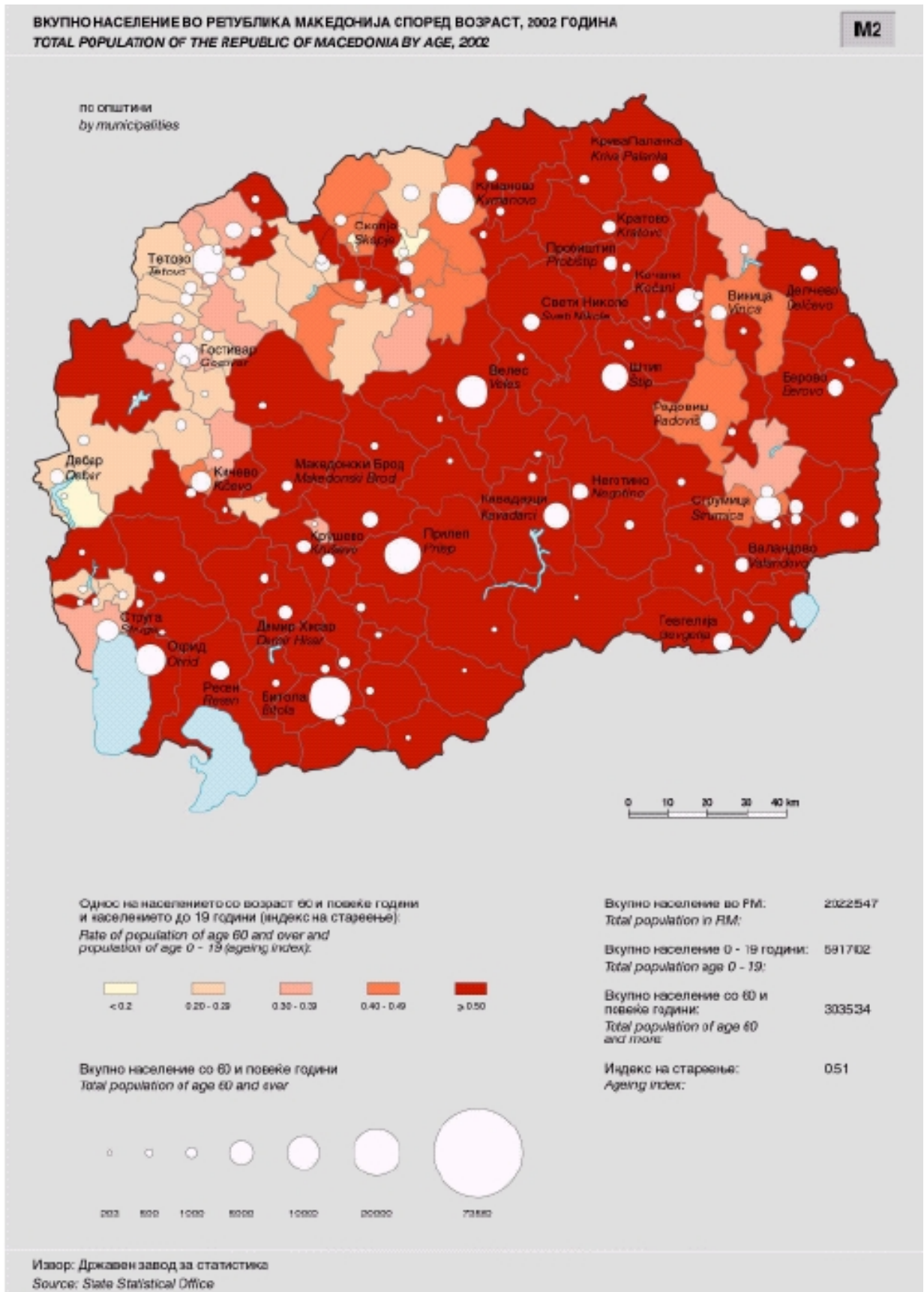
Annexe 7 : Carte des trafics à la frontière albanaise



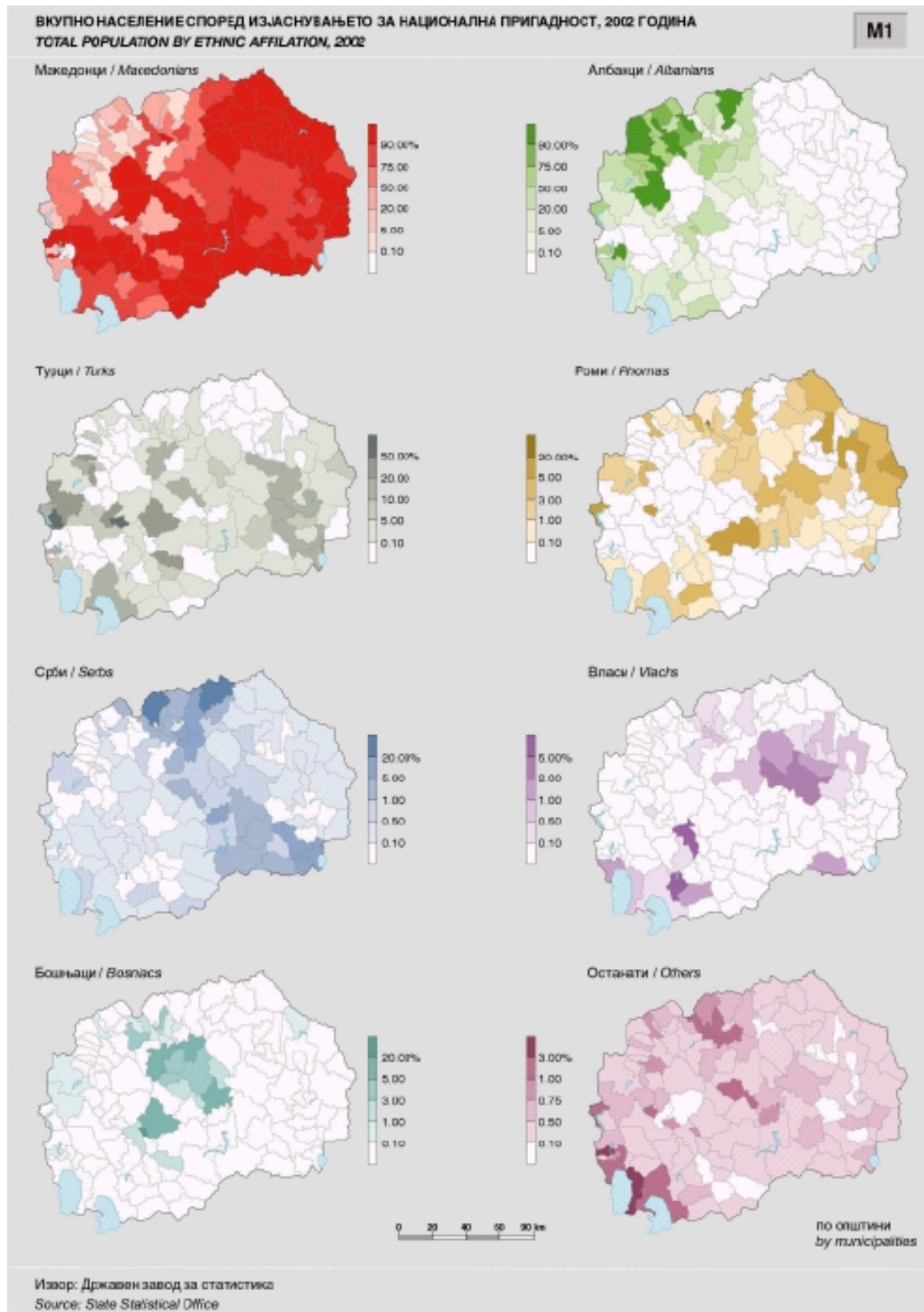
Carte 5 : les trafics de drogues et la fracture ethnique en Albanie

Source : Observatoire géopolitique des drogues

Annexe 8 : Résultats du recensement 2002



Annexe 8 bis : Résultats du recensement 2002



Annexe 8 ter : Résultats du recensement 2002

Source : State Statistical Office. Macedonia 2003

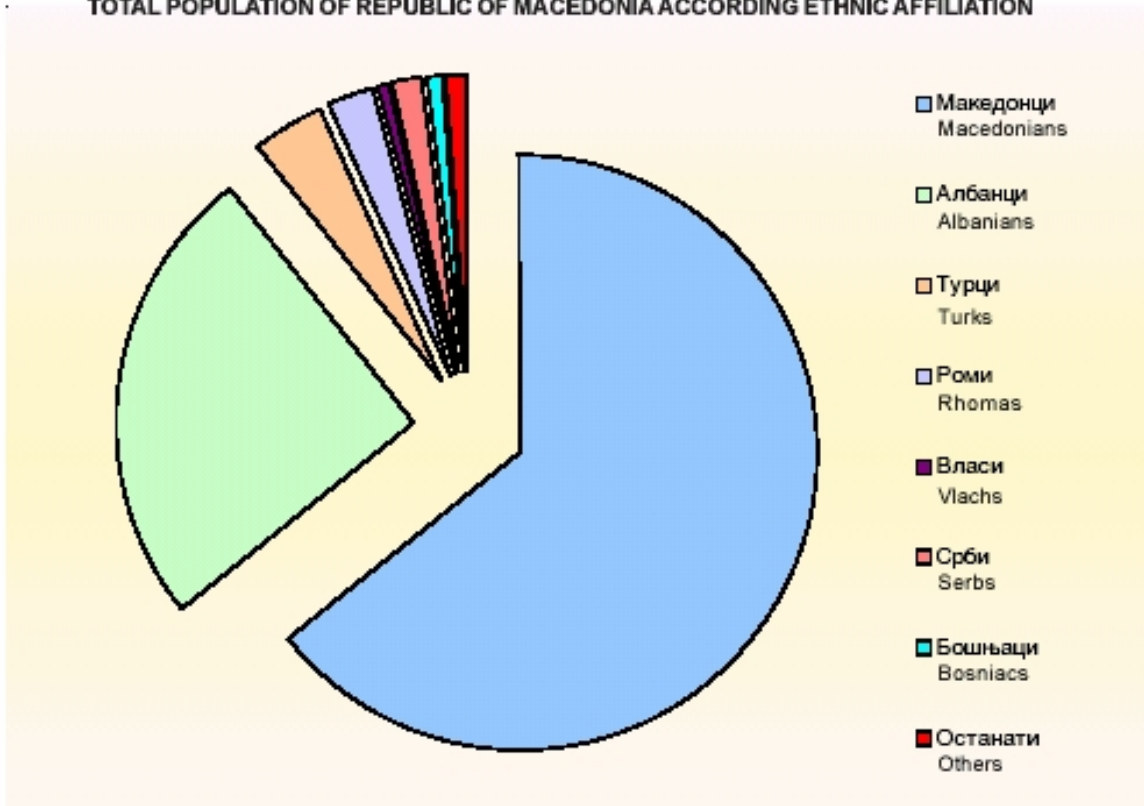
**ВКУПНО НАСЕЛЕНИЕ НА РЕПУБЛИКА МАКЕДОНИЈА СПОРЕД ИЗЈАСНУВАЊЕТО
ЗА НАЦИОНАЛНАТА ПРИПАДНОСТ**

TOTAL POPULATION OF REPUBLIC OF MACEDONIA ACCORDING ETHNIC AFFILIATION

	Вкупно Total	Македонци Macedonians	Албанци Albanians	Турци Turks	Роми Rhomans	Власи Vlachs	Срби Serbs	Бошњаци Bosniacs	Останати Others	
Апсолутни податоци	2022547	1297981	509083	77959	53879	9695	35939	17018	20993	Absolute figures
Структура	100.00	64.18	25.17	3.85	2.66	0.48	1.78	0.84	1.04	Structure

**ВКУПНО НАСЕЛЕНИЕ НА РЕПУБЛИКА МАКЕДОНИЈА СПОРЕД ИЗЈАСНУВАЊЕТО
ЗА НАЦИОНАЛНАТА ПРИПАДНОСТ**

TOTAL POPULATION OF REPUBLIC OF MACEDONIA ACCORDING ETHNIC AFFILIATION



Annexe 9 : Chronologie sommaire

D'après Georges Castellan. Un pays inconnu, la Macédoine. Editions Armeline. 2003

- Moitié du II^{ème} millénaire: Etablissement dans les Balkans des peuples indo-européens venus du Nord, dont les Illyriens, ancêtres des Albanais (?) et les Grecs.
- IX^{ème} siècle: Formation, parmi plusieurs, d'un "royaume" en Macédoine.
- 359 av.J.C
356-323
168 av.J.C
- Philippe II devient roi de ce royaume.
Alexandre le Grand, créateur d'un Empire jusqu'à l'Inde et l'Egypte.
Les Romains sous le Consul Paul Emile écrasent l'armée macédonienne à Pydna et annexent le royaume transformé en deux provinces.
- Fin du VI^{ème} siècle - début du VII^{ème} siècle ap.J.C. Invasions des Slaves venant du Nord des Carpates.
- 681-971
976-1018
1054
1166-1167
1383
1821
1839
1853-1856
1860
1875-1878
1878-1903
1893 (octobre)
1903 (2-12 août)
1912 (octobre) - 1913 (mai)
1912 (8 novembre)
- Fondation de l'Empire bulgare
Empire macédonien de Samuel et successeurs
Division de l'Eglise chrétienne en Eglise d'Orient dont le patriarche est à Constantinople et en Eglise d'Occident soumise au Pape de Rome.
Etienne Nemanja fonde l'Empire des Serbes. La Macédoine fait partie des deux Empires bulgare et serbe.
Le sultan Murad I^{er} conquiert la Macédoine. Ohrid devient archevêché autonome et garde ce statut jusqu'en 1767.
La Macédoine se révolte contre les Grecs qui obtiennent au traité de Londres en 1830.
Le sultan ordonne les réformes administratives du Tanzimat.
Guerre de Crimée: incursion de bandes grecques en Epire, en Thessalie et en Macédoine.
Autocéphalie de l'Eglise bulgare: l'Exarchat reconnu par le Sultan en 1870.
Crise d'Orient: guerre russo-turque. Traité de Berlin, création de deux Etats bulgares.
La question de l'autonomie -indépendance de la Macédoine- donne lieu à des attaques des Andartes grecs, des comitadjis bulgares, des tchetniks serbes contre les Ottomans et entre chrétiens pour les églises et les écoles.
Fondation de l'ORIM (Organisation révolutionnaire interne de Macédoine - en slave VMRO) à Salonique.
Insurrection d'Ilinden, proclamation de la République de Krusevo.
Première guerre balkanique : Grèce, Bulgarie et Serbie contre l'Empire ottoman.
L'armée grecque entre dans Salonique.

1913 (29 juin - 10 août)	Seconde guerre balkanique : Grèce et Serbie contre la Bulgarie.
1913 (10 août)	Traité de Bucarest. Grèce, Serbie et Bulgarie se partagent la Macédoine, donnant celle de l'Egée à la Grèce, celle du Pirin à la Bulgarie et celle du Vardar à la Serbie.
1915 (octobre)	Les troupes bulgares occupent la Macédoine du Vardar et pénètrent en Macédoine égéenne.
1918 (septembre)	Les troupes de l'Entente (franco-serbe-grecque) attaquent dans la vallée du Vardar.
1918 (29 septembre)	La Bulgarie signe l'armistice à Salonique.
1918 (1 ^{er} décembre)	Création du Royaume des Serbes, Croates, Slovènes : la Macédoine du Vardar devient la Serbie du Sud.
1934 (mai)	Dissolution de l'ORIM en Bulgarie qui prend le contrôle de la Macédoine du Pirin jusque là domaine de l'Organisation.
1934 (octobre)	Assassinat à Marseille du roi Alexandre de Yougoslavie par un membre de l'ORIM.
1941 (avril)	Les troupes hitlériennes pénètrent en Yougoslavie et en Grèce : prise de Skopje et de Salonique.
1941 (mai)	La Bulgarie annexe les Macédoines grecque et yougoslave. L'Albanie, sous tutelle italienne, reçoit la partie occidentale de la Macédoine yougoslave.
1942 (janvier)	Tito crée l'Armée de Libération nationale de Yougoslavie.
1943 (novembre)	Deuxième session du Conseil antifasciste de Libération nationale yougoslave. Tito pose le principe d'une Yougoslavie fédérale avec les Macédoniens comme peuple constitutif.
1944 (novembre)	Libération de Tetovo et de Gostivar.
1945 (avril)	Le Conseil antifasciste de Libération nationale constitué le 2 août, se transforme en Assemblée nationale et confie le premier gouvernement macédonien à Lazar Kolisevski.
1945 (mai)	Adoption de l'alphabet cyrillique macédonien et esquisse d'une grammaire normative.
1945 (septembre)	Aux élections législatives en Yougoslavie, les Macédoniens obtiennent 24 députés sur 345.
1945 (novembre)	L'assemblée constituante de Belgrade proclame la République Fédérative populaire de Yougoslavie.
1946 (décembre)	Publication de la première constitution de la République socialiste de Macédoine.
1948 (28 juin)	La Yougoslavie est exclue du Kominform, fin du projet d'union des Macédoines du Vardar et du Pirin.
1949 (avril)	Fondation à Skopje de l'université Cyrille et Méthode.
1949 (août)	Fin des combats de la guerre civile en Grèce. Nombreux réfugiés en Macédoine, en Bulgarie et en Yougoslavie.
1958 (octobre)	Rétablissement de l'archevêché d'Ohrid aboli en 1767.
1963 (juillet)	Skopje détruite par un tremblement de terre, plus de mille morts et trois mille blessés.
1967 (février)	Création de l'Académie des Arts et des Sciences de Macédoine.
1967 (juillet)	Proclamation de l'autocéphalie de l'Eglise de Macédoine. Rupture avec le patriarche de Constantinople et l'Eglise de Belgrade.
1980 (mai)	Mort de Tito.

1989 (novembre)	Transformation de la Ligue des Communistes de Macédoine en un parti politique qui s'affirme démocratique.
1990 (avril)	Fondation du "Parti de la prospérité démocratique" ou DPA / PDSH ¹⁶²
1990 (juin)	Reconstitution du VMRO par des éléments nationalistes.
1990 (nov. - déc.)	Premières élections législatives libres. Une coalition des anciens communistes est majoritaire.
1991 (janvier)	Kiro Gligorov est élu président de la République.
1991 (septembre)	Référendum sur l'indépendance: 95% de oui mais forte abstention des Albanais.
1991-1992	L'armée nationale yougoslave (JNA) évacue le territoire de la Macédoine.
1992 (janvier)	Référendum unilatéral de la minorité albanaise sur son autonomie politique : 90% de voix pour. La Bulgarie reconnaît la Macédoine, suivie par la Turquie, la Slovénie, la Croatie et la Bosnie.
1992 (mai)	Introduction du Denar macédonien.
1992 (octobre)	Vote de la loi sur la nationalité.
1992 (novembre)	Affrontements albano-macédoniens à Skopje qui font quatre morts.
1992 (décembre)	Manifestations à Skopje et à Athènes pour ou contre la Macédoine.
1993 (avril)	La Macédoine est admise à l'ONU et en devient le 181 ^{ème} membre sous le nom de FYROM.
1993 (juin)	Les Etats-Unis annoncent l'envoi de casques bleus en Macédoine.
1993 (décembre)	France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas et Danemark reconnaissent la Macédoine sous le nom de FYROM. Crise du parti albanaise de la prospérité démocratique. Les extrémistes font sécession.
1994 (février)	La Grèce ferme ses frontières avec la Macédoine et décrète un blocus.
1994 (octobre)	Elections présidentielles. Kiro Gligorov est réélu.
1995 (février)	Inauguration de l'université albanaise de Tetovo qui sera ensuite fermée par la police.
1995 (septembre)	Accord intérimaire à New York entre la Grèce et la Macédoine.
1995 (octobre)	Attentat à la voiture piégée contre le Président Gligorov qui en réchappe grièvement blessé. La Grèce lève le blocus contre la Macédoine.
1997 (juillet)	Manifestations à Tetovo et Gostivar. Trois morts.
1998 (octobre)	Elections législatives : victoire de l'opposition. Gouvernement Georgievski.
1999 (février - juin)	Crise du Kosovo.
1999 (novembre)	Elections présidentielles. Gligorov ne se représente pas. Boris Trajkovski (VMRO) est élu président de la République.
2001 (février)	Début des incidents entre l'UCK-M et les forces de sécurité à Tanusevci. Extension du conflit à l'ouest de la Macédoine.

¹⁶² Les noms des partis seront mentionnés suivant leur acception la plus courante en macédonien et en albanais.

2001 (juillet)	Skopje et l'UCK-M signent un accord de cessez-le-feu sous l'égide de l'OTAN.
2001 (13 août)	Accord signé à Ohrid entre les quatre grands partis de la coalition gouvernementale. L'UCK-M ne signe pas les accords mais consent à s'y conformer. L'Albanais devient langue officielle. La Constitution est amendée. Désarmement de la guérilla par l'opération "Essential Harvest" de l'OTAN.
2002 (janvier)	Début de l'opération "Amber Fox", mission OTAN d'assistance aux observateurs de l'OSCE et de l'UE.
2002 (octobre)	Elections législatives. Le gouvernement en place est balayé par une coalition SDSM - DUI (l'ex-UCK-M reconvertie en parti politique). B. Crvenkovski est premier ministre.
2002 (15 décembre)	Fin de l'opération "Amber Fox" et début de la mission de transition OTAN "Allied Harmony".
2003 (mars)	Début de l'opération de l'Union européenne "Concordia" à la suite de l'opération de l'OTAN. Ali Ahmeti entre au Parlement.
2003 (octobre)	Fin de l'opération militaire de l'Union européenne et début de la mission de police "Proxima".
2004 (26 février)	Le Président Trajkovski et une partie de son cabinet périssent dans un accident d'avion en Bosnie alors que la Macédoine s'apprêtait à déposer sa candidature à l'adhésion européenne.
2004 (27 avril)	Branko Crvenkovski est élu au deuxième tour des élections présidentielles face au candidat du VMRO.

Annexe 10 : Principaux partis politiques en Macédoine

Les acceptions retenues sont celles qui sont le plus souvent utilisées dans les documents d'origine anglo-saxonne ou macédoniens. Seule la traduction française a été indiquée.

SDSM : Union sociale-démocratique de Macédoine (parti au pouvoir actuellement)

VMRO-DPMNE : Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne - Parti démocratique pour l'Union nationale macédonienne. Parti nationaliste qui revendique l'héritage de la VMRO historique. Fondé en 1990.

LDP: Parti Libéral Démocrate.

SPM: Parti Socialiste de Macédoine.

LP: Parti Libéral.

MAAK : Action Macédonienne. Parti nationaliste modéré, fondé en 1989.

PDSM: Parti Démocratique des Serbes de Macédoine. Principal parti de la minorité serbe.

PDTM/ TDP : Parti Démocratique Turc de Macédoine. Principal parti de la minorité turque.

PECR: Parti pour l'Emancipation Complète des Roms. Principal parti de la minorité Rom.

DPA/PDSH : Parti pour la Prospérité Démocratique albanais

DUI/BDI : Union Démocratique pour l'Intégration. Parti de l'ex-UCK M (au pouvoir)

PDP : Parti Populaire Démocrate albanais

NDP: Parti pour la Prospérité des Albanais de Macédoine.

Bibliographie

Ouvrages consultés :

- ✓ BERARD Victor. La Macédoine. Armand Colin et Cie. 1900.
- ✓ BOUGAREL Xavier. Le nouvel islam balkanique. Les musulmans, acteurs du post-communisme 1990-2000. Editions Maisonneuve et Larose. 2001.
- ✓ BRUNSWICK Benoît. Le traité de Berlin. Plon. 1878.
- ✓ CASTELLAN Georges. Un pays inconnu, la Macédoine. Editions Armeline. 2003.
- ✓ CHAUPRADE Aymeric. Géopolitique. Constantes et changements dans l'histoire. Ellipses. 2003.
- ✓ CHICLET Christophe. La République de Macédoine. L'Harmattan, 1998.
- ✓ DERENS Jean Arnault. Balkans : la crise. Folio actuel. 2000.
- ✓ GARDE Paul. Vie et mort de la Yougoslavie. Nouvelle édition. Fayard 2002.
- ✓ LUKIC Renéo. L'agonie yougoslave (1986-2003). Les Etats-Unis et l'Europe face aux guerres balkaniques. Editions Les Presses de l'Université Laval. 2003.
- ✓ WEIBEL Ernest. Histoire et géopolitique des Balkans de 1800 à nos jours. Ellipses. 2002.

Articles de revue en français :

- ✓ BURIMI Genç. Le vœu pieux du combat contre le crime organisé dans les Balkans. <http://www.colisee.org> . 27 juin 2003.
- ✓ CHOSSUDOVSKY Michel. Les Etats-Unis sont en guerre en Macédoine. www.lautjournal.info. 2002
- ✓ CLAYER Nathalie. Islam et identité nationale dans l'espace albanais (1989-1998).Archives de Sciences Sociales des Religions. Juillet-septembre 2001.
- ✓ CLEMENT Sophia. La prévention des conflits dans les Balkans. Le Kosovo et l'ARY de Macédoine. Les Cahiers de Chaillot. No 30. Décembre 1997
- ✓ GOSSIAUX Jean-François. Yougoslavie: ethnies ou nationalisme ? L'éclatement yougoslave - une tragédie européenne. Edition de l'Aube. 1994.
- ✓ ROUX Michel. Le Kosovo. Dix clés pour comprendre. Paris, La Découverte. 1999.
- ✓ SKOULARIKI Athéna. La crise macédonienne (1991-1995) et la question des slavophones en Grèce. Balkonologie VII(1). Juin 2003.
- ✓ STOJANOVSKA ICEVSKA Gordana. L'Eglise en guerre contre la nouvelle Constitution. Article de Kapital traduit pour le Courrier des Balkans. 31 octobre 2003.

- ✓ TRIANTAPHYLLOU Dimitrios. Les Balkans entre stabilisation et adhésion. Cahier de Chaillot. No 64. Septembre 2003.
- ✓ VUKADINOVIC Nebojsa. Les enjeux de la stabilisation et de la reconstruction des Balkans. Politique étrangère. 1/2000.
- ✓ *L'influente Eglise serbe s'interposera t-elle entre les Eglises serbe et macédonienne.* Forum. 5 octobre 1998.
- ✓ *Les liaisons dangereuses de la guérilla albanaise.* Lettre internationale des drogues. No1. Octobre 2001

Articles de revue en anglais :

- ✓ BARNETT Neil. Macedonian clashes spark Ohrid fears. Jane's Intelligence Review. Octobre 2003.
- ✓ BELLAMY Alex. J. The New Wolves at the Door: Conflict in Macedonia. Civil Wars, 2002, vol 5 n°1
- ✓ BOJAROVSKI Zoran. Church deal bishops accused of treason. Institute for War and Peace Reporting. 7 juin 2002.
- ✓ BOJAROVSKI Zoran. Macedonia: latest developments in orthodox controversy. Institute for War and Peace Reporting. 24 juillet 2002
- ✓ COLON Michel. Caspian Sea's Oil Reserves. www.iacenter.org. 10 juin 2002
- ✓ GOUNARIS Basil C. Macedonian Questions. Journal of Southeast European and Black Sea Studies. Vol. 2, No 3. Septembre 2002.
- ✓ KOLA Arben. Corridor eight: dreams and interests. AIM Tirana, 17 avril 2002.
- ✓ TZIAMPIRIS Aristofle. Greece and FYROM: A Partnership for Stability in Southeastern Europe. Journal of Southeast European and Black Sea Studies. Vol. 2, No1. Janvier 2002.

Rapports en français :

- ✓ Rapport 06. Observatoire géopolitique des drogues. 1997.

Rapports en anglais :

- ✓ International Crisis Group. Pan-Albanianism : How Big a Threat to Balkan Stability. Rapport No 153. 25 février. 2004
- ✓ International Crisis Group. Macedonia : No Room for Complacency. Rapport No 149. Octobre 2003.

- ✓ International Crisis Group. Moving Macedonia Towards Self-Sufficiency :A New Security Approach for NATO and EU. Balkans Report No 135. 15 septembre 2002
- ✓ International Crisis Group. EU Crisis Response Capability: Institutions and Processes for Conflict Prevention and Management. Issues Report No 2. 26 juin. 2001
- ✓ IWPR. Trading in Misery. Balkan Crisis Report No 146. 15 septembre. 2003
- ✓ *Stabilisation and Association Report 2004*. Commission Staff Working Paper.
- ✓ *Former Yugoslav Republic of Macedonia : Financial System Stability Assessment*. IMF Country Report No 3/374. Novembre 2003.
- ✓ *Early Warning Report, fyr Macedonia*. United Nations Development Programme (UNDP). No1. 2003

Sites web :

<http://www.president.gov.mk> : site de la présidence macédonienne

<http://www.ambafrance-mk.org> : site de l'ambassade de France en Macédoine

<http://www.dree.org/macedoine> : site de la direction économique extérieure du ministère des Finances pour les données économiques sur la Macédoine. En liaison avec la mission économique de l'ambassade de France.

<http://usinfo.state.gov> :site du département d'Etat américain.

<http://www.mhc.org.mk> : site du Comité Helsinki de Macédoine.

<http://www.ogd.org> : site de l'Observatoire géopolitique des drogues. (n'est plus mis à jour)

<http://www.iwpr.net> : site de l'Institute for War and Peace Reporting

<http://www.un.org/icty/Supplement/supp37-e/misc.htm> : site du tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

<http://www.balkans.eu.org> : site du Courrier des Balkans. Permet d'avoir accès à de nombreux articles de tous les quotidiens, hebdomadaires et autres revues de Macédoine en français.

<http://www.makedonija.com> : site du Daily News Service Macedonian Information. Communiqués de presse.

<http://europa.eu.int> : site de la Commission européenne.

<http://www.crisisweb.org> : site de l'International Crisis Group.

<http://mia.com.mk> : site de l'Agence Macédonienne de Presse

INTRODUCTION	3
1 LES FACTEURS DE TENSION.....	6
1.1 LES FACTEURS GEOECONOMIQUES.....	6
1.1.1 Un pays enclavé et marqué par la montagne	6
1.1.2 Une situation économique encore très fragile.....	8
1.1.3 Des frontières incertaines	11
1.2 LES FACTEURS IDENTITAIRES	15
1.2.1 « Le roman national » ou l'absence d'Etat-nation.....	15
1.2.2 l'insoluble problème albanais	18
1.3 LE FACTEUR RELIGIEUX	22
1.3.1 La renaissance de l'islam macédonien	22
1.3.2 L'église orthodoxe de Macédoine entre non-reconnaissance et scandales.....	26
1.4 LA MACEDOINE DANS LE « JEU » DES BALKANS	30
1.4.1 Sur la route du pétrole	30
1.4.2 Les corridors, l'autre raison stratégique.....	32
1.4.3 Au carrefour des grands trafics.....	33
2 L'EUROPE, UNE RAISON D'ESPERER.....	39
2.1 L'IMPLICATION DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE DANS LA PREVENTION DU CONFLIT.....	39
2.1.1 Une réponse au risque de conflit très en amont et tous azimuts.....	40
2.1.2 La permanence des dynamiques internes.....	41
2.1.3 Quelle sécurité pour la Macédoine ? La stratégie de "l'égale distance".....	42
2.2 LES PROGRES INSTITUTIONNELS ET POLITIQUES : UN DEBUT DE SOLUTION ?.....	46
2.2.1 La situation sécuritaire intérieure : le délicat équilibre.....	47
2.2.2 Renforcer l'Etat de droit :	48
2.2.3 Economie : l'espoir européen.....	51
2.3 AU-DELA DE LA POURSUITE DES ACCORDS D'OHRID ? LES ENJEUX SUR LE LONG TERME.....	53
2.3.1 Un bref rappel sur l'Accord Cadre d'Ohrid.....	54
2.3.2 La décentralisation	54
2.3.3 L'éducation	57
2.3.4 Les mesures de confiance interethniques :	59
2.4 LES ADHESIONS A L'OTAN ET A L'UE	61
2.4.1 Une adhésion annoncée.....	61
2.4.2 La Macédoine à la porte de l'Union européenne.....	62
CONCLUSION.....	65
ANNEXE 1 : LA MACEDOINE DANS L'EMPIRE OTTOMAN	68
ANNEXE 2 : LA MACEDOINE HISTORIQUE.....	69
ANNEXE 2 BIS : LA MACEDOINE, LE POINT DE VUE BULGARE.....	70
ANNEXE 2 TER: CARTE COMMERCIALE DE LA PROVINCE DE MACEDOINE, 1885	71
ANNEXE 3 : LA MACEDOINE ACTUELLE.....	72
ANNEXE 4 : DONNEES ECONOMIQUES DE LA MACEDOINE.....	73
ANNEXE 5 : TRACE DU CORRIDOR VIII.....	74
ANNEXE 6 : TRACE DU CORRIDOR X	75
ANNEXE 7 : CARTE DES TRAFICS A LA FRONTIERE ALBANAISE	76
ANNEXE 8 : RESULTATS DU RECENSEMENT 2002	77
ANNEXE 8 BIS : RESULTATS DU RECENSEMENT 2002.....	78
ANNEXE 8 TER : RESULTATS DU RECENSEMENT 2002.....	79
ANNEXE 9 : CHRONOLOGIE SOMMAIRE	80
ANNEXE 10 : PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES EN MACEDOINE	84
BIBLIOGRAPHIE	85